

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES PROBLÈMES JURIDIQUES
soulevés par les différentes interprétations
DE LA LOI DU 7 JUILLET 1933
sur la
PROPHYLAXIE DE LA TUBERCULOSE BOVINE

Thèse pour le Doctorat

*présentée et soutenue le 22 mai 1943, à 14 heures,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris,*

PAR

Louis COCQ

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

*Suffragants : { M. HAMEL, professeur.
 { M. HENRI MAZEAUD, professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1943

Nom du candidat : **COCQ.**

Prénom : **Louis.**

Date de la soutenance : 22 mai 1943

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service du Secrétariat de la Faculté)

1

(**COCQ Louis**). — Des problèmes juridiques soulevés par les différentes interprétations de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine — Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).

2

COCQ (Louis) — Des problèmes juridiques soulevés par les différentes interprétations de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine. — Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).

3

COCQ (Louis). — Des problèmes juridiques soulevés par les différentes interprétations de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine. — Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).

4

COCQ (Louis). — Des problèmes juridiques soulevés par les différentes interprétations de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine — Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).

Nom du candidat : COCO.

Prénom : Louis.

Date de la soutenance : 22 mai 1943

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service du Secrétariat de la Faculté)

2

1

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).
pages.
A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168
lose bovine. — Paris, Editions
la prophylaxie de la tubercu-
de la loi du 7 juillet 1933 sur
les différentes interprétations
blèmes juridiques soulevés par
COCO (Louis) — Des pro-

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).
pages.
A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168
lose bovine. — Paris, Editions
la prophylaxie de la tubercu-
de la loi du 7 juillet 1933 sur
les différentes interprétations
blèmes juridiques soulevés par
COCO (Louis). — Des pro-

4

3

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).
pages.
A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168
lose bovine. — Paris, Editions
la prophylaxie de la tubercu-
de la loi du 7 juillet 1933 sur
les différentes interprétations
blèmes juridiques soulevés par
COCO (Louis). — Des pro-

(Thèse de Droit, Paris, 1943, n°).
pages.
A. Pedone, 1943, in-8°, iv-168
lose bovine. — Paris, Editions
la prophylaxie de la tubercu-
de la loi du 7 juillet 1933 sur
les différentes interprétations
blèmes juridiques soulevés par
COCO (Louis). — Des pro-

**Des problèmes juridiques
soulevés par les différentes interprétations
de la loi du 7 juillet 1933
sur la Prophylaxie de la Tuberculose bovine**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES PROBLÈMES JURIDIQUES
soulevés par les différentes interprétations
DE LA LOI DU 7 JUILLET 1933
sur la
PROPHYLAXIE DE LA TUBERCULOSE BOVINE

Thèse pour le Doctorat

*présentée et soutenue le 22 mai 1943, à 14 heures,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris,*

PAR

Louis COCQ

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

*Suffragants : { M. HAMEL, professeur.
 { M. HENRI MAZEAUD, professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

—
1943

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

_____ 7



INTRODUCTION

L'étude de la question des vices rédhibitoires a été faite par des auteurs célèbres comme Demolombe, Aubry et Rau, Josserand, Planiol et Ripert, Colin et Capitant.

Mais, ces ouvrages mis à part, on ne trouve sur cette question que quelques thèses anciennes et générales.

Parmi celles-ci citons celles de Bouchard (1898), Du Castel (1906), Poirier-Coutansais (1907). D'autres thèses sont plus récentes, comme celles de Henri-Touzet (1931) et Gervais (1931).

D'autres, enfin, sont postérieures à la loi du 7 juillet 1933 dont l'étude fait l'objet de ce travail : celles de MM. Montariol (1935), Rapp (1935), Linon (1936) et Astruc (1938).

Des Docteurs-Vétérinaires ont également soutenu des thèses sur le même sujet (Renard, 1942), mais, bien que connaissant parfaitement la jurisprudence sur la question, ils s'intéressent surtout, en général, à la question technique et aux conséquences pratiques de l'application d'une telle loi. Ils font alors passer la question juridique au second plan, bien qu'ils soient ennemis des litiges dont l'éclosion est favorisée par les imperfections de cette loi.

Une thèse sur la vente des animaux domestiques en Syrie est également en préparation à l'Ecole d'Alfort, mais le sujet est très différent du nôtre.

Ainsi les questions envisagées dans ce travail ont été

relativement peu étudiées au point de vue juridique. Cependant elles ont fait couler beaucoup d'encre, elles ont donné lieu à des interprétations divergentes et à des décisions judiciaires contradictoires.

Le sujet qui est l'objet de cette thèse est à la fois très théorique puisqu'il met en jeu les grands principes de la vente, de la nullité, de la réhabilitation, de l'erreur dans les conventions, de la nécessité d'un équilibre entre les prestations des deux parties contractantes ; et très pratique, le but visé par la loi de 1933 étant l'organisation de la prophylaxie et d'un contrôle de la salubrité des viandes.

Ce modeste sujet aura son intérêt puisqu'il précisera les conditions d'application d'une loi qui, par l'organisation de cette prophylaxie animale, vise à assurer la santé de la collectivité en lui garantissant la consommation de viandes saines. Il permettra également de conjuguer deux enseignements considérés comme si différents, l'enseignement théorique des Facultés de Droit et celui, plus directement orienté vers la pratique, des Ecoles vétérinaires. Il montrera le parallélisme entre les différentes activités humaines qui, sans se superposer, visent un même but.

Il faut noter que beaucoup de Professeurs aux Ecoles vétérinaires sont en même temps des juristes avertis, tels les rédacteurs des articles de Jurisprudence qui paraissent dans les différentes Revues vétérinaires. Il convient ici de leur rendre hommage et de les remercier pour leur concours particulièrement précieux.

*
* *

Pour comprendre l'esprit de la loi du 7 juillet 1933, il

est nécessaire de la replacer dans le cadre de la législation sur les ventes d'animaux domestiques, qui se place elle-même dans le cadre général de la vente.

La législation sur les ventes d'animaux domestiques comporte deux séries de dispositions parallèles, l'une qui vise les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses, l'autre, spéciale, qui concerne les vices rédhibitoires. Cette dualité dans la législation s'explique par la nécessité de protéger les intérêts essentiels que tout Droit s'efforce de reconnaître : l'intérêt de l'individu et celui de la collectivité.

C'est justement un problème très discuté et que chacun résout suivant ses tendances personnelles que celui de savoir quel intérêt doit l'emporter sur l'autre et doit être protégé en premier lieu. Est-il désirable que la tendance individualiste, représentée par notre Code civil, s'affirme encore de nos jours dans notre Droit aux dépens de la tendance sociale représentée par des Codes étrangers ? Quoi qu'il en soit, il est certain que notre Droit positif qui, avant la guerre actuelle, s'orientait nettement dans le sens de la socialisation, ne semble guère de nos jours faire un retour vers les principes individualistes auxquels le Chef de l'Etat a décidé de substituer des idées communautaires.

Jetons maintenant un rapide coup d'œil sur l'évolution de la législation en ce qui concerne les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses.

1^o Législation concernant les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses.

Dans l'Ancien Droit, la tuberculose, ou phtisie pul-

monaire, considérée comme vice caché, donnait, dans différentes provinces, ouverture à une action en résolution de vente.

Quant aux rédacteurs du Code civil, ils ne consacrèrent pas de textes spéciaux aux ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses, pensant que la réglementation relative à la garantie des vices cachés de la chose vendue qu'ils instituaient dans les articles 1641 à 1649 du Code suffirait à résoudre tous les problèmes.

De ces articles, il ressort que quatre conditions sont nécessaires pour que les défauts constituent des vices rédhibitoires :

1° Ils doivent être graves au point de rendre la chose impropre à sa destination, ou d'en diminuer tellement l'usage que l'acheteur n'aurait pas acheté ou n'aurait donné qu'un moindre prix, s'il en avait eu connaissance ;

2° Ils doivent être cachés ;

3° Ils doivent être antérieurs à la vente ;

4° Ils doivent être inconnus de l'acheteur.

Le vendeur est tenu à la garantie de ces vices et l'acheteur pourra, à son choix, intenter deux actions :

— Une action rédhibitoire dont l'effet est de remettre les choses exactement dans le même état qu'avant la vente, l'acheteur rendant la chose et le vendeur restituant le prix, avec les intérêts et les frais occasionnés par la vente ;

— Une action estimatoire qui permet à l'acheteur de garder la chose tout en se faisant rembourser par le vendeur une partie du prix déterminée par expertise.

Ainsi, sous l'empire du Code civil, il n'existe pas de législation spéciale concernant la vente des animaux domestiques atteints de maladies contagieuses ou non.

Mais cette réglementation paraît bientôt insuffisante et

doit être complétée. C'est ainsi que deux directions apparaissent dans la législation :

— Une législation spéciale survient, se précise peu à peu, et pose des règles qui échappent à la réglementation du Code civil (délai pour intenter l'action, facilités de preuve, compétence, procédure).

Cette législation a pour but principal de protéger l'individu, l'acheteur lésé auquel des facilités nouvelles sont données pour rendre l'animal et reprendre son prix.

— Une législation sur les maladies contagieuses qui est inspirée par des préoccupations d'hygiène publique et vise à satisfaire des exigences collectives.

La législation sur les vices rédhibitoires, actuellement en vigueur, est formée essentiellement, outre les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code civil, par la loi du 2 août 1884, modifiée par celles du 31 juillet 1895, du 23 février 1905 et du 24 février 1914. Fait également partie de cette réglementation la loi du 7 juillet 1933 qui nous occupe.

Il a existé également une loi du 20 mai 1838, aujourd'hui abrogée, qui a eu le mérite de substituer l'uniformité à la diversité des coutumes, de fixer la jurisprudence, d'éliminer l'arbitraire en posant des règles précises et de diminuer le nombre des procès. Elle a servi de base à la grande loi du 2 août 1884, loi fondamentale en la matière.

Celle-ci réglemente essentiellement les conditions dans lesquelles sera exercée l'action en garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, à défaut de conventions contraires.

Elle donne également, dans son article 2, une liste des vices qui sont réputés rédhibitoires ; il résulte d'ailleurs

de cette disposition que la tuberculose des bovidés cesse d'être un vice rédhibitoire en 1884, contrairement à ce qui avait été admis par la loi du 20 mai 1838, dans son article 1^{er}.

Comme, d'autre part, la tuberculose n'était pas portée, à ce moment-là, sur la liste des maladies contagieuses (L. 21 juillet 1881), aucune disposition législative ne visait plus la tuberculose des bovidés.

Et tandis que la jurisprudence de la Cour de cassation refusait à l'acquéreur d'un bovidé tuberculeux le droit d'intenter une action rédhibitoire ou une action estimatoire, la doctrine hésitait. Une partie accordait à l'acquéreur une action en nullité pour dol ; l'autre s'en tenait aux dispositions du Code civil.

Quelle est donc la raison qui a poussé le législateur de 1884 à supprimer la tuberculose des bovidés de la liste des vices rédhibitoires, ainsi d'ailleurs que tous les autres vices concernant l'espèce bovine ?

Celui-ci a visé à simplifier la législation et à tarir la source de nombreux procès. Comme l'a dit Labiche :

« Il ne faut pas s'effrayer de ce que la liste des vices rédhibitoires soit restreinte. Le vendeur y trouve plus de sécurité quand il est de bonne foi. Quant à l'acheteur, il a toujours le droit de se garantir par des conventions particulières. »

Mais, en 1933, au contraire, le législateur inscrit à nouveau la tuberculose des bovidés sur la liste des vices rédhibitoires, comme il l'avait fait en 1838.

En effet, les raisons que l'on avait invoquées en 1884 pour rayer celle-ci de la liste des vices rédhibitoires ne jouent plus. La perspective de procès est alors moins à craindre car, avec les progrès de la médecine vétérinaire,

il devient plus aisé de poser le diagnostic de tuberculose du vivant de l'animal. D'autre part, on cherche par tous les moyens possibles à juguler le fléau grandissant, et devant l'échec d'un système prophylactique de contrainte qui avait joué jusque-là, on adopte un système de prophylaxie libre, pensant qu'il sera plus efficace.

Un autre moyen de lutter contre le mal, c'est d'empêcher les transactions (ventes et échanges) portant sur des bêtes malades, dont les déplacements sont éminemment favorables à la propagation du mal. Aussi, le législateur, pénétré de cette idée, adopte différentes mesures. Pour les cas de tuberculose légalement contagieuse, les plus dangereux, il laisse subsister la disposition de la loi du 21 juin 1898, art. 41, qui décide que :

« L'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites. »

et frappe de nullité ces diverses opérations (sous réserve des controverses).

En ce qui concerne les autres cas de tuberculose, le législateur paralyse toutes les transactions en mettant à la disposition de l'acquéreur la procédure sur les vices rédhibitoires de la loi du 2 août 1884 qui lui donne de grandes facilités pour se débarrasser d'une bête malade, notamment au point de vue de la charge de la preuve, de la procédure, etc... Le vendeur de mauvaise foi hésitera à présenter sur le marché un animal tuberculeux, sachant qu'un acquéreur éventuel n'aurait pas à prouver l'antériorité du vice par rapport à la vente et pourrait obtenir une condamnation à des dommages-intérêts.

Après avoir vu rapidement l'essentiel de la législation sur les vices rédhibitoires et après avoir analysé les rai-

sons qui ont pu pousser le législateur à déclarer que la tuberculose est un vice rédhibitoire, ou à lui refuser ce caractère, énumérons les lois et décrets qui concernent les maladies contagieuses et envisagent la tuberculose sous cet angle de maladie contagieuse.

On trouve :

— la loi du 21 juillet 1881, loi de police administrative, qui vise à empêcher la diffusion des maladies contagieuses ;

— Le décret du 28 juillet 1888, qui inscrit la tuberculose des bovidés parmi les maladies contagieuses ;

— La loi du 31 juillet 1895, qui déclare nulle la vente d'un bovidé lorsqu'il s'agit d'un animal soumis à la séquestration ordonnée par les autorités compétentes ;

— La loi du 21 juin 1898, loi de police administrative, qui a pour objet de juguler les maladies contagieuses et prescrit des mesures de coercition strictes (isolement, séquestration, etc...). Elle considère les bovins tuberculeux comme des choses hors du commerce ;

— La loi du 23 février 1905, qui annule la vente de ces bovidés, substitue la formalité d'une déclaration à la séquestration et réduit le délai de garantie à 30 jours.

L'étude rapide de la législation qui vient d'être faite nous a montré que deux directions apparaissent dans la réglementation des ventes d'animaux domestiques, directions qui correspondent elles-mêmes aux deux grandes tendances, l'une individualiste, l'autre sociale, entre lesquelles se partagent les différentes conceptions du droit.

La législation concernant les vices rédhibitoires vise à protéger l'individu, l'acheteur auquel on donne des facilités nouvelles pour se débarrasser d'une bête dont on lui a caché les défauts ; celle qui régit les ventes d'animaux

atteints de maladies contagieuses vise, au contraire, à protéger la collectivité, la santé publique étant gravement menacée par l'existence de transactions portant sur des animaux contagieux.

A laquelle de ces deux législations faut-il rattacher la loi du 7 juillet 1933 et quelle est de ces deux tendances, l'une individualiste, l'autre collective, celle qui est à l'origine du vote de la loi ?

Il semble bien, comme le montrera le rapide aperçu donné plus loin sur cette loi, que les deux tendances l'ont inspirée. En effet, il est bien certain que l'objet essentiel du texte légal a été de protéger l'individu puisque, en inscrivant la tuberculose des bovidés dans la liste des vices rédhibitoires, elle protège l'intérêt privé de l'acheteur qui reçoit du même coup des facilités pour rendre la bête malade au vendeur et reprendre son prix.

Mais une chose est non moins certaine : le législateur de 1933, en rayant, en principe, la tuberculose des bovidés de la liste des maladies contagieuses, n'a pas cru, pourtant, devoir rayer de cette liste les cas les plus dangereux de cette tuberculose (tuberculose avancée du poumon, de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus, d'après le décret du 24 janvier 1934). Par conséquent, ces cas de tuberculose restent compris dans la liste des maladies réputées contagieuses et sont soumis à la même réglementation que ces dernières. Est-il besoin d'autre preuve pour montrer que la tendance sociale n'est pas absente de la loi de 1933 ?

Ainsi, la loi de 1933 ne consacre aucune de ces thèses extrêmes selon lesquelles il est nécessaire de choisir entre les deux tendances du Droit et d'exclure l'une au profit de l'autre. Mais, sans prendre parti sur le terrain

théorique, elle a été amenée par la nécessité à tenir compte des grands intérêts que le Droit a pour mission de protéger, celui de l'individu et celui de la société.

On peut d'ailleurs se demander si, en ce qui concerne le terrain du Droit positif, ce parti n'est pas le plus sage et si, protéger les uns, ce n'est pas, à quelque degré, protéger les autres. Ne semble-t-il pas évident, par exemple, que les lois qui réglementent la vente d'animaux atteints de maladies contagieuses, si elles ont pour but de protéger les intérêts sociaux protègent aussi les intérêts de chaque individu, en particulier, puisqu'elles veillent à son hygiène alimentaire ?

C'est pourquoi nous pensons que cette thèse, qui porte sur un sujet très limité, illustrera cette idée que le Droit positif ne doit ni sacrifier l'individu à la société ni abandonner complètement le point de vue social pour exalter exagérément l'individu. Ce n'est pas craindre de prendre parti que d'affirmer, au contraire, que les règles de Droit doivent tenir compte des aspirations de l'un et de l'autre et aider à leur réalisation en une combinaison harmonieuse.

2^o *La loi du 7 juillet 1933.*

L'article 2 de la loi du 2 août 1884 qui est la loi fondamentale en matière de vices rédhibitoires énumère la liste des vices rédhibitoires. Cet article a d'ailleurs été remanié par la loi du 31 juillet 1895 qui modifie celle de 1884 et par l'article 2 de la loi du 23 février 1905.

« Art. 2. — Sont réputés vices rédhibitoires :

« Pour le cheval, l'âne et le mulet :

« L'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage

chronique, le tic proprement dit avec ou sans usure des dents, les boiteries intermittentes, la fluxion périodique des yeux.

« Pour l'espèce porcine :

« La laderrie. »

La loi du 7 juillet 1933, article 4, décide que la tuberculose des bovidés est ajoutée à cette liste des vices rédhibitoires.

Antérieurement à cette loi, la tuberculose était simplement considérée comme une maladie contagieuse aux termes de la loi du 23 février 1905. Et toute la réglementation sanitaire la concernant était fondée sur la contrainte.

Les animaux qui étaient reconnus tuberculeux devaient être immédiatement abattus et les animaux qui s'étaient trouvés au contact avec eux étaient séquestrés et envoyés à la boucherie.

Cette réglementation a fait totalement faillite pour plusieurs raisons. D'abord les conséquences d'une telle loi étant imprévisibles, les pouvoirs publics n'en exigèrent pas une application rigoureuse ; ensuite, cette loi était d'une application extrêmement dure pour les propriétaires d'animaux qui devaient faire abattre ceux-ci sans trouver de contre-partie véritable à leurs sacrifices ; enfin, cette loi n'a jamais donné de résultats en rapport avec les sacrifices consentis.

Malgré tous ses inconvénients, cette loi resta longtemps sans modifications. Pourtant dès les premières années du siècle, les professeurs Nocard et Leclainche réclamaient que l'on substituât une prophylaxie libre à une prophylaxie de contrainte et écrivaient :

« La prophylaxie libre apparaît comme seule possible à

l'heure actuelle en la plupart des nations : c'est à l'encourager par tous les moyens que tous les efforts doivent être consacrés. »

Faisant application de ces principes, la nouvelle loi encourage au lieu d'imposer, elle demande au propriétaire d'un animal tuberculeux sa collaboration, moyennant quoi elle se charge du quart des frais supportés par celui-ci. Cette aide pécuniaire, plus importante que celle qui découlait de la législation antérieure, semble à elle seule être un des éléments les plus importants de succès de la loi.

La tuberculose des bovidés, dans la législation antérieure à la loi de 1933, figurait dans la liste des maladies réputées contagieuses. Il en résultait que le propriétaire d'un animal tuberculeux était automatiquement soumis aux mesures prévues : déclaration, abatage sans délai de la bête, séquestration et envoi à la boucherie de toutes les bêtes qui avaient été mises en contact avec elle.

Le législateur de 1933 emploie une méthode toute différente, et voulant substituer l'esprit de collaboration à celui de contrainte il raye la tuberculose bovine de la liste des maladies réputées contagieuses. Par là même il abolit tout cet appareil encombrant et extrêmement lourd pour le propriétaire, de déclarations, abatage, etc...

Cependant, il n'était pas possible de rayer tous les cas de tuberculose de la liste des maladies réputées contagieuses. Il existe, en effet, certaines formes de tuberculose particulièrement dangereuses parce que très contagieuses, qui sont des formes ouvertes de tuberculose. C'est pourquoi le législateur a dû maintenir ces formes sur la liste des maladies réputées contagieuses, et, en conséquence, il a pris, en application de la loi du 7 juillet 1933, un décret,

celui du 24 janvier 1934, qui stipule dans son article premier :

« Est réputée maladie contagieuse et donne lieu à déclaration et à application des mesures de police sanitaire la tuberculose des bovidés dans les formes ci-après :

« Tuberculose avancée du poumon ;

« Tuberculose de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus. »

Dans la réglementation nouvelle, nous sommes donc en présence non d'une mais de deux formes de tuberculose ; une forme est réputée légalement contagieuse et donne lieu à l'application de tout un appareil administratif de déclaration, abatage, séquestration, mise à la boucherie ; l'autre forme est réputée non légalement contagieuse, toutes ces mesures n'existent pas pour elle.

Dans le premier cas, le propriétaire est assujetti à une série de mesures strictes et obligatoires ; dans le second cas, l'Etat n'imposera aucune mesure, mais demandera au propriétaire sa collaboration dans la lutte entreprise contre la maladie et, en échange, lui apportera un appui efficace sous forme de participation aux frais engendrés par cette lutte. Dans le premier cas, la prophylaxie est obligatoire, dans le second, elle est facultative.

Il est nécessaire d'insister sur cette distinction que fait la loi entre deux formes de tuberculose, l'une réputée légalement contagieuse et l'autre qui n'est pas réputée légalement contagieuse, car plusieurs décisions judiciaires semblent n'en tenir nul compte, ce qui entraîne des difficultés, des procès, des controverses.

Mais une question vient immédiatement à l'esprit : le décret du 24 janvier 1934 est-il légal ?

En effet, comme nous l'avons déjà dit, la loi du 7 juillet

1933 a pour but de porter la tuberculose des bovidés sur la liste des vices rédhibitoires dressée par l'article 2 de la loi du 2 août 1884. Un simple décret peut-il, malgré ces dispositions, stipuler que certaines formes de tuberculose sont réputées maladies contagieuses et tombent, par conséquent, sous l'application des mesures de police sanitaire prévues par la loi du 21 juin 1898 ?

A cette question, il faut répondre que le décret de 1934 est pris en application de la loi du 7 juillet 1933 qui stipule expressément dans son article 2 :

« L'article 29 du livre troisième, titre premier, section II, du Code rural (loi du 21 juin 1898) est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maladies réputées contagieuses et qui donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures de police sanitaire sont : ... La tuberculose des bovidés dans les conditions fixées par décret sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et après avis du Comité consultatif des Epizooties, conformément à l'article 18 de la présente loi. »

Ainsi, la loi de 1933 elle-même avait prévu que certains cas de tuberculose qui devaient être déterminés ultérieurement par décret, obéiraient aux prescriptions concernant les maladies contagieuses. Dans ces conditions, il semble difficile de contester la légalité du décret du 24 janvier 1934 qui porte d'ailleurs les mentions suivantes :

« Vu la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes et notamment ses articles 2 et 18 ;...

« Vu l'avis du Comité consultatif des Epizooties ;

« Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture. »

Il était nécessaire d'envisager dès maintenant cette

question. En effet, si le décret précité était reconnu illégal, il en résulterait deux conséquences importantes :

La tuberculose des bovidés devrait être envisagée, dans tous les cas, comme un simple vice rédhibitoire. Par conséquent, la loi du 7 juillet 1933 devrait être considérée comme se rattachant uniquement à la législation sur les vices rédhibitoires, à l'exclusion de celle qui concerne les maladies contagieuses.

D'autre part, la disposition de l'article 41, § 1^{er}, de la loi du 21 juin 1898 qui interdit « l'exposition, la vente et la mise en vente d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses » ne pourrait s'appliquer à aucun cas de tuberculose bovine et il ne serait pas possible d'invoquer l'existence d'une action en nullité se superposant éventuellement à l'action rédhibitoire pour faire annuler la vente d'un bovin atteint de certaines formes de tuberculose, cet animal étant considéré comme une chose hors de commerce. (Voir chapitre iv.)

Après avoir examiné la question de la légalité du décret du 24 janvier 1934, nous allons donner une vue d'ensemble de la loi du 7 juillet 1933 et voir comment l'Etat accorde son aide au propriétaire d'un animal tuberculeux, bien que cette question ne fasse pas l'objet direct de cette thèse.

L'Etat accorde son aide au propriétaire en participant aux frais supportés par celui-ci. Il le fait grâce au régime des subventions, qui sont destinées à compenser une fraction des dépenses provenant de plusieurs sources.

Ces sources sont, d'une part, les frais occasionnés par les opérations de tuberculation, d'autre part, ceux occasionnés par l'abatage des animaux, enfin ceux qui sont provoqués par la désinfection et l'aménagement hygiénique des étables.

En ce qui concerne les opérations d'abatage, la subvention varie à raison de 25 à 40 % des frais totaux.

Des limites sont fixées au montant d'une subvention, limites qui sont susceptibles de majoration en faveur des mutuelles agricoles et des fédérations d'associations contre la mortalité du bétail.

Comment l'Etat va-t-il se procurer les ressources nécessaires au financement de toutes ces opérations de prophylaxie ?

Pour cela, le législateur a prévu dans cette même loi de 1933 que la taxe à l'abatage qui, comme son nom l'indique, est perçue lors de l'abatage des animaux pour la boucherie, sera augmentée d'un certain nombre de millimes par kilogramme de viande.

Quant à l'attribution de ces crédits elle est faite par le Préfet à qui les propriétaires doivent adresser une demande en règle et qui dresse un tableau par ordre de priorité et dans les limites des crédits disponibles.

En ce qui concerne les opérations de prophylaxie elles-mêmes, elles sont conduites conformément à un règlement d'administration publique et non à la loi. Mais celle-ci est intervenue pour fixer la méthode officielle de détection de la maladie qui consiste en l'utilisation de la tuberculine ; cette même loi de 1933 a donc dû, par contrecoup, établir au cours de plusieurs articles toute une réglementation en ce qui concerne aussi bien l'importation, la fabrication, la vente, que l'utilisation et les modes de délivrance par le Ministre compétent de la tuberculine.

La loi fixe également un moyen d'établir que les animaux appartenant à une exploitation agricole sont sains, il s'agit de la délivrance d'une patente qui devient caduque dès l'apparition de la tuberculose à nouveau, dans le troupeau.

Notons également qu'un autre décret en date du 24 juillet 1934, pris en application de la loi du 7 juillet 1933, organise une réglementation de la vente du lait provenant d'animaux tuberculeux.

Mais la prophylaxie de la tuberculose des bovidés ne serait pas complète si on laissait pénétrer dans des étables saines ou assainies des animaux tuberculeux qui viendraient semer la contagion. Or, que se passait-il avant la loi de 1933, quand un acheteur avait fait l'acquisition d'une bête atteinte de tuberculose ? Du fait qu'il existait une loi sanitaire soumettant tous les cas de tuberculose à une réglementation qui reconnaissait tous les cas de tuberculose comme contagieux, l'acquéreur avait la possibilité de demander la nullité de la vente en vertu même de cette loi sanitaire.

Le législateur de 1933, en rayant la tuberculose de la liste des maladies réputées légalement contagieuses, supprime, par là même, la faculté pour ce même acquéreur de demander la nullité de la vente. La prophylaxie va-t-elle ainsi devenir irréalisable et l'animal tuberculeux va-t-il contaminer toute l'exploitation du fait qu'aucun recours n'est possible contre le vendeur.

A cette difficulté, le législateur de 1933 a apporté la solution élégante en déclarant la tuberculose vice rédhibitoire. L'acquéreur, aux termes de l'article 4, aura pour se débarrasser de sa bête malade la procédure rapide et peu coûteuse de l'action en rédhibition.

La loi du 7 juillet 1933 est sans doute une belle œuvre qui doit assurer un état sanitaire satisfaisant chez les bovidés et par contre-coup dans l'espèce humaine, car l'hygiène ne se fragmente pas, mais forme un tout indivisible. Cependant nous allons nous demander si elle a

tenu tout ce qu'elle avait promis car elle a provoqué par ses imprécisions des difficultés d'interprétation qui ont donné naissance à bien des controverses et à bien des litiges.

Dans notre thèse, nous tâcherons de mettre ces imprécisions en relief afin de contribuer très modestement à la modification et à l'amélioration de ce texte légal ou bien à un changement dans la jurisprudence actuelle concernant son interprétation. Car il est très souhaitable qu'à la faveur de toutes les critiques passées ou futures une telle loi — dont le but est de lutter contre un terrible fléau par une prophylaxie très rationnelle — ne soit pas compromise par les difficultés juridiques qu'elle a déjà ou qu'elle peut encore soulever.

Nous étudierons donc, d'après le plan très simple suivant, les difficultés juridiques soulevées par l'application de la loi du 7 juillet 1933 :

PREMIER POINT : *Quel est le tribunal compétent pour connaître des litiges de nature commerciale ?*

DEUXIÈME POINT : *L'expertise préalable à l'action en réhabilitation est-elle obligatoire ou facultative ?*

TROISIÈME POINT : *Dans quel délai doit-on provoquer l'expertise ?*

QUATRIÈME POINT : *Doit-on admettre la possibilité de faire annuler la vente d'un bovin atteint d'une forme légalement contagieuse de tuberculose ?*

Ce plan est celui qui s'impose si nous tenons compte de l'ordre chronologique suivant lequel se présenteront les difficultés auxquelles se heurtera l'acquéreur d'un bovin tuberculeux qui veut se débarrasser de sa bête.

En effet, c'est la question de la compétence (compétence d'attribution et compétence territoriale) qui se posera tout

d'abord, car c'est celle que tout plaideur se doit de résoudre avant d'engager une action.

Mais une étude plus attentive des termes de la loi montrera à celui-ci l'existence d'une expertise préalable à l'action en réhabilitation. Alors se posera la question de savoir s'il peut se dispenser de présenter requête afin de faire nommer un expert ; et, dans l'affirmative, à quelles conditions cela sera possible. Il faudra se demander également dans quel délai la nomination de l'expert doit être provoquée.

Enfin, il se peut que, pour une raison quelconque, notre acheteur ait laissé écouler le délai de quinzaine prévu par la loi sans avoir intenté l'action en réhabilitation. Il y aura donc lieu de se demander si tout recours lui est définitivement fermé ou s'il ne lui est pas encore possible d'intenter une action en nullité dans certains cas.

Nous étudierons, dans chaque point, les travaux préparatoires, l'opinion de la doctrine et les décisions jurisprudentielles. Après quoi, nous conclurons.

Nous avons pensé qu'il n'était peut-être pas suffisant, pour essayer d'interpréter une loi qui a un caractère technique marqué, de s'en tenir uniquement au jeu des principes juridiques. Tout au moins, en ce qui concerne la valeur pratique de la loi et le sens dans lequel il serait bon de la voir modifier, ainsi que celui dans lequel il conviendrait de l'interpréter pour lui faire donner son plein effet, il nous a semblé qu'il serait utile de consulter le monde vétérinaire. En effet, lorsque l'on est en présence d'une loi qui traite de questions techniques, il peut paraître vain de vouloir séparer la forme du fond, le contenu de la loi et son expression ; et c'est pourquoi nous avons sollicité l'avis de MM. les Directeurs des Services vétérinaires

de la zone occupée, particulièrement qualifiés en l'occurrence puisque, présidant aux opérations de prophylaxie de la tuberculose, ils assistent pour ainsi dire quotidiennement au jeu de cette loi et possèdent une double compétence, à la fois technique et juridique.

Nous tiendrons largement compte de leur avis au cours de cette étude.

Ainsi, nous avons essayé de situer la loi du 7 juillet 1933 « sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes » en la replaçant dans son cadre naturel formé par la législation concernant les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses ; nous allons maintenant aborder successivement l'étude de chacun des points de cette loi qui ont suscité des controverses.

Etude des points particuliers de la loi qui donnent lieu à des controverses

CHAPITRE PREMIER'

Quel est le tribunal compétent pour les litiges de nature commerciale ?

L'article 9 alinéa 1^{er} de la loi du 2 août 1884 stipule :

« La demande est portée devant les tribunaux compétents, suivant les règles ordinaires du droit. »

Par conséquent, « suivant ces règles ordinaires du droit », la compétence en matière de vices rédhibitoires en général est la suivante :

En matière civile, ce sont les tribunaux de droit commun qui sont compétents ; en matière commerciale, ce sont les tribunaux de commerce.

Au contraire, la loi du 7 juillet 1933 stipule dans son article 6, alinéa 3 : « Les actions en rédhibition ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur qui statuera sans conciliation préalable, mais à charge d'appel au cas où la valeur de l'animal vendu dépasserait la limite de sa compétence en dernier ressort. »

Dès lors, le problème est posé, sa solution a donné lieu à de nombreuses controverses aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence, la difficulté venant du fait que le juge

de paix n'a pas compétence en matière commerciale. Lors d'un litige né à l'occasion d'une vente entre commerçants, quelle sera donc la juridiction compétente, celle du juge de paix ou celle du tribunal de commerce ?

Pour l'étude de cette question, nous examinerons d'abord les travaux préparatoires, ensuite la doctrine, puis l'état actuel de la jurisprudence. Après quoi nous concluons.

ÉTUDE DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI

L'étude des travaux préparatoires est d'un maigre secours en l'espèce. En effet, la question de la compétence en cas de vente à caractère commercial n'a fait l'objet de discussions ni au Sénat ni à la Chambre. Tout ce que peut nous apporter de positif l'étude des débats parlementaires, c'est une déclaration faite au Sénat le 20 juin 1929 par le rapporteur M. Leblanc (*J. O.*, 21 juin 1929, Débats parlementaires, Sénat, p. 569).

« Le projet ne précise pas quel sera le tribunal compétent ; ce sera tantôt le juge de paix, tantôt le tribunal civil, tantôt le tribunal de commerce. Qui vous permet de dire, puisque vous ne mettez rien dans votre texte, que ce sera toujours le juge de paix ? Mettez-le et nous nous inclinons. Mais tant que vous n'aurez pas modifié sur cette question la procédure de la loi de 1884, c'est elle qui sera applicable. »

A part cette déclaration de M. Leblanc, la question de la compétence en matière de vente commerciale n'a pas été soulevée depuis, si l'on excepte quelques projets d'amendements discutés à la séance de la Chambre des dé-

putés en date du 22 mars 1932, mais qui furent rejetés.

Le premier amendement fut déposé par M. Augé. Il tendait à faire déclarer que « l'action principale serait portée devant la juridiction de droit commun qui statuera comme en matière sommaire » et que « le tribunal compétent serait celui du domicile du vendeur ou celui du lieu où la vente a été conclue, au choix du demandeur ».

Le deuxième amendement de M. Drouot tendait à décider que « l'action serait portée devant la juridiction commerciale, selon les règles générales de la compétence ».

Le troisième amendement de M. B. Baudouin-Bugnet décidait : « L'action principale sera portée et suivie devant le juge de paix du domicile du vendeur.

« Elle sera précédée de l'expertise prévue aux articles 7 et 8 de la loi du 2 août 1884. »

Le quatrième amendement déposé par MM. Chabrun, Triballet et Baudouin-Bugnet décidait :

« L'action principale sera portée et suivie devant le juge de paix du domicile du vendeur. Le juge ordonnera l'isolement de l'animal et accordera, s'il échet, un délai minimum de cinq jours au défendeur pour mettre son garant en cause. »

Le troisième amendement se justifiait aux yeux de M. Baudouin-Bugnet par la nécessité d'unifier la situation des juridictions. Ce dernier ajoutait :

« Il faut tenir compte de la situation qu'occupe l'animal au moment de l'intervention. Dans ces conditions, il est logique de se référer à l'expertise prévue par la loi de 1884 qui donne compétence pour cette mesure exceptionnelle et particulière au juge de paix du lieu où se trouve l'animal abattu. »

Mais aucun de ces amendements ne fut adopté.

Le 30 juin 1932, on discute sur le point de savoir quelle sera, en principe, la juridiction compétente. (*J. Off.* du 1^{er} juillet, Débats parlementaires, Sénat, p. 1580.) La Chambre des députés aurait voulu que le tribunal de droit commun fût compétent, puisqu'il est compétent en matière de vices rédhibitoires, la loi du 2 août 1884 stipulant dans son article 9 : « La demande est portée devant les tribunaux compétents, suivant les règles ordinaires du droit.

« Elle est dispensée de tout préliminaire de conciliation, et devant les tribunaux civils, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire. »

Par conséquent, il apparaissait à la Chambre qu'il était tout à fait normal d'admettre la compétence des tribunaux de droit commun pour tous les litiges nés à l'occasion de la loi de 1933 puisque cette loi est, en beaucoup de points, une loi satellite de la loi du 2 août 1884, loi fondamentale en matière de vices rédhibitoires, et que celle-ci admet elle-même la compétence des tribunaux de droit commun.

Plusieurs membres de la Chambre se demandaient pourquoi il était nécessaire de déroger, en ce qui concerne la loi spéciale qu'est la loi du 7 juillet 1933, aux règles générales et d'attribuer compétence pour les litiges nés à l'occasion de cette loi concernant la tuberculose des bovidés à une juridiction d'exception, alors que l'action rédhibitoire engagée à l'occasion de toute autre maladie constituant un vice rédhibitoire doit, aux termes de la loi de 1884, être portée devant le tribunal compétent, c'est-à-dire, en pratique, la juridiction de droit commun.

D'autant plus que la loi de 1884 elle-même, prévoyant les difficultés auxquelles pouvait donner lieu l'application

de son article 9, premier alinéa, décidait aussitôt un allègement de la procédure en stipulant dans l'alinéa suivant :

« La demande est dispensée de tout préliminaire de conciliation, et devant les tribunaux civils, elle est instruite et jugée comme en matière sommaire. »

Ces apaisements n'ont pas paru suffisants et la compétence du juge de paix a été admise, au moins en principe. La Commission de législation s'est laissé convaincre. On a représenté à ses membres que les procès devant le tribunal civil étaient longs, entraînaient des déplacements importants, surtout pour les ruraux, et aussi des frais.

C'est ainsi que le rapporteur de la Commission de législation nous dit :

« Nous avons accepté la procédure du juge de paix. Par conséquent tous les procès qui pourront naître à l'occasion de la loi seront portés devant ce magistrat. Mais... nous avons demandé que lorsqu'il s'agirait de procès d'une certaine importance pécuniaire, lorsqu'il s'agirait notamment d'animaux dont la valeur dépasserait la compétence du juge de paix en dernier ressort, il serait possible d'aller devant le second degré de juridiction... » M. Léon Bérard formule la même opinion le 4 juillet 1933 :

« Très sagement nos commissions ont révisé le texte de la Chambre quant à la juridiction qui va avoir à connaître de l'action en réhabilitation. La Chambre s'en était tenue au droit commun, c'est-à-dire qu'elle avait attribué compétence au tribunal civil.

« Vos deux commissions (Législation et Agriculture) ont pensé qu'il convenait, dans un ordre de litiges comme celui-ci, que la procédure fût aussi simple, aussi brève, aussi peu coûteuse qu'il se pourrait et la juridiction à la portée

du justiciable. Il a donc choisi, et nous l'en remercions, la juridiction du juge de paix.

« Nous eussions souhaité, mes amis et moi, que la Commission de législation allât un peu plus loin encore, en décidant que le juge de paix statuerait en dernier ressort quelle que fût la valeur de l'objet en litige.

« Ah ! Messieurs, le rapporteur de la Commission de législation, mon ami M. Veyssière, s'est adressé à notre conscience juridique ; il nous a persuadé que notre vœu n'était pas légitime. Il a invoqué l'égalité des justiciables devant la loi. Il nous a rappelé que cette égalité exigeait que les procès de tuberculose fussent soumis, comme tous les autres, aux deux degrés de juridictions, lorsque l'intérêt en jeu dépasserait le taux du ressort. »

La lecture de ces travaux préparatoires ne nous renseigne peut-être pas directement sur la question de savoir si, en matière de vente présentant un caractère commercial, c'est le juge de paix ou le tribunal de commerce qui est compétent. Comme nous l'avons dit plus haut, seule une déclaration de M. Leblanc au Sénat, en date du 20 juin 1929, fait une allusion précise à cette question.

Cependant, en nous faisant saisir les raisons qui ont poussé le législateur à attribuer, au moins en principe, compétence au juge de paix, elle nous permettra de prendre parti plus aisément sur cette question dans notre conclusion, et en pleine connaissance de cause.

LA DOCTRINE

Nous allons d'abord étudier l'avis des Maîtres en l'art, de la science et de la jurisprudence vétérinaires. Ensuite nous verrons l'opinion des juristes.

Le lieutenant-colonel Chicon expose quelle est la juridiction compétente dans un article du *Recueil de médecine vétérinaire de l'Ecole d'Alfort* (janvier 1936, p. 19) :

« Sur ce point, la loi du 7 juillet 1933 abandonne les règles du droit commun suivies par la loi du 2 août 1884. Quand les parties ne sont pas commerçantes, la loi sur les vices rédhibitoires attribue la compétence au juge de paix... ou au tribunal d'arrondissement du domicile du vendeur de l'animal litigieux. S'il s'agit de commerçants, la compétence appartient toujours au tribunal de commerce. L'assignation est donnée, au choix de l'acquéreur, soit devant le tribunal du domicile du vendeur, soit devant celui dans l'arrondissement duquel la vente et la livraison ont été faites, soit devant celui dans le ressort duquel le paiement doit être effectué.

« En cas de vente mixte, le tribunal compétent dépend de la qualité du vendeur...

« La Chambre penchait pour que les actions en rédhibition pour tuberculose fussent soumises au juge de paix de droit commun. Mais le Sénat, partisan d'une procédure expéditive, pratique et peu coûteuse, fit prévaloir son point de vue qui avait le mérite de se réclamer de la plus parfaite objectivité.

« Avec la loi de 1933, les litiges sont portés *dans tous les cas* devant le juge de paix du domicile du vendeur qui statue sans conciliation préalable, mais à charge d'appel au cas où la valeur de l'animal dépasse les limites de sa compétence. Cette possibilité de l'appel est une concession faite à la Chambre et à la commission de législation du Sénat partisans de l'orthodoxie juridique. On évite ainsi au vendeur d'avoir à aller reprendre au loin son animal

tuberculeux dans des conditions qui peuvent ne pas présenter toutes garanties de loyauté.»

Ainsi pour M. Chicon le juge de paix est compétent dans tous les cas et même dans le cas de ventes entre commerçants.

A vrai dire, cet auteur ne discute pas la question. Il admet simplement comme une évidence que l'expression de l'article 6, alinéa 3 de la loi de 1933 : « Les actions en rédhhibition ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur », signifie que dans tous les cas, même pour une vente entre commerçants, c'est cette juridiction qui sera compétente. En réalité, il ne pose pas la question parce qu'il ne semble pas admettre que la question puisse se poser. Il admet comme une donnée de la loi que le juge de paix est toujours compétent et, en conséquence, n'envisage pas de discuter une telle proposition.

M. le Professeur Robin, lui, n'est pas aussi affirmatif et ne prétend pas comme M. Chicon que l'article 6, alinéa 3, donne une compétence générale au juge de paix et englobe les cas où la vente a un caractère commercial. Il pense que la loi laisse la question dans l'imprécision et il reste dans le doute.

Voici l'expression qu'il emploie dans son opuscule : « Les ventes et échanges de bovins tuberculeux », paru en 1935 dans la *Revue de Médecine vétérinaire* publiée par le Corps enseignant d'Alfort (p. 947) :

« La loi est muette sur la compétence des tribunaux appelés à connaître des litiges de cette nature quand la vente affecte un caractère commercial (transaction entre commerçants, vente d'un commerçant à un particulier). Un arrêt de la Cour de cassation du 21 juillet 1915 a établi

que si l'article 6 § 4 de la loi du 12 juillet 1905 fixe la compétence des juges de paix en matière rédhitoire, cette attribution s'applique aux actions civiles, et non à celles qui, se rattachant à des transactions commerciales, sont exclusivement de la compétence des tribunaux de commerce.

Cette jurisprudence s'étend-elle aux ventes commerciales d'animaux tuberculeux ? Il est impossible actuellement de le préciser.

Avant d'étudier l'opinion d'un maître en l'art vétérinaire, M. Linon, qui est également l'auteur d'une remarquable thèse de Doctorat de Droit intitulée : *Essai sur la législation française des tuberculoses animales* (Toulouse, 1936) et qui, par sa double compétence, juridique et technique, sera l'auteur de transition dont nous analyserons l'opinion avant d'envisager celle des juristes, nous voudrions nettement marquer le fossé qui sépare les conclusions de Chicon de celles de Robin.

Chicon nous dit : « Le juge de paix est toujours et dans tous les cas compétent, que la vente ait un caractère civil ou commercial ; cela est ainsi parce que la loi de 1933 l'a décidé ainsi. »

Par conséquent, il faut déduire de cette affirmation que toute discussion est impossible lorsqu'on se trouve en présence de l'article 6 § 3, clair et précis.

Robin, plus nuancé, nous dit : « La loi de 1933 est muette sur la compétence en cas de litige à caractère commercial. »

De cette opinion, on peut conclure que si la loi de 1933 ne nous est d'aucun secours pour résoudre la question, il nous faudra chercher ailleurs les éléments d'une solution. Rien ne nous dit que la compétence d'une autre ju-

ridiction que la juridiction du juge de paix ne s'imposera pas à nous en vertu d'autres textes généraux, étant donné que nous sommes en présence d'une véritable carence de la loi de 1933.

C'est pourquoi il nous semble que l'interprétation des deux opinions de Chicon et de Robin peuvent conduire à des solutions diamétralement opposées.

Nous allons maintenant étudier l'opinion de M. Linon.

Dans sa thèse de Doctorat de Droit précitée, il écrit :

« Il convient de souligner la différence qui existe entre la rédaction de l'article 9 § 1^{er} de la loi du 2 août 1884 et celle de l'article 6 § 3 précité.

L'article 9 dit : « La demande est portée devant les tribunaux compétents, selon les règles du droit. » L'autre précise : «... devant le juge de paix du domicile du vendeur. »

« Cette précision voulue permet, semble-t-il, d'affirmer que dans tous les cas et sauf appel devant le tribunal civil si la valeur de l'animal dépasse la limite de sa compétence, c'est bien le juge de paix, et lui seul, qui est compétent. »

« L'article 6 *bis* de la loi du 7 juillet 1933... paraît donner une compétence exclusive au juge de paix. » (M^e Lafargue, *Bulletin du Syndicat national des Vétérinaires*, 1935, n^o 7, p. 452.)

Les débats parlementaires, qui à cet égard ne prêtent pas à équivoque, viennent à l'appui de cette thèse.

Toutefois M. Linon ajoute à cet avis la note suivante :

« Une réserve s'impose, toutefois, en ce qui concerne les ventes de caractère commercial entre marchands. Le doute subsistera à cet égard tant qu'une jurisprudence n'aura pas été établie. On ne doit pas oublier, en effet, que la Cour de cassation (Req. 21 juillet 1915, Ferré c.

Saulnier) (S. 1916-1-14) a décidé, dans une espèce régie par la loi du 2 août 1884, que le juge de paix était incompétent pour connaître d'un litige entre commerçants à l'occasion d'un contrat commercial... »

Dans un article intitulé : « Etat actuel de la jurisprudence en matière de tuberculose bovine » et paru dans la *Revue de Médecine vétérinaire* de juillet 1939, Linon reprend son idée :

« Le tribunal est compétent, à charge d'appel, au cas où la valeur de l'animal dépasse la limite de sa compétence en dernier ressort. » (Art. 6, alinéa 3, de la loi du 7 juillet 1933.)

« La question s'est posée de savoir s'il en était ainsi même dans les ventes de caractère commercial entre marchands. A cet égard, une réserve paraît s'imposer. En effet, au cours des débats parlementaires, *ces ventes n'ont pas été envisagées* ; il n'a été question que des tractations dans lesquelles l'une des parties au moins a la qualité d'agriculteur.

« Or, c'est le principe que devant la juridiction commerciale doivent être portés les différends d'ordre commercial entre marchands, et malgré la rédaction du texte de loi précité on peut se demander si la loi de 1933 comporte une dérogation formelle à ce principe...

« En matière de tuberculose bovine vice rédhibitoire, le Tribunal de Paix de Pau-Est aurait admis implicitement, le 10 octobre 1935, la compétence du juge de paix dans les litiges entre commerçants. Le Tribunal civil de Pau se serait prononcé expressément dans le même sens le 28 mai 1937.

« De son côté, la Cour d'Appel de Colmar, dans un arrêt en date du 23 novembre 1938 (*Gaz. Pal.* 1939-1-289), a

estimé qu'en pareil cas le Tribunal de Paix avait compétence exclusive.

« Par décision du 26 octobre 1937 (Décisions janvier 1938, p. 27), le Tribunal de Paix de Pau-Est s'est déclaré incompétent dans un différend d'ordre commercial entre marchands. »

Caractérisons d'un mot l'opinion de M. Linon : c'est le doute. Son opinion se rapproche tout à fait de celle de M. le Professeur Robin, précédemment exposée, et s'oppose à l'attitude affirmative du Lieutenant-Colonel Chicon. Notons également que M. Linon ne laisse pas échapper le grand principe que-: « Devant la juridiction commerciale doivent être portés les différends d'ordre commercial » et qu'il se demande « si la loi de 1933 comporte vraiment une dérogation à ce principe ».

Envisageons maintenant les solutions apportées par les autres juristes.

M. Rapp, dans sa thèse de Doctorat de droit intitulée : *De la garantie dans les ventes d'animaux domestiques*, Strasbourg, 1935, soutient l'opinion suivante (p. 125) :

« Il semble résulter des débats parlementaires et des travaux préparatoires que cette extension de compétence en faveur des justices de paix comprend non seulement les litiges à caractère civil, mais également ceux à caractère commercial. »

Cette opinion est voisine de celle de Chicon ; elle admet que d'après la loi de 1933, le juge de paix est toujours compétent, même en cas de vente à caractère commercial. Mais elle est beaucoup plus nuancée que l'autre et admet qu'il existe un certain doute alors que la première affirme purement et simplement la compétence exclusive du juge de paix.

Avec M. Montariol (*La garantie dans les ventes de bovidés tuberculeux. La loi du 7 juillet 1933*, thèse pour le doctorat en droit, Toulouse, 1935), nous allons entendre un son de cloche bien différent.

Il écrit (p. 41) :

«... L'article 9, alinéa 1^{er} de la loi du 2 août 1884, édicte que la demande est portée devant les tribunaux compétents suivant les règles ordinaires du droit. D'autre part, l'article 6, 4^o de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix, prescrit que les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de six cents francs (mille cinq cents francs depuis le décret-loi du 28 mars 1934), et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission.

« De la combinaison de ces textes et de celui de la loi du 7 juillet 1933, il résulte que si le contrat est de nature civile, le juge de paix sera seul compétent, en dernier ressort, si la demande n'excède pas 1.500 francs, à charge d'appel, quel que soit le montant de cette demande. Mais si le contrat est de nature commerciale, conclu entre deux commerçants, le Tribunal de Commerce sera seul compétent. (Cassation Req., 21 juillet 1915. D. P. 1916-I-207.) Dans ce dernier cas, conformément à l'article 420 du Code de Procédure civile, la demande pourra être portée devant le Tribunal de Commerce du domicile du vendeur, soit devant celui dans l'arrondissement duquel la vente et la livraison ont été effectuées, soit enfin devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement a été effectué. Enfin

dans les contrats de nature mixte, la compétence varie suivant la qualité du vendeur ; si celui-ci est seul commerçant, le demandeur a le choix entre le Juge de Paix et le Tribunal de Commerce. »

« En pratique, les mêmes difficultés qui se posent pour la qualification du commerçant se rencontreront dans notre matière. Nous n'entrerons pas dans les diverses difficultés qui pourront se présenter à ce sujet ; nous rappellerons simplement qu'aux termes de la jurisprudence, il y a là une question de fait souverainement appréciée par les Tribunaux. Si l'acheteur n'a d'autre but, en achetant, que l'exploitation de ses terres, il ne fait pas acte de commerce ; si, au contraire, quoi qu'il exploite une propriété, son but est de revendre dans un esprit mercantile, il devra être considéré comme commerçant. »

Nous voyons que M. Montariol rejette complètement la compétence du Juge de Paix lorsque la vente présente un caractère commercial ; il décide que, dans ce cas, seul le tribunal de commerce est compétent.

Il ne mêle pas cette opinion d'une nuance de doute, telle que celle que nous avons trouvée chez Rapp ou encore chez Linon. Son affirmation est non moins nette et vigoureuse que celle de Chicon, quoique étant dans un sens diamétralement opposée. Il fonde celle-ci non sur l'étude particulière de la loi de 1933, mais au contraire, semble-t-il, sur les grands principes généraux de la compétence.

Nous allons revenir maintenant à une opinion voisine de celles que nous avons étudiées précédemment en examinant la théorie de M. Astruc, présentée dans sa thèse de doctorat en droit soutenue à Lyon, en 1938 : *Essai sur la législation administrative pénale et civile des ventes d'animaux domestiques de boucherie.*

Il examine d'abord l'article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 1884 qui énonce que « la demande est portée devant les Tribunaux compétents suivant les règles ordinaires du droit », et de cet examen, il tire cette conclusion que dans les cas visés par la loi de 1884, ce sera toujours pratiquement le juge de paix et non le tribunal civil qui sera saisi en premier ressort. Il ajoute : « Mais cette compétence n'est pas exclusive et les Tribunaux de Commerce peuvent connaître des litiges ayant un caractère commercial. Par contre, en ce qui concerne la tuberculose des bovidés, l'action rédhibitoire sera exclusivement de la compétence du Juge de Paix. »

Il continue et admet que bien que la loi de 1933 soit une loi qui rentre dans le cadre établi par la loi de principe en matière de vices rédhibitoires, celle du 2 août 1884, puisque son objet essentiel est d'inscrire la tuberculose bovine dans la liste des vices rédhibitoires, cependant la compétence ne doit pas être la même dans les deux lois. La loi de 1933 serait une loi d'exception puisqu'elle dit formellement : « Les actions en rédhibition ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le Juge de Paix du domicile du vendeur. » Cet article signifierait donc, d'après Astruc, que le juge de paix serait toujours compétent.

Il poursuit textuellement :

« Malgré la clarté et la précision du texte, la Jurisprudence a fait un faux pas et nous critiquerons le jugement du Tribunal de Paix de Pau (canton Est) en date du 26 octobre 1937, qui déclare le juge de paix incompétent quand l'acheteur et le vendeur sont commerçants et font acte de commerce. Cette décision va nettement à l'encontre de l'esprit de la loi du 7 juillet 1933, et si la juris-

prudence suivait cette voie, il est probable que les actions en remboursement seraient bientôt de la compétence exclusive des Tribunaux de Commerce, les parties intéressées étant généralement des commerçants. Nous aboutirions ainsi à une violation flagrante de la loi de 1933 qui est une loi d'ordre public. »

L'opinion de M. Astruc, pour les juristes, se présente ainsi comme l'exact pendant de celle de M. Chicon, en ce qui concerne le monde de la jurisprudence vétérinaire. Elle se résume en deux propositions :

La loi du 7 juillet 1933 a imposé la compétence exclusive du juge de paix pour les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage. Admettre la compétence des tribunaux consulaires lorsque l'action est intentée à l'occasion d'une vente commerciale, c'est violer la loi.

Avant de commenter les décisions de la jurisprudence, nous voudrions faire la critique des conclusions posées par les auteurs cités ci-dessus et peser la valeur des arguments de ceux qui affirment avec le plus de force la compétence exclusive du juge de paix.

MM. Chicon et Astruc fondent leur argumentation à la fois sur la lettre et l'esprit de la loi de 1933.

Ils invoquent d'abord les termes de la loi : « Art. 6, alinéa 3 : Les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur... » Ils donnent à ce texte une portée absolue et l'interprètent de la même manière que s'il portait une dérogation formelle aux grandes règles de compétence, stipulant par exemple : « Toutes les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur,

que la vente présente un caractère civil ou commercial », ou bien : « Dans tous les cas, les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage, seront de la compétence exclusive du juge de paix... »

Mais il n'est pas certain, à première vue, et malgré l'avis de MM. Chicon et Astruc, que la loi ait une portée si absolue et qu'elle ait eu la volonté de modifier toutes les règles de compétence préétablies.

La formule de la loi très générale laisse encore la place à la discussion et peut prêter à équivoque.

Si vraiment la formule de l'article 6, alinéa 3, était si nette que veulent le faire entendre MM. Chicon et Astruc, on se demande pourquoi elle n'a pas été interprétée par tous les commentateurs de la loi de 1933 et toutes les décisions jurisprudentielles dans ce sens, et pourquoi la question de la compétence au cas de vente commerciale a déjà donné lieu à tant de controverses.

A cet argument, les partisans de la compétence exclusive répondent en invoquant l'esprit de la loi et en étudiant les travaux préparatoires. Ils essaient de montrer que la formule a une portée absolue parce que le législateur en l'inscrivant dans la loi a entendu utiliser la procédure la plus appropriée et la plus économique. C'est ainsi que M. Chicon affirme que : « La Chambre penchait pour que les actions en réhabilitation pour tuberculose fussent soumises au droit commun. Mais le Sénat, partisan d'une procédure expéditive, pratique et peu coûteuse, fit prévaloir son point de vue qui avait le mérite de se réclamer de la plus parfaite objectivité. »

Il nous semble que cette affirmation ne permet pas de trancher la question et ne perdrait pas de sa valeur si elle avait pour but d'expliquer simplement les raisons pour

lesquelles la compétence du juge de paix avait été affirmée au détriment de celle du tribunal civil, normalement compétent, en raison de l'intérêt du litige. Elle ne permet pas à elle seule de postuler la compétence exclusive, contrairement aux règles du droit, du juge de paix, se substituant aux juridictions consulaires.

C'est probablement en pesant la valeur de ces arguments que M. Astruc, partisan de la compétence exclusive du juge de paix, se met en devoir de la justifier. Il est obligé d'admettre non seulement qu'il y a là une dérogation aux grandes règles de la compétence, mais même aux règles posées par la loi maîtresse sur les vices rédhibitoires, celle du 2 août 1884. Cela n'est possible, prétend-il, que parce que la loi de 1933 est une loi d'exception.

Et il fonde précisément cette affirmation sur le texte même de l'article 6, alinéa 3.

« Sans doute la tuberculose bovine a pris rang parmi les vices rédhibitoires de par la loi de 1933, mais cette loi n'est-elle pas une loi d'exception ? Ne dit-elle pas formellement : « Les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur » ?

Ainsi, pour Astruc, la loi de 1933 qui, pour la procédure et la réglementation générale, renvoie aux principes posés par la loi de 1884, déroge formellement par cet article 6, alinéa 3, aux règles de compétence de ladite loi. Mais encore faut-il prouver, ce qui n'est pas fait, que les termes généraux de l'article 6 doivent bien être interprétés comme constituant une dérogation aux règles habituelles en matière de vices rédhibitoires.

Cela est d'autant moins certain que les autres juristes dont nous avons étudié l'opinion s'abstiennent d'une con-

clusion aussi formelle, et dans l'attente d'une décision de la Cour de Cassation se cantonnent dans un doute prudent.

Le plus affirmatif d'entre eux est M. Rapp, mais il ne pense certainement pas que l'expression employée par l'article 6, alinéa 3, suffise à entraîner la décision puisqu'il invoque les travaux préparatoires :

« *Il semble résulter des débats parlementaires et des travaux préparatoires* que cette extension de compétence en faveur des justices de paix comprend non seulement les litiges à caractère civil, mais également ceux à caractère commercial. »

Cette attitude est prudente.

Le Pr Robin est encore beaucoup moins affirmatif, si cela est possible.

Quant à M. Linon, il « admet qu'une réserve s'impose en ce qui concerne la question de la compétence du juge de paix en matière de ventes à caractère commercial. En effet, ces ventes n'ont pas été envisagées au cours des débats parlementaires. »

Nous pensons avoir montré par cette analyse rapide de la doctrine qu'il n'est pas tellement certain que le législateur ait entendu, en rédigeant l'article 6, alinéa 3, de la loi de 1933, donner compétence au juge de paix, en cas de vente commerciale, et cela au mépris des principes admis.

La majorité des auteurs dont nous venons de critiquer l'opinion attendent une décision de la Cour suprême avant de rien affirmer et n'accordent aucun caractère décisif, dans la discussion, aux termes mêmes de cet article.

LA JURISPRUDENCE

Les tribunaux de Paix.

Comme décisions de Tribunaux de Paix, nous trouvons seulement une décision du Juge de Paix du Canton Est de Pau en date du 26 octobre 1937.

En voici les passages essentiels :

« ... Attendu, en outre, que la compétence du Juge de Paix a été admise pour les litiges entre commerçants, en matière de tuberculose, dans les cas prévus à l'article 7 précité : 1^o implicitement par un jugement de défaut de la justice de paix du canton Est de Pau en date du 10 octobre 1935 ; 2^o et expressément, sur appel d'un jugement d'incompétence de la justice de M., en date du 30 octobre 1936, par jugement du tribunal Civil de P. en date du 28 mai 1937, réputé contradictoire en application de l'article 154 *bis* du Code de Procédure civile.

« Mais attendu qu'il convient de considérer que ces décisions ont été rendues en l'absence de contradicteur...

« Attendu que l'article 9 de la loi du 2 août 1884, visé par le demandeur principal dans ses conclusions d'audience, se trouve avoir été modifié par l'article 5, 4^o, de la loi du 12 juillet 1905, aux termes duquel « les juges de paix connaissent... de toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires, dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884 » ;

« Attendu qu'il est généralement admis, malgré l'avis contraire exprimé à la Chambre des députés par le Rapporteur Cruppi, que la loi de 1905 n'a pas modifié la règle générale d'après laquelle les contestations ayant un caractère commercial sont, aux termes des articles 631, 632 et 633 du Code de Commerce, de la compétence exclusive des Tribunaux de commerce ; que notamment, malgré les

termes généraux des articles 2 et 5, 4^o, de ladite loi de 1905, la compétence du juge de paix ne porte ni sur les actions entre voyageurs et voituriers, quand ces actions sont commerciales (Cass. 28 décembre 1909, A. 1910, p. 524, et R. 1910, p. 191), ni sur les actions pour vices rédhibitoires, quand le vendeur et l'acheteur, tous deux commerçants, ont fait, l'un et l'autre, acte de commerce (Besançon, 16 janvier 1907, R. 1907, p. 223.; Toulouse, 16 mars 1910 ; S. 1911-2-4 ; Cass., 21 juillet 1915, A. 1917, p. 67) ;

« Attendu que les dispositions de l'article 6, alinéa 3, de la loi du 7 juillet 1933, relative à la compétence du juge de paix, nous paraissent devoir être interprétées à la lumière des considérations qui précèdent ; que, selon nous, elles n'ont pas pour but de changer la nature purement civile de la juridiction cantonale ; que pour décider autrement, il faudrait un texte précis et formel qui n'existe pas ;

« Attendu que, par l'alinéa 3 précité, le législateur nous paraît avoir voulu simplement, tout en précisant la compétence *ratione personae* du juge de paix et en modifiant le principe relatif au ressort des jugements en matière de tuberculose dans les cas prévus par ledit alinéa, étendre la compétence civile du magistrat cantonal aux actions en remboursement de prix après abatage, et quel que soit le chiffre de la demande, même si les animaux abattus étaient atteints de tuberculose généralisée devant être considérée non comme un vice rédhibitoire, mais comme maladie contagieuse, alors que, dans ce cas et par le texte dudit article 6, la compétence du juge de paix n'aurait pas été illimitée, mais soumise aux règles du droit commun, donc renfermée dans les limites de l'article premier de la loi du 12 juillet 1905, modifiée par les lois subséquentes ;

« Attendu, dans ces conditions, qu'il y a lieu de nous déclarer d'office incompetent ;

« Par ces motifs, nous déclarons d'office incompetent pour connaître tant de la demande principale que des actions en garantie portées devant nous et renvoyons les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent ainsi qu'elles aviseront. »

Cette décision rapportée dans la *Revue de Médecine vétérinaire* de Lyon et de Toulouse (mars 1938) est suivie d'une note intéressante :

« Les tribunaux de commerce étaient avant 1933 seuls compétents lorsque l'achat devait être considéré comme acte de commerce (Alger, 31 déc. 1913, *Le Droit*, 1^{er} août 1934) ; le juge de paix n'était compétent que dans les limites de sa compétence générale (Milhaud, *Rép. v^o Maladies*, n^o 3).

En matière de vices rédhibitoires, il était également admis que, malgré les termes généraux de l'article 6, 4^o, de la loi du 12 juillet 1905, la compétence du juge de paix ne s'étendait pas en matière commerciale (Milhaud, *Rép. v^o Vices rédhibitoires*, n^o 4).

D'après M. Renaud, *Rép. Commaille*, 1934-I-11-504, n^o 14, la procédure prévue par la loi du 7 juillet 1933 serait la même, qu'il s'agisse de l'action rédhibitoire ou de l'action en remboursement de viandes saisies ; l'article 6 dérogeant aux lois de 1884 et de 1905 rendrait en ces matières le juge civil et le juge commercial incompetents de façon absolue. Le législateur l'aurait ainsi voulu pour éviter les frais de justice et de déplacement plus élevés ; seul serait compétent le juge de paix (n^o 22). »

Les Tribunaux civils.

La seule décision, à notre connaissance, est celle du Tribunal civil de Pau en date du 28 mai 1937 rendue sur appel du jugement de paix en date 30 octobre 1936. (Citée dans décision du Juge de Paix du Canton-Est de Pau en date du 26 octobre 1937, analysée ci-dessus.)

Les Cours d'Appel.

Le seul arrêt est celui de la Cour de Colmar en date du 23 novembre 1938. Cet arrêt a été rendu dans les circonstances suivantes :

La vente avait été faite entre commerçants. Le Tribunal de commerce de Metz se déclare incompétent à la suite d'une action en nullité engagée par l'acquéreur et admet que la seule juridiction compétente est celle du juge de paix.

La Cour confirme cette décision avec les attendus suivants :

« Attendu que par jugement du 25 avril 1938 la Chambre commerciale s'est déclarée incompétente *ratione materiae*, a rejeté la demande et condamné le demandeur aux dépens, motif pris de ce que l'action en réhabilitation ou en remboursement de prix ne peut être portée que devant le juge cantonal, que de ce jugement, C... a relevé appel...

« Attendu qu'il soutient à l'appui de son appel, que son action était fondée sur le Droit commun, et non sur l'article 4 de la loi du 7 juillet 1933, qu'il invoquait expressément la nullité de la vente pour erreur substantielle ou pour objet illicite, que le litige étant né entre commerçants, la Chambre commerciale était bien compétente ;

« Que d'autre part, même si la loi du 7 juillet 1933 s'ap-

pliquait à l'espèce, la compétence du juge cantonal ne serait pas exclusive, car cette loi n'a fait qu'ajouter la tuberculose des bovidés à la liste des vices rédhibitoires prévus par l'article 2 de la loi du 2 août 1884 modifiée par l'art. 2 de la loi du 23 février 1905, sous l'empire desquelles on admettait que la compétence des juges de paix était purement civile, et que les tribunaux de commerce étaient compétents lorsque la vente intervenue entre deux commerçants avait un caractère commercial ;

« Attendu qu'aux termes de la loi du 7 juillet 1933... :
« Les actions en réhabilitation et en remboursement de prix
« seront portées devant le juge de paix du domicile du ven-
« deur qui statuera sans conciliation préalable ». ↓.

« Attendu que la demande de Coblenz... était donc bien l'action en réhabilitation pour cause de tuberculose bovine prévue par la loi du 7 juillet 1933, et pour laquelle l'art. 6 de cette loi attribue compétence exclusive au juge de paix du domicile du vendeur, non point par référence à la loi du 23 février 1905 dont Coblenz prétend tirer argument, mais en termes exprès et impératifs ;...

« Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges se sont déclarés incompétents *ratione materiae* pour connaître de la demande de Coblenz ;

« Par ces motifs, déclarons Coblenz recevable mais mal fondé en son appel, l'en déboutons en confirmant le jugement entrepris..., etc... »

La Cour de Cassation.

Il n'y a pas, à notre connaissance, d'arrêt de Cassation sur la question.

En résumé, quelle est l'opinion actuelle de la doctrine

sur la compétence en matière de vente à caractère commercial ?

Concluent affirmativement dans le sens de la compétence exclusive du juge de paix :

M. Chicon en ce qui concerne le monde vétérinaire et M. Astruc en ce qui concerne celui des juristes.

Restent encore dans le doute, à l'heure actuelle :

M. Robin, professeur à Alfort, M. Rapp dans sa thèse de Doctorat de Droit et M. Linon dont l'autorité découle d'une connaissance parfaite de ces deux disciplines : celle de l'art vétérinaire et celle du droit.

Conclut, au contraire, non moins affirmativement que M. Chicon, mais dans le sens de la compétence des tribunaux de commerce, un juriste : M. Montariol.

Résumant l'opinion actuelle de la jurisprudence, nous voyons que le jugement rendu par le juge de paix du canton-Est de Pau le 26 octobre 1937 admet la compétence des tribunaux de commerce en matière de vente commerciale.

Le tribunal civil de Pau s'est prononcé en sens contraire le 28 mai 1937.

L'arrêt de la Cour de Colmar en date du 23 novembre 1938 admet que tous les litiges relevant de la loi de 1933 ne peuvent être portés que devant le juge de paix.

En ce qui concerne les arrêts de la Cour de Cassation, nous ne connaissons qu'un arrêt antérieur à la loi de 1933, en date du 21 juillet 1915 (S. 1916-1-4) concernant l'application de la loi du 2 août 1884, qui a décidé que le juge de paix était incompétent pour connaître d'un litige entre commerçants à l'occasion d'un contrat commercial.

Cet arrêt est évidemment inapplicable en l'espèce et ne saurait servir d'argument direct dans la discussion.

CONCLUSION

Nous pensons qu'il faut aller plus loin que tous les auteurs qui restent dans le doute, en attendant une décision de la Cour suprême, et que l'on peut reprendre les affirmations de Montariol : La loi de 1933 n'a pas voulu donner compétence au juge cantonal en cas de litige de nature commerciale, les termes de l'article 6, alinéa 3, ne devant pas s'interpréter en ce sens ; le législateur n'a pas voulu bouleverser les principes généraux de la compétence. L'objet de cette disposition étant d'étendre la compétence du juge de paix au cas où le tribunal civil est normalement compétent en raison de l'intérêt du litige. Enfin, il ne semble pas nécessaire d'attendre une décision de la Cour de Cassation pour affirmer la compétence du Tribunal de commerce pour les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage lorsque la vente affecte un caractère commercial.

Il ne faut pas, en effet, lorsque l'on étudie une loi, et à plus forte raison lorsque ses dispositions en sont douteuses, oublier les grands principes généraux de la compétence.

La loi fondamentale sur la compétence du juge de paix est celle du 12 juillet 1905. Elle stipule, ne l'oublions pas, dans son article 1^{er} :

« Les juges de paix connaissent, *en matière civile*, de toutes actions purement personnelles ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la valeur de 4.500 francs. »

Cette expression « *en matière civile* » a toujours été interprétée en ce sens que les litiges commerciaux, quel que soit le montant de l'intérêt du litige, ne sont jamais de la compétence du juge de paix.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le juge de paix est une juridiction d'exception et que, par conséquent, sa compétence ne peut résulter que d'un texte particulier, net et précis. Et il nous semble justement — nous essaierons de le montrer plus loin — que l'article 6, alinéa 3, de la loi du 7 juillet 1933 n'a pas eu pour but de donner compétence au juge de paix, en cas de litige commercial. Ce texte, qui a un sens différent, ne serait pour le moins ni net ni précis ; son sens est ambigu, et le fait est qu'il a suscité de multiples controverses.

Dès qu'un litige est commercial, si peu important soit-il, une autre juridiction d'exception devient compétente, aux termes des articles 631 et suivants du Code de commerce : la juridiction des tribunaux de commerce. La compétence d'attribution des tribunaux de commerce est déterminée essentiellement par la *nature commerciale* de l'affaire litigieuse.

Nous faisons appel sur ce point à l'autorité de M. le Professeur Solus, qui expose notamment dans son cours de Procédure civile :

« On remarquera que le juge de paix n'a pas à connaître des litiges commerciaux de petite importance. La compétence du tribunal de commerce en matière commerciale jusqu'à concurrence de 7.500 francs est donc une compétence *exclusive*.

« La loi de 1905 a voulu, de toute évidence, réserver à la juridiction rapide et peu coûteuse du juge de paix, la connaissance des affaires simples, simples par leur peu d'importance et simples par la nature même de la demande, et c'est pourquoi l'on a parfois regretté que la loi de 1905 n'ait pas permis de porter devant le juge de paix les litiges commerciaux de peu de valeur.

« Il résulte, en effet, du texte de la loi de 1905 : « Les juges de paix connaissent en matière civile », qu'il n'est point possible de porter devant le juge de paix une affaire, même peu importante, si elle est commerciale. »

Ces explications nous semblent très claires et imposent à notre avis la compétence des tribunaux consulaires au cas de litige de nature commerciale.

D'ailleurs l'étude de la loi du 2 août 1884 et de celle du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix va nous permettre de faire un raisonnement par analogie ; elle nous montrera que ceux qui veulent admettre la compétence exclusive du juge de paix en ce qui concerne les litiges soulevés en application de la loi de 1933 ne sont pas logiques avec eux-mêmes et se heurtent à la jurisprudence actuelle concernant la compétence en général, en ce qui concerne les vices rédhibitoires.

En effet, l'article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 1884 stipulait :

« La demande est portée devant les tribunaux compétents, suivant les règles ordinaires du droit... »

On a toujours interprété ce texte de la manière suivante :

La loi de 1884 ne déroge pas aux règles du droit commun sur la compétence des tribunaux. Si le vendeur n'est pas commerçant, il est assigné devant le juge de son domicile : juge de paix ou tribunal de première instance, suivant l'importance du litige ; s'il est commerçant, c'est le Tribunal de commerce qui est compétent, la juridiction étant déterminée suivant les règles de l'article 420 du Code de procédure civile.

Mais une vingtaine d'années après la promulgation de la loi de 1884, est votée la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix qui stipule dans son article 6-4^o :

« Les juges de paix connaissent également sans appel jusqu'à la valeur de 1.500 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever : de toutes demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission. »

Si pour interpréter ce texte, on avait raisonné comme raisonnent actuellement MM. Chicon et Astruc lorsqu'ils commentent l'article 6 § 3 de la loi de 1933, on aurait dit : le juge de paix est donc maintenant compétent en vertu de cette loi de 1905 pour toutes les demandes relatives aux vices rédhibitoires, qu'elles soient civiles ou commerciales.

Le juge de paix est une juridiction proche des justiciables dont les décisions sont rapides et économiques, la procédure y est particulièrement simple et il n'est pas étonnant que la loi de compétence nouvelle de 1905 lui attribue la connaissance exclusive de tous les litiges civils ou commerciaux soulevés par l'application de la loi du 2 août 1884.

On aurait eu d'autant plus motif de raisonner ainsi que la loi de 1905, art. 6 § 4, est absolument formelle et donne compétence au juge de paix pour « toutes les demandes relatives aux vices rédhibitoires », qu'elles soient civiles ou commerciales. Nous avons vu, au contraire, qu'en ce qui concerne la loi du 7 juillet 1933, article 6 § 3, la formule est très générale et expose que « les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur... » sans stipuler que cela sera valable pour toutes les actions

en réhabilitation ou en remboursement, que le litige soit de nature civile ou commerciale.

Pourtant, malgré toutes les excellentes raisons qui militaient en faveur de la compétence exclusive, dans tous les cas, du juge cantonal, raisons que nous ne retrouvons plus en ce qui concerne la loi de 1933, la jurisprudence a décidé que malgré les termes de l'article 6 § 4 de la loi du 12 juillet 1905, la compétence du juge de paix ne s'étendait pas en matière commerciale.

C'est ainsi qu'elle a fait application des grands principes généraux sur la compétence des tribunaux de commerce pour les litiges commerciaux dans une décision de 1915 (Req. 21 juillet 1915, S. 1916-1-4) où elle décide « que le juge de paix est incompétent pour connaître d'un litige entre commerçants à l'occasion d'un contrat commercial ».

Nous pensons ainsi qu'il faut faire bonne justice de l'argument de M. Astruc qui prétend que la loi de 1933 est une loi d'exception ; il invoque justement à l'appui de cette affirmation le texte même de l'article 6 § 3 qui n'est pas décisif et, en tout cas, l'est infiniment moins que celui de l'article 6 § 4 de la loi de 1905, texte que la jurisprudence n'a pourtant pas interprété dans un sens favorable à la thèse de M. Astruc.

Nous ne pouvons raisonnablement croire que l'article 6 § 3 de la loi de 1933 ait été voté pour bouleverser les règles de compétence admises jusque-là. Si cela avait été, il est absolument certain que l'affaire aurait donné lieu à des débats, à des controverses, que des parlementaires juristes auraient exposé les dangers d'un tel texte, puisque l'on a bien vu déjà l'intervention de M. Veyssière sauver le principe du double degré de juridiction qui allait être

violé. Il est certain que la lecture des travaux préparatoires nous rendrait l'écho de ces discussions.

Mais, constatant que la question de la compétence en matière commerciale n'a donné lieu à aucun débat, force nous est bien d'admettre que le législateur a admis les principes indiscutables de compétence, tels qu'ils résultent de la législation générale.

Ce qui est possible, et nous ne le contestons pas, c'est que quelques parlementaires aient voulu affirmer la compétence exclusive de juge de paix et, en votant l'article 6 § 3, aient eu la conviction d'affirmer cette compétence. Mais il s'agit là d'un travail de conscience qui ne peut intervenir dans la discussion et ne saurait y avoir aucun poids. Tout ce que nous sommes en mesure de constater, c'est que la formule de la loi ne permet pas d'en tirer de telles conclusions, que les travaux préparatoires ne montrent aucune trace d'une intention quelconque du législateur en ce sens, que par conséquent il n'est pas possible d'admettre que, par une sorte de tour de passe-passe totalement invisible, le législateur ait escamoté les règles fondamentales bien établies et ait entendu déroger non seulement à celles-ci, mais à celles qui régissent la législation des vices rédhibitoires.

Comme nous l'avons exposé précédemment, il aurait été infiniment plus vraisemblable d'admettre que la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix, loi fondamentale de compétence, ait entendu, par ses dispositions si claires de l'article 6 § 4, déroger aux dispositions contraires de la loi de 1884 qui d'ailleurs ne faisaient que rappeler le droit commun.

Au point de vue pratique, il est possible, comme semble être la conclusion qui se dégage des lettres envoyées par

MM. les Directeurs de Services vétérinaires à l'occasion de l'enquête que nous avons faite en zone occupée, que la compétence exclusive du juge de paix soit préférable, d'autant plus que les ventes entre commerçants sont les plus nombreuses.

A cela nous ferons remarquer qu'il appartient à la loi seule de modifier la compétence des juridictions et d'exclure celles des tribunaux de commerce pour les litiges commerciaux. D'autre part, les raisons qui ont milité en faveur de l'établissement d'une juridiction consulaire subsistent, que l'on soit en matière de vices rédhibitoires ou en toute autre matière. Les avantages de la juridiction commerciale sont voisins de ceux du juge de paix : procédure très simplifiée, rapidité de la solution, suppression du préliminaire de conciliation.

Quant à nous, nous ne serions pas partisans de la modification de l'article 6 § 3 de la loi de 1933, car il ne nous semble ni recommandable ni utile de bouleverser les grandes règles de la compétence. En effet, toutes les ventes de bovidés ne sont pas commerciales et la compétence du tribunal de commerce ne s'impose que dans des cas précis.

Si les deux parties ne sont pas commerçantes, il faut distinguer, et le tribunal de commerce ne sera pas compétent dans tous les cas. Si le non-commerçant est défendeur, c'est-à-dire si le vendeur n'est pas commerçant, il ne pourra être poursuivi que devant le juge de paix car on ne peut le soustraire à ses juges naturels. Si au contraire l'acheteur est non-commerçant, il pourra, à son choix, citer devant le juge de paix, ou bien, s'il lui fait confiance, devant le tribunal de commerce qui sert de juge naturel du commerçant.

Plaçons-nous au contraire dans l'hypothèse d'une vente conclue entre deux commerçants. Le tribunal de commerce sera nécessairement compétent. Mais la gêne sera réduite du fait que l'acheteur aura, aux termes de l'article 420 du code de Procédure civile, une option. Il pourra assigner devant le tribunal du domicile du défendeur, devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ou devant celui dans l'arrondissement duquel le payement devait être effectué.

En présence de toutes ces facilités données par l'article 420 du Code de procédure civile, il nous paraît donc inutile de modifier la loi de 1933 dans son état actuel ; il suffit de l'interpréter correctement.

Mais alors, on peut se demander comment il faut entendre l'article 6 § 3 de la loi du 7 juillet 1933, ce qu'il apporte de nouveau ?

A notre avis, cet article est déjà suffisamment lourd de sens, sans que l'on ait besoin de lui faire dire ce qu'il ne dit pas. Si cet article n'avait pas été voté, ce sont les tribunaux normalement compétents qui auraient connu des litiges soulevés par l'application de la loi de 1933, conformément à l'article 9 de la loi du 2 août 1884. Ainsi, le Tribunal civil aurait été compétent à côté du juge de paix.

Mais le législateur a voulu simplifier la procédure en cette matière et a craint, comme nous exposent les travaux préparatoires de la loi, que les procès devant les tribunaux civils soient trop longs, entraînent des déplacements importants et gênants pour les ruraux et occasionnent des frais. C'est pourquoi il a substitué la compétence du juge de paix à celle du tribunal civil, normalement

compétent pour certains procès en raison de l'intérêt du litige.

Dans son désir de simplification, le législateur est même allé jusqu'à envisager la suppression de la possibilité de faire appel, ce qui aurait été porter atteinte au principe du double degré de juridiction ; aussi n'a-t-il pas osé aller jusque-là.

Ainsi l'alinéa 3 de l'article 6 de la loi de 1933, outre qu'il précise que le préliminaire de conciliation est supprimé en matière d'action en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage et qu'il donne des précisions sur les conditions dans lesquelles l'appel est ouvert, prend son sens plein, même si l'on ne veut pas lui faire dire ce que raisonnablement il ne peut pas vouloir dire : il signifie que compétence est donnée au juge de paix pour connaître les litiges dont il ne peut normalement avoir connaissance. Il se présente donc comme un exemple de la règle que les tribunaux de droit commun sont normalement compétents, sans qu'aucun texte ne leur accorde compétence pour une affaire déterminée, tandis que les juridictions d'exception ne peuvent jamais connaître que des litiges pour lesquels un texte précis et déterminé leur accorde une compétence particulière. Il nous semble peu raisonnable de chercher à trouver matière à une sorte de petite révolution juridique dans cet article.

Il est certain, d'autre part, que lorsqu'un texte accorde compétence à une juridiction, à celle des tribunaux civils, par exemple, il ne prend pas le soin d'ajouter qu'au cas où le litige affecterait un caractère commercial, les tribunaux de commerce seraient seuls compétents.

Cela serait parfaitement inutile et créerait un encombrement dans chaque loi, car une telle compétence va de soi.

Pour nous résumer, nous pensons que pour toute action en réhabilitation ou en remboursement de prix après abattage engagée à l'occasion d'une vente affectant un caractère commercial, c'est le tribunal de commerce qui est compétent.

L'acheteur aura d'ailleurs l'option entre plusieurs tribunaux, option établie par l'article 420 du Code de procédure civile.

Si les deux parties ne sont pas commerçantes, il y a lieu à application de la théorie jurisprudentielle concernant les actes mixtes.

En conséquence, il nous semble que, parmi la doctrine que nous avons étudiée, c'est l'opinion de M. Montariol qui doit être retenue.

En ce qui concerne la jurisprudence, c'est la décision du juge de paix du canton Est de Pau en date du 26 octobre 1937 qui nous semble seule avoir fait une exacte application de la loi de 1933 envisagée dans le cadre des principes juridiques actuels. L'arrêt de la Cour de Colmar en date du 23 novembre 1938 nous apparaît, au contraire, comme très critiquable.

CHAPITRE II

L'expertise préalable à l'action en réhabilitation est-elle obligatoire ou facultative ?

L'article 6, dernier alinéa de la loi du 7 juillet 1933, dispose : « S'il y a lieu, la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884. »

Or la loi de 1884 traite de l'expertise dans ses articles 7 et 8.

L'article 7 décide notamment :

« Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur, à peine d'être non-recevable, devra provoquer dans les délais de l'article 5, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal ; la requête sera présentée, verbalement ou par écrit, au juge de paix du lieu où se trouve l'animal ; ce juge constatera, dans son ordonnance, la date de la requête et nommera, immédiatement, un ou trois experts, qui devront opérer dans le plus bref délai.

« Ces experts vérifieront l'état de l'animal, recueilleront tous les renseignements utiles, donneront leurs avis, et, à la fin de leur procès-verbal, affirmeront par serment la sincérité de leurs opérations. »

Cet article 6, dernier alinéa de la loi de 1933, en raison de l'imprécision de la formule : « S'il y a lieu » a été très diversement interprété et a été l'occasion de nombreux litiges.

ÉTUDE DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI

Puisque le texte même de la loi est obscur, on peut penser que l'étude des travaux préparatoires permettra d'en préciser le sens.

En cela, on se conformera aux principes d'interprétation des lois : « L'exposé des motifs de la loi, sa discussion publique, d'une manière générale, les travaux préparatoires de la loi peuvent être d'un grand secours pour l'interprétation de la pensée du législateur (Civ. 1^{er} février 1819, *R. Contr. de mr.* 3.503) ».

Rép. Pr., v^o Lois et Décrets, n^o 567.

Mais le projet de loi a été remanié un grand nombre de fois aussi bien par la Chambre des députés que par le Sénat avant de recevoir sa forme définitive.

Il fut déposé en 1924, adopté par la Chambre quatre ans plus tard, modifié par le Sénat en 1929, puis bouleversé par la Chambre en 1932. Il fut à nouveau modifié par le Sénat l'année suivante et voté seulement en 1933.

Ce projet primitif a été inspiré par l'idée que les mesures de contrainte sont inefficaces en matière d'hygiène ; le législateur de 1933 préfère donc considérer la tuberculose comme un vice rédhibitoire plutôt que comme une maladie contagieuse, toutes les fois qu'elle ne présente pas un risque particulier de contagion.

Dans sa lutte contre le terrible fléau, il essaie de s'assurer la collaboration des propriétaires d'animaux atteints et renonce, en principe, à leur imposer les étroites mesures de réglementation qui résultaient jusque-là de l'application de la législation sur les maladies contagieuses.

Comme l'ont dit MM. Duclaux et Fouillée, « la coerci-

tion est impossible et inefficace tant que l'opinion publique n'est pas éclairée, et il est vain qu'une loi sanitaire commande quand elle ne sait pas se faire obéir » et « le droit est à son maximum quand la contrainte est à son minimum ».

Aussi, le texte primitif adopte-t-il, en principe, pour la tuberculose la réglementation sur les vices rédhibitoires telle qu'elle résulte de la loi du 2 août 1884.

Mais ce projet a été modifié au cours des débats parlementaires. Plusieurs étapes doivent être distinguées.

1^{re} Etape : Le Sénat adopte le 20 juin 1929 les règles ordinaires de la procédure sur les vices rédhibitoires, mais il décide, en outre, que la recevabilité de la demande est subordonnée à la délivrance d'un certificat par un agent sanitaire qualifié.

2^e Etape : La Chambre des députés modifie ce texte légèrement et décide principalement que : « L'action principale sera portée et suivie devant le Juge de paix du domicile du vendeur ».

3^e Etape : Plusieurs amendements sont déposés au sujet de cet article. Nous les avons étudiés en traitant de la question de la compétence.

4^e Etape : Mais finalement aucun de ces amendements ne fut adopté et la Commission de l'agriculture proposa à la Chambre des députés le texte suivant qui fut adopté :

« L'action sera portée devant la juridiction de Droit commun, qui statuera comme en matière sommaire. Les actions récursoires sont irrecevables. »

Quelle est l'opinion de la Chambre sur le caractère de l'expertise préalable à l'action en réhabilitation ?

Il semble qu'elle soit bien reflétée par le discours de

son rapporteur par intérim, M. Jean Desbons, en date du 24 mars 1932 (*J. O.*, 25 mars 1932, p. 1726) :

« La Chambre en votant avant-hier l'article 4, a modifié la procédure qui avait été proposée par la Commission de l'agriculture...

« En effet, nous avons introduit dans la liste des vices rédhibitoires la tuberculose. La loi du 2 août 1884 avait stipulé que l'expertise serait obligatoire et devrait être faite suivant une procédure déterminée.

« Puisque nous supprimons la nécessité de l'expertise, il faut au moins que nous indiquions que lorsque l'expertise sera ordonnée, elle aura lieu suivant la procédure indiquée par la loi de 1884. »

C'est pourquoi M. Desbons fit voter un article ainsi rédigé :

« S'il y a lieu, la procédure de l'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884. »

Il résulte de tout cet exposé que pour la Chambre comme pour son rapporteur, l'expertise est facultative.

Mais nous allons voir que le Sénat n'a pas entendu la loi de la même manière que la Chambre des députés. Le discours de M. Bérard, ancien garde des Sceaux, est, à cet égard, tout à fait significatif.

Il expose à ses collègues la portée exacte et le sens général des textes proposés :

« Actuellement, l'action à laquelle peut donner lieu la vente d'un animal atteint de tuberculose est une action en nullité de la vente : l'animal est considéré comme chose hors du commerce. Le délai de garantie, c'est-à-dire le délai pendant lequel l'acheteur peut assigner le vendeur en nullité de la vente est de trente jours à compter de

celui de la livraison. L'action est portée devant le Tribunal civil de l'Arrondissement.

« Avec l'article 4, au contraire, la tuberculose bovine serait désormais inscrite parmi les vices rédhibitoires objet et matière de la loi du 2 août 1884.

« Lorsque je dis qu'il s'agissait de nullité et que maintenant il s'agira de réhabilitation, ce n'est pas là une pure question de mots...

« Le fondement de la législation touchant à la tuberculose bovine est modifié de fond en comble...

« Il y a deux conséquences pratiques de cette innovation...

« La première, c'est que désormais, dès le commencement de toute difficulté entre l'acheteur et le vendeur, il y aura une expertise prescrite par la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires, expertise préalable, obligatoire, ordonnée par le juge de paix...

« Si les parties sont bien conseillées..., le procès ne dépassera pas ce stade de l'expertise, parce qu'il est bien clair que sur une question de vice rédhibitoire, relevant surtout d'une appréciation scientifique ou technique, le dernier mot la plupart du temps sera dit par l'expert. »

Le discours de M. Bérard nous montre l'intérêt qu'il y a à bien préciser si la tuberculose est un vice rédhibitoire ou une maladie contagieuse.

Le Sénat vota le projet proposé avec quelques modifications et l'article 4 *bis* : « S'il y a lieu », se trouvait voté.

Il se dégage de l'exposé de M. Bérard que l'expertise est obligatoire préalablement à l'action en réhabilitation. Le Sénat a suivi son avis sur ce point.

De tout ceci, il résulte que les deux Assemblées ont

adopté un point de vue contradictoire lors de l'élaboration de la loi du 7 juillet 1933.

LA DOCTRINE

Celle-ci va peut-être nous apporter une solution à la difficulté que l'étude des travaux préparatoires de la loi de 1933 n'a pu résoudre.

Mais nous allons voir qu'elle est aussi extrêmement divisée.

Nous étudierons d'abord les avis de MM. les Vétérinaires, puis ceux des Juristes.

M. le Professeur Darraspen est d'avis que la requête au juge de paix du lieu où se trouve l'animal devient inutile lorsque la tuberculose a été constatée par un vétérinaire inspecteur assermenté après abatage. Dans 'ce cas-là, c'est le certificat de saisie qui tient lieu de rapport d'expertise. Dans tous les autres cas et dans celui évidemment où le certificat de saisie a été établi par un vétérinaire non assermenté, l'expertise serait obligatoire.

M. l'Inspecteur général Conte, dans un article publié dans la *Revue générale vétérinaire*, en 1934, pense également qu'il faut faire une distinction :

Pour les actions en réhabilitation, intentées du vivant de l'animal, l'expertise est nécessaire ; au contraire, pour les actions en remboursement de prix après abatage, il n'y a pas lieu à expertise, le certificat dressé par le vétérinaire-inspecteur en tenant lieu.

Ainsi, l'alinéa 4 de l'article 6 de la loi de 1933 s'appliquera dans tous les cas où il ne s'agit pas d'une action en remboursement de prix *après abatage* :

« S'il y a lieu, la procédure d'expertise sera suivie con-

formément aux dispositions de la loi du 2 août 1884. »

Dans un opuscule intitulé « Les ventes et échanges de bovins tuberculeux » et publié en 1935 par M. le Pr Robin dans le *Recueil de Médecine vétérinaire* de l'Ecole d'Alfort, celui-ci affirme également qu'il y a lieu de distinguer deux cas. Si la tuberculose a été constatée après abatage, le certificat de saisie dressé par un vétérinaire inspecteur assermenté tient lieu d'expertise ; dans tous les autres cas, au contraire, l'expertise est indispensable.

M. Charton, chargé de Cours de Jurisprudence à l'Ecole d'Alfort, est également de l'avis de tous ces auteurs.

Le lieutenant-colonel Chicon décide dans un article paru dans le *Recueil de Médecine vétérinaire* d'octobre 1938 que l'expertise est facultative. Il croit, comme l'admet un jugement du Tribunal civil d'Ussel dont il fait la critique, que la procédure d'expertise à laquelle la loi du 2 août 1884 subordonne la recevabilité de l'action rédhibitoire de l'acheteur dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, n'est pas une obligation systématique en matière de tuberculose.

Pour justifier sa thèse, il reprend les arguments du jugement.

En effet, pour lui, la procédure d'expertise ne peut pas constituer une obligation puisque l'article 6 énonce que « s'il y a lieu » la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884.

D'autre part, cette interprétation découle de l'article 4 de la loi qui décide que « Doivent être considérés comme atteints de tuberculose et peuvent donner lieu à réhabilitation : 1° les animaux reconnus cliniquement atteints ; 2° les animaux qui ont réagi à l'épreuve de la tuberculine exclusivement pratiquée suivant les procédés approuvés

par le Comité consultatif des Epizooties ou qui auront été reconnus tuberculeux par tout autre procédé approuvé par ledit Comité. »

Chicon pense que cet article 4 institue une présomption légale de la tuberculose dans les deux cas prévus, présomption qui aura pour effet de rendre inutile l'expertise dans ces deux hypothèses.

Pour lui, les mots « S'il y a lieu » expriment une faculté laissée aux parties, faculté dont elles peuvent ou non user suivant la qualité des preuves qu'elles détiennent.

Par conséquent, il admet très bien qu'un simple certificat de vétérinaire sera une preuve suffisante pour permettre à l'acheteur d'obtenir la réhabilitation.

Après avoir vu le point de vue des vétérinaires, voyons celui des juristes.

Pour Labbé la question est très nette.

Si la loi de 1933 avait voulu instituer une expertise judiciaire préalable, elle aurait fait un renvoi pur et simple à la loi de 1884, Du moment qu'elle ne l'a pas fait, et qu'elle a prévu que l'expertise sera suivie conformément aux dispositions de cette loi, s'il y a lieu, elle a, par là même, fait disparaître l'obligation légale imposée par la loi de 1884 à l'acheteur.

Pour Montariol, dans sa thèse de Doctorat, la question est également très nette, mais il conclut dans un sens diamétralement opposé à Labbé.

Il fait tout d'abord remarquer qu'un acheteur prudent et avisé fera procéder à une tuberculation préalable par un vétérinaire de son choix ; mais, dit-il, cette tuberculation restera toujours officieuse et n'aura que la valeur d'un simple renseignement. Elle ne s'impose nullement au juge. Il continue :

« Telle est la procédure préliminaire que doit observer l'acheteur avant d'intenter l'action en garantie. Cette procédure est, ainsi que nous l'indiquons plus haut, prescrite à peine de nullité, c'est-à-dire d'irrecevabilité de l'action proprement dite. Cependant, dans la matière de la loi de 1884, la Cour de Cassation (Req. 3 novembre 1886, D. P. 87-5-50) a jugé qu'il n'y a pas là une obligation d'ordre public, que l'acheteur peut renoncer à la nullité qui résulte de cette omission et qu'il ne peut invoquer cette exception pour la première fois devant la Cour de Cassation. Il devra en être de même au cas de tuberculose.

Montariol ne précise pas son raisonnement, mais nous voyons très bien quelle en est l'idée maîtresse ; il n'est pas possible qu'un document délivré à une partie par un vétérinaire apporte les mêmes garanties que le rapport d'un expert qui a reçu une mission officielle du juge.

Rapp, dans sa thèse de Doctorat en Droit, admet également et pour les mêmes raisons que l'expertise est obligatoire préalablement à l'action en réhabilitation, sauf pour le cas où la tuberculose est constatée après l'abatage des bêtes.

Linon, dans sa thèse de Doctorat et dans plusieurs articles très documentés parus dans les *Revue de Médecine vétérinaire*, expose son point de vue.

Pour lui, « tout conduit à admettre la nécessité de cette expertise ». On constate en effet que l'expression « s'il y a lieu » ne s'applique et ne peut s'appliquer qu'à l'action réhabilitatoire par opposition à l'action en remboursement de prix et qu'elle n'implique nullement faculté pour le juge de dire s'il y a lieu ou non à expertise.

La provocation de l'expertise dans le délai légal de la

garantie est donc ici comme en matière de vices rédhibitoires, de la loi du 2 août 1884, indispensable pour que l'action rédhibitoire soit recevable.

En effet, « il y a lieu à expertise pour engager l'action en réhabilitation d'un bovidé tuberculeux vivant. Il n'y a pas lieu à expertise s'il s'agit d'engager l'action en remboursement de la valeur des viandes saisies pour tuberculose, après abatage d'un bovidé vendu pour la boucherie ».

Linon, pour appuyer sa thèse, fait une longue étude des travaux préparatoires et des discours de MM. Jean Desbons et Léon Bérard, dont nous avons donné l'analyse plus haut.

L'expression « s'il y a lieu » pouvait prêter à équivoque à un certain moment, mais celle-ci fut dissipée par le vote qu'a émis le Sénat après avoir écouté le discours de M. Léon Bérard.

« Cela est d'autant plus vrai que le législateur de 1933 a supprimé cet article additionnel dans sa forme première, et que s'il l'a repris sous forme d'alinéa, il l'a ajouté *in fine* à l'article 6 du projet transformé en loi, indiquant ainsi sa volonté de lui donner son véritable sens. »

Dans un article plus récent de 1939, Linon développe à nouveau son argumentation.

Il prétend qu'une étude complète des débats parlementaires donne la certitude que le législateur voulut imposer l'expertise préalable à l'action rédhibitoire.

« Si, en 1932, la Chambre des députés avait renoncé à cette expertise, c'est qu'elle plaçait la tuberculose bovine sous l'empire du droit commun. Or, en droit commun, il n'y a pas lieu systématiquement et dans tous les cas à expertise.

« Les modifications subies ultérieurement par le projet,

notamment en 1933, ont écarté la juridiction du droit commun, pour la tuberculose bovine vice rédhibitoire.

« Dans le cas d'une action en remboursement de prix, après l'abatage, il n'y a pas lieu à expertise, la preuve de la tuberculose étant apportée à la fois par le déroulement des opérations qui marquent la saisie des viandes provenant des bovidés tuberculeux, et par le procès-verbal de saisie établi par un vétérinaire inspecteur fonctionnaire public.

« Dans le cas contraire d'une action en réhabilitation d'un animal vivant, l'acheteur est tenu de provoquer dans les délais prescrits l'expertise de la loi du 2 août 1884, en ce cas, il y a lieu à expertise ; une telle exigence, parfaitement légitime, résulte de l'inscription de la tuberculose bovine parmi les vices rédhibitoires et du rapprochement du premier alinéa de l'article 4 et des 3^e et 4^e alinéas de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933.

« Cette interprétation des textes est la seule rationnelle, la seule conforme à la volonté du législateur et, par-dessus tout, la seule juridique. »

Plus loin, Linon indique une des raisons pour lesquelles, dans l'action en remboursement de prix après abatage, il n'y a pas lieu à expertise, mais seulement à la production du certificat vétérinaire prévu à l'article 5 de la loi de 1933. C'est que le vétérinaire assermenté qui saisit la viande n'agit nullement comme préposé du vendeur ou de l'acheteur, mais comme expert, dans le seul intérêt de la salubrité publique.

Astruc appuie également sa thèse sur les travaux préparatoires, mais il est curieux de noter qu'il arrive à une conclusion diamétralement opposée à celle de Linon.

Il distingue deux périodes au cours de l'élaboration de la loi.

1^{re} Période : La Chambre a voulu tout d'abord réaliser une unité entre la procédure de la loi de 1933 et celle de la loi de 1884. Elle discuta le projet de loi suivant :

« L'action principale sera précédée de l'expertise prévue aux articles 7 et 8 de la loi de 1884. »

Puis dans sa séance du 24 mars 1932, elle décide de donner un caractère facultatif à l'expertise préalable à l'action en réhabilitation. C'est alors qu'elle employa l'expression : « S'il y a lieu. »

2^e Période : pour le Sénat aussi, l'expertise serait obligatoire.

Mais Astruc pense que l'interprétation du Sénat est mauvaise :

« En fait, cette interprétation ne saurait être retenue puisqu'ayant été mise en forme dans l'article 5 de la loi, ledit article fut abandonné par le Sénat et la Chambre des députés et que finalement le Parlement adopta le dernier alinéa 6 *bis*, commençant par « S'il y a lieu ».

Astruc admet donc que l'expertise n'est plus obligatoire et il ne fait aucune distinction entre les actions en réhabilitation et les actions en remboursement après abatage ; l'expertise est facultative dans tous les cas.

Un simple certificat permettra d'intenter l'action.

Mais comme le fait remarquer Astruc, il est possible que le vendeur ne s'incline pas devant cette pièce ; dans ce cas, ce sera à lui de provoquer l'expertise.

LA JURISPRUDENCE

La jurisprudence étant extrêmement divisée, nous allons

d'abord classer les décisions en deux catégories suivant qu'elles considèrent l'expertise préalable à l'action en ré-
dhibition comme nécessaire ou non.

1^o Décisions ayant considéré l'expertise comme néces-
saire :

Tribunal de Paix de Samatan (Gers), 23 décembre 1933
(*Journal des Juges de Paix*, 1934, p. 230).

Tribunal de Paix de Mauléon (Basses-Pyrénées), 20 mars
1934 (Décisions 1936, p. 138).

Tribunal de Paix de Bais (Mayenne), 2 juin 1936 (Déci-
sions 1936, p. 465).

Tribunal de Paix de Bar-le-Duc (Meuse), 5 janvier 1935
(*B. Chambre syndicale Marchands Bestiaux*, mars 1935).

Tribunal de Paix de Pau-Est, 12 mars 1935 (*Rép. Com-
maille*, n^o 12622).

Tribunal de Paix de Toulouse-Nord, 15 janvier 1936
(*B. Comice agricole Castres*, juillet 1936, p. 51).

Tribunal de Paix de Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Ga-
ronne), 16 mars 1937. Décision confirmée par le Tribunal
civil de Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), 27 juillet
1937.

Tribunal de Paix de Meymac (Corrèze), 1^{er} avril 1937
(Décision infirmée).

Tribunal de Paix d'Ardes-sur-Couze (Puy-de-Dôme),
14 septembre 1936. Décision confirmée par le Tribunal
civil d'Issoire, 24 avril 1937.

Tribunal de Paix d'Ardes-sur-Couze (Puy-de-Dôme),
19 juillet 1937.

Tribunal de Paix de Labarthe-de-Neste (Hautes-Pyré-
nées), 1^{er} avril 1938 (Décision infirmée).

Tribunal de Paix de Blanquefort (Gironde), 18 mai
1938 (Décision infirmée).

Tribunal de Paix de Pontacq (Basses-Pyrénées), 6 janvier 1938 (Décision 1939, p. 77).

Tribunal de Paix de Châteaubriant (Loire-Inférieure), 17 février 1938 (*Gaz. du Palais*, 1938, I, p. 727).

Tribunal civil d'Issoire, 10 décembre 1937.

Tribunal de Paix de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise), 13 décembre 1938 (Décisions 1939, p. 260).

2^o Décisions ayant considéré l'expertise comme facultative :

Tribunal de Paix de Champtoceaux (Maine-et-Loire), 8 octobre 1934 (*Rép. Commaille*, 1935, n^o 12136).

Tribunal civil d'Arras (Pas-de-Calais), 3 juillet 1935 (*Bétail*, 1939, n^o 4, p. 27).

Tribunal de Paix de Brest (3^e canton), 26 juin 1936 (Décisions 1937, p. 251).

Tribunal civil de Brest confirmant la décision ci-dessus, 3 mars 1937 (*Moniteur des Huissiers*, 15 juin 1937, p. 294, et *Gaz. du Palais*, 1937-2-167).

Tribunal civil d'Ussel, infirmant la décision du Tribunal de Paix de Meymac, 25 mai 1937 (*D. H.* 1937-419 et *Gaz. Pal.* 1937-2-359).

Tribunal de Paix de Bourg-Saint-Maurice (Savoie), 15 octobre 1937 (Décisions 1938, p. 206).

Tribunal de Paix d'Uzerche (Corrèze), 24 mars 1938.

Tribunal civil de Tulle confirmant la décision ci-dessus, 10 juin 1938.

Tribunal civil de Bagnères-de-Bigorre, infirmant la décision du Tribunal de Paix de Labarthe-de-Neste, 3 novembre 1938 (*Gaz. Palais*, 1939-1-131).

Tribunal civil de Bordeaux (4^e Chambre), infirmant une décision du Tribunal de Paix de Blanquefort, 27 février 1939 (*Gaz. du Pal.* 1939-1-530).

Pour plus de clarté, nous allons envisager successivement la Jurisprudence des Juges de Paix, celle des Tribunaux civils et enfin celle de la Cour de cassation. Les décisions les plus intéressantes seront commentées.

Les Tribunaux de Paix.

Le Tribunal de Paix de Samatan (Gers) admet l'un des premiers, le 23 décembre 1933, que l'expertise préalable à l'action en réhabilitation est obligatoire.

Puis le Tribunal de Paix de Mauléon rend une décision dans le même sens le 20 mai 1934.

Le jugement rappelle que la loi de 1933 a ajouté la tuberculose à la liste des vices réhabilitaires ; puis il rappelle également la compétence du juge de Paix du domicile du vendeur pour les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix ; enfin il reproduit l'alinéa qui a donné lieu à tant de controverses :

« S'il y a lieu, la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884. »

Et il conclut dans ses attendus :

« Attendu qu'il appartenait à C.... (l'acheteur) de se conformer aux dispositions de l'article 7 de la loi du 2 août 1884, à peine d'être non recevable dans son action, en requérant de Monsieur le Juge de Paix du Canton d'O.... une ordonnance aux fins de désignation par ce magistrat d'un ou plusieurs experts pour vérifier l'état de l'animal,

« Attendu qu'il ne saurait être fait état du certificat délivré à C.... par C..., vétérinaire à O...., le 27 février 1934 ; *ce document n'ayant pas été dressé en exécution des dispositions de l'article 7 de la loi du 2 août 1884,*

« Par ces motifs,

« Déclarons C... non recevable dans son action, l'en déboutons...

Le Tribunal de Paix de Bais (Mayenne) a rendu une décision analogue le 2 juin 1936.

Il déboute l'acheteur en s'appuyant sur les mêmes arguments dans un attendu caractéristique :

« Attendu que de la combinaison des articles 5, 7 et 8 de la loi du 2 août 1884, il résulte que pour la recevabilité de l'action en matière de vice rédhibitoire, l'acheteur doit, non seulement avoir formé sa demande dans le délai légal, mais qu'il faut encore, dans ce même délai, avoir provoqué la nomination d'experts et fait citer le vendeur à l'expertise, à moins que le juge de paix n'en ait ordonné autrement à raison de l'urgence ou de l'éloignement. »

Le Tribunal de Paix de Bar-le-Duc dans sa décision du 5 janvier 1935 admet la nécessité de l'expertise préalable pour des motifs identiques.

Le Tribunal de Paix de Pau-Est rend le 12 mars 1935 une décision analogue.

Il expose en étudiant les travaux préparatoires et les discours de MM. Bérard et Desbons que deux opinions peuvent se faire jour et il repousse l'action de l'acheteur qui n'a pas provoqué d'expertise par l'attendu suivant :

« Attendu que cette seconde opinion nous paraît être la plus en harmonie avec la législation sur les vices rédhibitoires, qu'il convient donc de l'adopter ; que l'expression « s'il y a lieu », du dernier alinéa de l'article 6 de la loi, n'empêche nullement cette interprétation ; qu'on peut soutenir que par ladite expression le législateur a évidemment entendu faire une distinction entre : d'une part, les actions en réhibition, d'autre part, les actions en remboursement des viandes saisies, ces dernières étant dispen-

sées de l'expertise, mais non les premières pour lesquelles la procédure d'expertise doit être suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884. »

Dans le même sens nous trouvons deux jugements, un du Tribunal de Paix de Toulouse-Nord du 15 janvier 1936 et un du Tribunal de Paix de Verdun-sur-Garonne, cette dernière décision a d'ailleurs été confirmée par le tribunal civil de Castelsarrasin dans un jugement du 27 juillet 1937.

Dans un jugement en date du 6 janvier 1938, le Tribunal de Paix de Pontacq fait lui aussi une distinction comme Linon.

Lorsqu'il s'agit d'une action en remboursement de prix après abatage, il n'y a pas lieu à expertise ; dans ce cas, en effet, le vétérinaire assermenté qui saisit les viandes agit en qualité d'expert nommé à cette fonction par l'autorité publique et non en qualité de préposé d'une des parties. En conséquence toutes les garanties données par l'expertise se retrouvent ici. Au contraire, dans tous les autres cas, il y a lieu à expertise préalable, et cette expertise est nécessaire.

Par jugement en date du 13 décembre 1938, le juge de Paix de Magny-en-Vexin déboute l'acheteur de sa demande en invoquant les mêmes arguments que ceux du juge de paix de Pontacq.

Son argumentation se fonde sur les travaux préparatoires et les discours des rapporteurs à la Chambre et au Sénat.

Voici ses attendus :

« Attendu qu'il existait une antinomie évidente dans les premiers textes votés par la Chambre ; celle-ci adoptait la procédure du droit commun et décidait que s'il y a lieu à expertise... etc...

« Or, en droit commun l'expertise peut être demandée au juge saisi de l'action principale, soit en même temps que celle-ci, soit par conclusions postérieures. D'où le sens des mots de M. Jean Desbons : « S'il y a lieu », puisqu'en droit commun il n'y a pas lieu systématiquement et dans tous les cas à expertise, contrairement à ce que prescrivait la loi de 1884 ;

« Attendu d'ailleurs que s'il pouvait subsister une équivoque sur les déclarations du rapporteur à la Chambre, elle s'est trouvée dissipée par le vote au Sénat le 4 juillet 1933 après l'intervention de M. Léon Bérard ;

« Attendu, au surplus, que le 4^e alinéa de l'article 6 s'explique très bien car il complète l'alinéa précédent, mais n'a plus la signification que lui donnait le rapporteur de la Chambre puisque la compétence a été changée au cours des débats ;

« Attendu, en effet, que le 3^e alinéa met en opposition deux actions possibles :

« 1^o L'action en réhabilitation pour les animaux vivants pour laquelle il y a lieu, à peine d'irrecevabilité, de faire procéder à l'expertise ;

« 2^o L'action en remboursement de prix après abatage pour laquelle le procès-verbal de saisie, dressé par le vétérinaire-inspecteur conformément à l'article 5 de la loi de 1933, tient lieu d'expertise, laquelle serait d'ailleurs souvent impossible ;

« Et que, par conséquent, l'expression « s'il y a lieu » ne peut s'appliquer qu'à l'action réhabilitaire par opposition à l'action en remboursement de prix ;

« Attendu qu'en résumé il y a lieu à expertise pour engager l'action en réhabilitation d'un bovidé tuberculeux vivant, et qu'il n'y a pas lieu à expertise s'il s'agit d'action en rem-

boursement de la valeur des viandes saisies, pour tuberculose après abatage d'un bovidé vendu pour la boucherie. »

Ainsi la position du juge de paix de Magny-en-Vexin, comme celle du juge de paix de Pontacq, est très nette : il y a lieu à l'expertise préalable pour intenter une action en réhabilitation d'un bovidé tuberculeux vivant. Il n'y a pas lieu à expertise s'il s'agit d'une action en remboursement de la valeur des viandes saisies après abatage.

Ont décidé également que l'expertise préalable à l'action en réhabilitation était nécessaire :

Le Tribunal de Paix d'Ardes-sur-Couze (Puy-de-Dôme) par jugement en date du 14 septembre 1936.

Le même tribunal par jugement en date du 19 juillet 1937.

Le Tribunal de Paix de Labarthe-de-Neste (Hautes-Pyrénées) par décision du 1^{er} avril 1938.

Le Tribunal de Paix de Blanquefort (Gironde) par décision en date du 18 mai 1938.

Le Tribunal de Paix de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise) par jugement en date du 13 décembre 1938.

Le jugement du Tribunal de Paix d'Ardes-sur-Couze, en date du 14 septembre 1936, a été confirmé par le jugement du Tribunal civil d'Issoire en date du 24 avril 1937. Nous l'étudierons donc seulement en commentant cette dernière décision.

Pour les mêmes raisons, nous n'étudierons pas ici le jugement du Tribunal de Paix de Labarthe-de-Neste infirmé, ni celui du Tribunal de Paix de Blanquefort, également infirmé.

Décisions qui admettent le caractère facultatif de l'expertise préalable à l'action en réhabilitation.

Un des premiers Tribunaux qui statuent en ce sens est le Tribunal de Champtoceaux (Maine-et-Loire), qui décide, par jugement en date du 8 octobre 1934 que l'expertise préalable n'est pas obligatoire. Il décide dans ses attendus que :

« En inscrivant en tête du dernier paragraphe de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 la formule « s'il y a lieu », il semble que le législateur ait voulu laisser au juge saisi de l'instance du fond ou même aux parties, avant d'introduire leur action, la liberté d'agir en conformité de la loi de 1884 ou directement par voie d'assignation devant le juge de paix du domicile du vendeur. »

Ainsi d'après cette décision, les parties ont une espèce d'option et, en disant que la procédure d'expertise peut être suivie, le législateur de 1933 a entendu laisser aux parties une faculté ; l'inobservation de ces formalités n'est pas suivie de nullité.

Le jugement du Tribunal de Paix de Brest (3^e canton) en date du 26 juin 1936 estime aussi que l'expertise n'est pas nécessaire.

Il fonde sa décision sur les termes de la loi du 7 juillet 1933 et sur l'étude des travaux préparatoires.

Voici ses attendus principaux :

« Attendu qu'il existe des différences fondamentales entre les dispositions de la loi du 2 août 1884 (vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques) et celles de la loi du 7 juillet 1933 ; que ces différences portent à la fois sur la compétence et la procédure.... ; qu'il est ainsi permis de dire que la loi de 1933, distincte de celle de 1884, se suffit à elle-même et que ses dispositions ne se cumulent avec celles de 1884 que dans la mesure où les dispositions de l'une ou l'autre peuvent se concilier,

notamment quant à la forme de l'expertise s'il y a lieu d'en ordonner une, mais seulement dans ce cas ; que l'expertise d'ailleurs peut être ordonnée par le juge de paix lui-même au cours des débats si l'animal se trouve dans son ressort ;

« Attendu que si le législateur de 1933 avait, comme le soutient M^e Lalouet pour le vendeur, entendu subordonner la recevabilité de l'action rédhibitoire à une expertise préalable, il n'eût pas manqué de le dire. Or l'article 6 de de ladite loi est ainsi conçu :

« S'il y a lieu, la procédure d'expertise sera suivie, conformément aux dispositions de la loi de 1884 » ; qu'en décider autrement serait ajouter au texte de la loi de 1933 ;

« Attendu, d'ailleurs, que sur le point de savoir si la loi du 7 juillet 1933 a maintenu la nécessité de l'expertise telle qu'elle existe sous le régime de la loi de 1884, il suffit de se reporter aux travaux préparatoires et de constater que le rapporteur de la loi au Sénat, M. Boudouin-Bugnet, s'est exprimé en ces termes :

« Puisque nous supprimons l'obligation de l'expertise, « il faut au moins que nous indiquions que lorsque l'expertise sera donnée, elle aura lieu suivant la procédure indiquée par la loi de 1884 » (2^e séance, 24 mars 1922, *Journal Officiel*, p. 1726). D'où suivit la rédaction de l'article 4 *bis* devant la Chambre, devenue la rédaction définitive de l'art. 6 § 4 : « S'il y a lieu, la procédure d'expertise, etc. » ;

« Attendu que l'acheteur soutient avec offre de justifier par certificat de son vétérinaire que l'animal litigieux a réagi à l'épreuve de la tuberculine...

« Par ces motifs...

« ... Disons la demande de Mouden recevable en la forme. »

En résumé, d'après cette décision, la loi du 7 juillet 1933 est distincte de celle de 1884 et ses dispositions ne se cumulent avec celles de cette dernière que dans la mesure où les dispositions de l'une ou de l'autre peuvent se concilier, notamment quant à la forme de l'expertise, s'il y a lieu d'en ordonner une, mais seulement dans ce cas.

Par suite, la recevabilité de l'action rédhibitoire intentée à la suite de la visite d'une vache ayant réagi à l'épreuve de la tuberculine n'est pas subordonnée à une expertise préalable.

Le Tribunal de Paix de Bourg-saint-Maurice, le 15 octobre 1937, a rendu une décision dans le même sens que le Tribunal de Brest. Pour lui également l'expertise n'est pas obligatoire antérieurement à l'ouverture d'une action en rédhibition.

Il ordonne une commission rogatoire afin de savoir si le vétérinaire qui a procédé à la tuberculation l'a fait suivant les procédés approuvés par le Comité consultatif des Epizooties, et ses attendus sont les suivants :

«... Attendu... qu'en définitive, il y a lieu d'examiner ; en l'espèce, si l'expertise était facultative ou obligatoire pour G.... l'acheteur ;

« Attendu que l'article 4 de la loi de 1933 prescrit :

« Seront considérés comme tuberculeux et pourront donner lieu à rédhibition :

« 1^o Les animaux reconnus cliniquement atteints ;

« 2^o les animaux qui auront réagi à l'épreuve de la tuberculine exclusivement pratiquée... etc... » ;

« Qu'ainsi, devant les termes impératifs du législateur et dans les hypothèses qu'il vise à l'article 4, il n'y a pas lieu à expertise qu'il échet d'examiner si la bête acquise

par C... entre bien dans l'un des cas prévus par la loi et pour lesquels l'expertise cesse d'être obligatoire ;

« Attendu que le certificat du vétérinaire M... apporté par G... à l'appui de sa demande, établit nettement que l'animal litigieux a réagi à l'épreuve de la tuberculine ;

« Mais attendu que la loi de 1933 n'accorde force probante à la tuberculation qu'autant qu'elle a été faite conformément aux procédés approuvés par le Comité consultatif des Epizooties, qu'en l'espèce malgré les termes détaillés du vétérinaire M... ils ne nous permettent pas de savoir si ce praticien a opéré suivant les procédés prescrits ; qu'une mesure d'instruction s'impose donc ; qu'il échet de surseoir à statuer sur la recevabilité de la demande... »

En résumé, le Tribunal de Bourg-Saint-Maurice estime qu'il n'y a pas lieu à expertise lorsqu'il est déjà établi que l'animal a réagi à la tuberculine, à condition que la tuberculation ait été pratiquée conformément aux procédés approuvés par le Comité consultatif des Epizooties.

Le jugement du Tribunal de Paix de Clermont-Ferrand (Canton S.-O.), en date du 22 mars 1939, décide également que l'expertise n'est pas une formalité obligatoire :

« Attendu que l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 ne rend pas l'expertise obligatoire, qu'il indique seulement que, s'il y a lieu à expertise, elle devra être provoquée dans les délais fixés aux articles 5 et 7 de la loi du 2 août 1884... ;

« Attendu que l'expertise ayant un caractère facultatif pour le vendeur, la recevabilité de l'action ne saurait y être subordonnée ;

« Attendu que la loi de 1933, distincte de celle de 1884,

se suffit à elle-même et que ses dispositions ne doivent se cumuler avec celles de la loi de 1884 que dans la mesure où les dispositions de l'une ou de l'autre peuvent se concilier, notamment quant à la forme de l'expertise s'il y a lieu d'en ordonner une seule dans ce cas (Tribunal civil de Brest, 3 mars 1937 ; Tribunal civil d'Issoire, 16 mars 1939. *Contra* : Tribunal civil de Bordeaux, 27 février 1939...)».

Cette décision a été confirmée par jugement du Tribunal civil de Clermont-Ferrand le 1^{er} mai 1939.

Le jugement du Tribunal de Paix d'Uzerche, en date du 24 mars 1938, admet aussi que l'expertise n'est pas obligatoire.

Les Tribunaux civils.

Pour plus de clarté, nous allons distinguer là encore les décisions qui admettent que l'expertise obligatoire et celles qui admettent qu'elle est facultative.

1^o En faveur du caractère obligatoire de l'expertise.

Nous trouvons d'abord une décision du 27 juillet 1937 rendue par le tribunal civil de Castelsarrasin et qui admet ce caractère obligatoire de l'expertise.

De même le jugement rendu par le tribunal civil d'Issoire le 24 avril 1937 est particulièrement net et suggestif dans ses attendus :

« Attendu que la loi du 7 juillet 1933 a ajouté la tuberculose des bovidés à la liste des vices rédhibitoires prévus par la loi du 2 août 1884, et que dans son article 6, elle limite le délai de garantie à 15 jours à compter de la livraison de l'animal et indique que « s'il y a lieu » la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884 ;

« Attendu que ces termes « s'il y a lieu » contenus dans ce texte ne sauraient être interprétés en ce sens que l'expertise serait facultative comme le soutient l'appelant, car *ils font simplement allusion au cas où ladite expertise ne peut avoir lieu parce que l'animal ayant été vendu à la boucherie, a été reconnu tuberculeux après abatage et dès lors la preuve de la maladie se trouve établie, ainsi que l'indique l'article 5, par le certificat délivré par le vétérinaire inspecteur* ;

« Attendu d'ailleurs que la loi du 7 juillet 1933, ayant pour objet de compléter celle du 2 août 1884, ne déroge aux formalités de rigueur prescrites par celle-ci qu'en ce qui concerne l'expertise de l'action rédhibitoire, qu'elle fixe expressément à 15 jours au lieu de neuf jours, et laisse subsister la procédure d'expertise qui logiquement doit avoir lieu dans le même délai de quinze jours. »

Ce jugement distingue donc deux cas : l'expertise est obligatoire avant l'action en rédhibition ; au contraire, il n'y a pas lieu à expertise dans le cas de l'action en remboursement après abatage.

Nous allons voir maintenant que la plupart des tribunaux civils ne sont pas de cet avis en étudiant les décisions qui admettent que l'expertise n'est pas obligatoire.

2^o En faveur du caractère facultatif de l'expertise.

Le tribunal civil d'Arras par jugement en date du 3 juillet 1935 (*Bétail*, 1939, n^o 4, p. 27) a infirmé une décision du tribunal de paix qui considère que l'expertise préalable est nécessaire :

En effet, par Jugement ayant fait droit en date du 9 janvier 1935, il avait nommé un expert avec mission de :

« 1^o Examiner la vache vendue par Duval à Duretête,

le 18 août 1934, la soumettre à toutes expériences, au besoin l'abattre et l'autopsier ;

« 2^o Dire si dans les délais prévus par la loi de 1933, la-dite vache s'est trouvée tuberculeuse et si elle portait, lors de la vente, le germe de cette maladie, concilier les parties, si faire se peut, sinon, de ces opérations, dresser rapport. »

L'expert n'avait pu établir aucun diagnostic précis et avait, dans son rapport, fait état de la tuberculation sous-cutanée pratiquée dans les 15 jours qui avaient suivi la vente, par son confrère D..., vétérinaire de l'acheteur, tuberculation dont le résultat avait été positif.

Le Tribunal civil se basa sur cette tuberculation positive et prononça la résiliation de la vente aux torts du vendeur, la tuberculation ayant été faite dans le délai imparti par la loi de 1933.

Nous retrouverons ce jugement plus loin en étudiant la jurisprudence de la Cour suprême car il a fait l'objet d'un pourvoi en cassation.

Le Tribunal civil de Brest, dans sa décision du 3 mars 1937 (*Moniteur des Huissiers*, 15 juin 1937, p. 294), pense aussi comme le Tribunal de Paix de Brest, dont est appel que l'expertise ne présente aucun caractère d'obligation.

Voici quels en sont les attendus principaux :

« Attendu qu'à l'appui de cet appel, M... expose que la loi du 7 juillet 1933 en étendant aux bovidés les dispositions de la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires concernant les ventes et échanges d'animaux domestiques, ne fait que compléter cette dernière loi, laissant en conséquence subsister les règles de procédure par elles prévues ; qu'en conséquence la loi du 2 août 1884, art. 7,

prévoyant à peine d'irrecevabilité de la demande de l'acheteur dans un délai de quinzaine, la nomination d'experts, M... aurait dû dans ce délai adresser requête au juge compétent et solliciter une expertise ;

« Attendu dès lors que pour apprécier la thèse soutenue par M... il échet de rechercher s'il peut exister la possibilité d'une combinaison entre les termes des deux lois des 2 août 1884 et 7 juillet 1933 ;

« Attendu que l'article 5 de la loi du 2 août 1884 impartit un délai de neuf jours à l'acheteur de l'animal pour provoquer une expertise sans parler de l'introduction de la demande en nullité de la vente dans le même délai, tandis que la loi du 7 juillet 1933 exige l'introduction de la présente demande dans le délai de quinzaine de la livraison à peine d'irrecevabilité ;

« Attendu que l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 s'exprime ainsi « s'il y a lieu la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi de 1884 », que les termes de ce texte ne peuvent donner matière à discussion ; que le libellé dudit article signifie que contrairement à la loi du 2 août 1884, l'expertise prévue par la loi du 7 juillet 1933 n'est que facultative et que le législateur de 1933 ne renvoie à la loi du 2 août 1884, qu'en ce qui concerne seulement la forme de l'expertise pour le cas où elle serait ordonnée : qu'en décider autrement serait ajouter au texte précité de la loi du 7 juillet 1933 ;

« Attendu que pour comprendre la portée de la loi du 7 juillet 1933, il convient d'examiner les travaux préparatoires de la loi, que le rapporteur de ladite loi au Sénat s'est exprimé ainsi :

« Puisque nous supprimons l'obligation de l'expertise, il faut au moins que nous indiquions que lorsque l'experte-

tise sera ordonnée elle aura lieu suivant la procédure indiquée par la loi du 2 août 1884 (voir séance 24-3-1932, *J. O.*, 1726), que dès lors les explications du rapport justifient le texte voté ensuite (art. 6) commençant par ces mots : s'il y a lieu à expertise... ;

« Attendu dès lors qu'il est donc bien établi qu'aux termes de la loi du 7 juillet 1933 l'expertise de l'animal soupçonné d'être atteint de maladie contagieuse, de tuberculose, n'est pas nécessaire ; que l'acheteur peut justifier par tous les moyens de l'existence de la maladie contagieuse : qu'ainsi M. en a justifié par un certificat de vétérinaire délivré après l'épreuve de la tuberculine sur l'animal vendu à G... dans les circonstances sus-énoncées ;

« ... Par ces motifs, confirme la décision dont est appel, condamne M... aux dépens d'appel. »

Dans le même sens, nous trouvons le jugement du Tribunal civil d'Ussel en date du 25 mai 1937 (*D. H.* 1937 419) infirmant la décision du Tribunal de Paix de Meymac, qui avait estimé que l'expertise était obligatoire préalablement à l'action en réhabilitation.

Ce tribunal estime, au contraire, que la procédure en question n'est pas obligatoire dans tous les cas ; que le législateur a accordé force probante à la tuberculation pratiquée suivant les procédés précisés par la loi du 7 juillet 1933. Pour cela, il se fonde sur les articles 4 et 6 de la loi de 1933. Il décide que la procédure d'expertise prévue par l'article 6 dernier alinéa n'est pas obligatoire d'une façon absolue puisque le texte énonce que « s'il y a lieu » la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884 :

« Attendu que toute la discussion de R. (acheteur) s'appuie sur la portée des mots « s'il y a lieu » ;

« Mais attendu que l'article 6 de la loi de 1933, dans son alinéa 4, en employant les mots « s'il y a lieu » en parlant de la procédure d'expertise, indique par là d'une manière non équivoque qu'il y a tout au moins quelques cas où cette procédure n'est pas obligatoire, que la loi indique non moins clairement à son article 4 quels sont ces cas. dans la disposition suivante :

« Seront considérés comme atteints de tuberculose et « pourront donner lieu à réhabilitation :

« 1^o Les animaux reconnus cliniquement atteints ;

« 2^o Les animaux qui auront réagi à l'épreuve de la tuberculine, exclusivement pratiquée suivant les procédés « approuvés par le Comité consultatif des Epizooties ou qui « auront été reconnus tuberculeux par tout autre procédé « approuvé par ledit Comité » ;

« Attendu qu'en s'exprimant ainsi le législateur accorde un effet légal à la tuberculation dont il a consacré officiellement la force probante, par les mots impératifs « seront considérés » qui ne laissent plus place à la discussion ; qu'ainsi un acquéreur de bovidé qui pourra établir que l'animal ou a été reconnu cliniquement atteint, ou a réagi à l'épreuve de la tuberculine, n'aura pas à recourir à l'expertise, car « il n'y a plus lieu » pour appliquer les termes de l'article 6, de recourir à celle-ci,...

« Par ces motifs,

« Dit l'appel de R... recevable en la forme et fondé en droit. »

Toujours dans le même sens, nous trouvons le jugement du Tribunal civil de Tulle en date du 10 juin 1938 qui confirme la décision du Tribunal de Paix d'Uzerche (Corrèze) du 24 mars 1938.

Dans le même sens également, statue le Tribunal civil

de Bagnères-de-Bigorre le 3 novembre 1938 (*Gaz. Pal.*, 1939-1-131) qui infirme la décision du Tribunal de Paix de Labarthe-de-Neste en date du 3 novembre 1938 ;

« Attendu que... la loi du 7 juillet 1933, qui a étendu au cas de tuberculose des bovidés l'action en garantie organisée par la loi de 1884, n'a pas maintenu, pour ce cas spécial, l'obligation de procéder à l'expertise préalable, prévue par l'article 7, dans le délai de 9 jours à compter de la livraison ; que cette interprétation est imposée par le texte de l'article 4... ;

« Attendu que l'indication de ces modes de vérification du vice rédhibitoire, exclusifs de toute expertise, démontre que le législateur n'a pas entendu maintenir pour l'acheteur l'obligation de recourir à la procédure de l'article 7 de la loi du 2 août 1884 ; que cette conclusion est corroborée par la considération de l'article 6 *bis* de la loi du 7 juillet 1933 qui dispose *in fine* que « s'il y a lieu, la « procédure d'expertise sera suivie conformément aux « dispositions de la loi du 2 août 1884 » ; que l'emploi de l'expression « s'il y a lieu » prouve que, dans la pensée du législateur l'expertise n'est plus dans le cas de tuberculose des bovidés, une condition essentielle de la recevabilité de l'action et qu'il est possible d'établir le bien-fondé de la demande par les moyens énumérés dans l'article 4 en dehors de toute expertise...

« Par ces motifs, infirme la décision entreprise... »

Ainsi, pour cette décision, si l'acheteur dispose d'un moyen de preuve suffisant, l'expertise n'est nullement nécessaire.

Enfin, pour compléter cette liste, il faut citer un jugement au Tribunal civil de Bordeaux (4^e Chambre) en date du 27 février 1939 (*Gaz. Pal.*, 1939-1-530), infirmant une

décision du Tribunal de Paix de Blanquefort avec de très sobres motifs :

« Attendu que si, aux termes de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933, l'expertise n'est pas obligatoire, le demandeur pouvant recourir à un autre mode de preuve, du moins a-t-il l'obligation, en cas d'expertise d'un bovidé atteint de tuberculose, d'agir dans le délai de 9 jours sus-indiqué ; que ce délai est de rigueur (Cass. civ. 29 mars 1898, S. 1902, L. 358, D. 98-1-417) et que l'irrecevabilité de l'action s'imposait au premier juge ;

« Par ces motifs,

« Reçoit Sempé dans son appel. »

L'étude des décisions des Tribunaux civils nous montre que ceux-ci admettent dans la grande majorité que l'expertise est facultative.

La Cour de Cassation.

Le premier arrêt est celui de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation en date du 1^{er} février 1939.

Examinons les faits.

Duval, marchand de bestiaux, vend à Duretête, cultivateur, une vache qui est reconnue tuberculeuse à la suite d'une tuberculation pratiquée par un vétérinaire.

Duretête présente à Duval le certificat du vétérinaire en lui demandant de reprendre sa vache. Celui-ci refusant, Duretête l'assigne en justice de paix, mais omet de provoquer l'expertise dans les délais légaux.

Le Tribunal de Paix, par jugement du 27 septembre 1934, déboute Duretête de son action, celui-ci n'ayant pas provoqué l'expertise dans les délais qui lui sont impartis pour intenter son action.

Duretête fait appel et le jugement du Tribunal civil d'Arras, en date du 3 juillet 1935, étudié ci-dessus, lui donne raison et condamne Duval à rembourser à Duretête le prix de la vache avec intérêts.

La Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 1^{er} février 1939, rejette un pourvoi formé par Duval :

« Attendu que ce Tribunal ayant résilié aux torts du vendeur la vente d'une vache atteinte de vice rédhibitoire de tuberculose, le pourvoi reproche au jugement attaqué, d'une part, d'avoir écarté l'expertise et fondé uniquement sa décision sur un document produit à l'appui de sa demande, et dont les juges avaient reconnu l'insuffisance en ordonnant une expertise.

« Et, d'autre part, d'avoir dénaturé les termes de la partie du rapport de l'expert afférente à ce document, en lui donnant une portée qu'il n'avait pas ;

« Mais attendu que, sans se contredire, et sans dénaturer les termes de la partie du rapport de l'expert, le jugement fait connaître les motifs pour lesquels il a écarté les conclusions de l'expertise, fondées sur des expériences de laboratoire, pratiquées dans des conditions qui n'apportaient pas la certitude nécessaire ; que les juges du fond déclarant qu'au contraire cette certitude leur est donnée par les conclusions du vétérinaire consulté dès après la vente par l'acheteur et qui, procédant dans les détails et conformément aux prescriptions légales en la matière, par l'épreuve de la tuberculine à double dose, a constaté que cette épreuve avait donné une réaction positive ; qu'il leur appartenait de fonder leur décision sur un document dont l'existence non contestée est visée par l'expert, mais seulement pour constater la réalité de l'épreuve à laquelle le vétérinaire avait procédé et d'écarter le rapport d'expertise.

« D'où il suit qu'en l'état de ces contestations et appréciations souveraines, le jugement attaqué, qui est motivé et ne renferme ni contradiction ni dénaturation, a légalement justifié sa décision, sans violer le texte visé au moyen,

« Par ces motifs, rejette le pourvoi. »

Est-il bien certain, comme le prétendent certains commentateurs de cet arrêt (Linon dans la *Revue de Médecine vétérinaire*, mai-juin 1942), que par cette décision la Cour de Cassation ait entendu prendre nettement parti en faveur du caractère facultatif de l'expertise préalable à l'action en réhabilitation ?

Cela ne semble pas découler nécessairement des termes de l'arrêt qui semble énoncer seulement ce principe bien connu que le juge n'est lié, en aucun cas, par les conclusions de l'expert et peut toujours statuer dans le sens qui lui convient, quelles que soient l'autorité et la conscience du technicien commis.

Dans son arrêt en date du 23 avril 1941 (*G. P.* 1941-2-262), la Chambre civile casse un jugement du tribunal de Paix de Châteaubriant du 17 février 1938 que nous avons étudié plus haut :

« Vu les articles 5 et 7 de la loi du 2 août 1884, modifiée par la loi du 23 février 1905, ensemble les articles 1^{er} et 6, § 1^{er} et 4 de la loi du 7 juillet 1933 ;

« Attendu qu'il résulte de la combinaison des dispositions de la loi du 7 juillet 1933 avec les articles 5 et 7 de la loi du 2 août 1884, auxquels elle se réfère expressément, d'une part que l'acheteur qui intente l'action en réhabilitation à raison de ce vice n'est pas tenu à peine d'irrecevabilité de sa demande, de provoquer préalablement la nomination d'experts, d'autre part, que, s'il y a lieu de recourir

à une telle mesure d'instruction, le délai pour suivre la procédure d'expertise est nécessairement égal au délai imparti pour intenter l'action, et est en conséquence de quinze jours, non compris le jour fixé pour la livraison ;

« Attendu qu'en déclarant, d'une part, tardive et partant nulle, une procédure d'expertise suivie dans le délai légal imparti pour intenter l'action en garantie et en considérant, d'autre part, la mesure d'expertise elle-même, comme une condition essentielle et obligatoire imposée par la loi pour la recevabilité de l'action rédhibitoire fondée sur la tuberculose, le jugement attaqué a violé les textes susvisés.

« Par ces motifs, casse... »

Cet arrêt, très net, considère l'expertise préalable, indispensable dans le cadre de la loi de 1884, comme facultative et fonction des circonstances quand il s'agit de tuberculose bovine.

La Chambre des Requêtes a statué dans le même sens dans son arrêt du 7 mai 1941 rendu sur pourvoi contre un jugement du Tribunal civil de Pau, du 17 décembre 1938 :

« La Cour...

« Sur le moyen pris de la violation des articles 5 et 6 de la loi du 2 août 1884, modifiée par les lois des 23 juin 1905 et 24 juin 1914, 6 de la loi du 7 juillet 1933 et 7 de la loi du 20 avril 1910, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que le jugement attaqué a déclaré irrecevable l'action engagée par Ducasse contre Esquerre, en réhabilitation de la vente d'un bœuf pour vice de tuberculose, sous prétexte qu'il n'avait pas été procédé régulièrement à l'expertise prévue par la loi du 2 août 1884, alors que la loi du 7 juillet 1933, qui régit la matière, ne subordonne

pas l'exercice de l'action à la nécessité d'une expertise, et permet d'établir le vice allégué par tout mode de preuve ;

« Mais, attendu que le Tribunal déclare expressément que l'expertise n'est plus, sous l'empire de la loi du 7 juillet 1933, obligatoire pour établir la tuberculose des bovins, mais que, dans la cause, Ducasse a recouru à ce mode de preuve sans observer les formalités requises par la loi du 2 août 1884 à laquelle renvoie la loi du 7 juillet 1933 pour la régularité de cette procédure, et qu'il n'a pas appelé son vendeur à l'expertise par citation régulière et dans les délais de la loi du 7 juillet 1933 ; »

« Attendu que, suivant les énonciations formelles du jugement attaqué, c'est en appel seulement que Ducasse, acheteur, s'est prévalu d'un certificat délivré par le vétérinaire Buron, alors qu'antérieurement il ne lui avait pas paru suffisamment probant, puisqu'il a fait procéder à l'expertise, et, qu'en effet, ce document représentait l'animal comme simplement « soupçonné » de tuberculose, mais non comme déjà soumis à « l'épreuve de la tuberculine ».

« D'où il suit qu'en déclarant, par confirmation de la décision du premier juge, l'action de Ducasse « irrecevable », en tout cas mal fondée, le tribunal ne s'est pas basé uniquement comme le soutient à tort le pourvoi, sur l'irrégularité d'une expertise qui constituerait un mode de preuve obligatoire, mais sur le fait qu'une autre preuve invoquée n'était pas établie ; qu'ainsi le moyen n'est pas justifié.

« Par ces motifs, rejette le pourvoi. »

Egalement par arrêt en date du 7 mai 1941 sur pourvoi rendu contre un jugement du Tribunal civil de Libourne du 31 mai 1938, la Chambre des Requêtes admet que l'expertise n'est pas une formalité obligatoire :

« La Cour,

« Sur les deux moyens réunis, pris de la violation de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933, de la fausse application dudit article et de l'article 464 C. Pr. Civ. ensemble de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs, manque de base légale :

« Attendu que les juges d'appel ayant déclaré recevable l'action de Révéron en résiliation pour vice rédhibitoire de la vente de la vache livrée par Ballion et déclaré irrecevable le moyen tiré par celui-ci de ce que l'expertise n'avait pas été requise par l'acheteur dans le délai imparti par la loi, motifs pris de ce que la loi du 7 juillet 1933 n'avait pas sanctionné cette présentation tardive de la requête relative à une mesure qu'elle déclarait facultative, et de ce que Ballion, vendeur, n'avait pas soulevé l'exception en première instance, avait pris part à l'expertise et demandé une contre-expertise, le pourvoi reproche au jugement attaqué d'en avoir ainsi décidé, alors d'une part, que l'action en rédhibition a été intentée plus de quinze jours après la livraison de la bête tuberculeuse, et alors, d'autre part, qu'il s'agissait d'un moyen de défense à l'action principale susceptible d'être proposé pour la première fois en appel, et qu'il s'agissait d'un cas où l'expertise était obligatoire ;

« Mais attendu, d'une part, que l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 dispose que le délai de garantie est de quinze jours francs à partir du lendemain de la livraison et qu'aucune action rédhibitoire n'est possible après l'expiration de ce délai ; qu'en la cause le délai ferme ne comprenant aucun des jours termes, et la livraison se plaçant, dans l'hypothèse la plus favorable à Ballion, à la date du 20 décembre 1937, c'est à bon droit que le premier juge, dont

la décision est confirmée sur ce point, par adoption des motifs déclare que la citation délivrée à Ballion, le 6 janvier 1938, a été signifiée dans le délai légal ;

« Attendu, d'autre part, qu'il résulte de la combinaison des dispositions de la loi du 7 juillet 1933 avec celles des articles 5 et 7 de la loi du 2 août 1884 auxquels elle se réfère expressément, que l'acheteur qui intente l'action en réhabilitation à raison du vice de tuberculose, n'est pas tenu, à peine d'irrecevabilité de sa demande, de provoquer préalablement la nomination d'experts ; s'il y a lieu de recourir à une telle mesure d'instruction, le délai pour suivre la procédure est nécessairement égal au délai imparti pour intenter l'action et, en conséquence, de quinze jours francs non compris le jour fixé pour la livraison ;

« Or attendu qu'en la cause, il résulte des constatations du jugement attaqué que le délai pour intenter l'action ne venant à expiration que le 6 janvier 1938, l'expertise a été requise et ordonnée le 4 janvier 1938, dans le délai de quinzaine imparti par la loi du 7 juillet 1933 pour intenter l'action comme pour suivre la procédure d'expertise ; d'où il suit qu'abstraction faite des motifs critiqués par le pourvoi, et qui doivent être tenus pour surabondants, le jugement attaqué, qui est dûment motivé, a justifié légalement sa décision sans violer ni faussement appliquer les textes visés au pourvoi ;

« Par ces motifs, rejette... »

Par cette décision, la Cour suprême s'est nettement prononcée en faveur du caractère facultatif de l'expertise préalable à l'action en réhabilitation.

CONCLUSION

L'étude du deuxième point qui fait l'objet de cette thèse : L'expertise préalable à l'action en réhabilitation présente-t-elle un caractère facultatif ou obligatoire ? nous amène aux constatations suivantes :

1^o La doctrine est divisée sur cette question. Une notable partie pense que l'expertise préalable est une nécessité ;

2^o Les jugements des tribunaux de paix ne présentent pas d'unité non plus.

La grande majorité des décisions des tribunaux civils admet que l'expertise est facultative.

La Cour de Cassation se prononce également nettement en faveur du caractère facultatif de l'expertise préalable à l'action en réhabilitation.

Il n'est pas douteux que les Tribunaux devront maintenant s'incliner devant la volonté de la Cour suprême ;

Nous pensons d'abord, comme l'exposent entre autres MM. Linon (*Revue Médecine vétérinaire, de Lyon et Toulouse*, avril 1938, p. 226, mai-juin 1942, p. 116) et Char-ton, chargé de Cours à l'Ecole d'Alfort (*Recueil Médecine vétérinaire d'Alfort*, novembre 1942, p. 298), que l'application de cette doctrine « ne tardera pas à se heurter à de sérieuses difficultés risquant d'aboutir à une impossibilité juridique ». Va-t-on laisser aux parties la faculté de suivre ou de ne pas suivre la procédure de la loi de 1884 ? Quelles conditions permettront au juge de considérer qu'il y a lieu ou n'y a pas lieu à expertise ? Comment admettre que le juge peut être chargé d'apprécier le caractère facultatif ou nécessaire de l'expertise selon les cas, puisque l'affaire sera toujours jugée après expiration des

délais dans lesquels devait précisément être provoquée la nomination d'experts ?

L'acheteur qui avait estimé qu'il n'y avait pas lieu à expertise verra-t-il alors son action déclarée irrecevable parce qu'il ne peut plus adresser sa requête dans les délais ?

La doctrine de la Cour de Cassation crée ainsi toute une série de difficultés qui, pour le moins, nous paraît devoir constituer une nouvelle source de procès.

Nous citerons encore M. Linon :

« La lecture des débats parlementaires et l'analyse des textes, tout conduit à admettre la nécessité de cette expertise.

« On constate en effet que l'expression « s'il y a lieu » ne s'applique et ne peut s'appliquer qu'à l'action rédhibitoire, par opposition à l'action en remboursement de prix, et qu'elle n'implique nullement faculté pour le juge de dire s'il y a lieu ou non à expertise. »

Nous pensons, comme ces auteurs, que la jurisprudence de la Cour de Cassation est critiquable en droit car elle se heurte, sans pouvoir trouver une justification solide, aux dispositions de la loi du 2 août 1884 qui rendent l'expertise obligatoire en matière de vices rédhibitoires et conduit à des conséquences fâcheuses. De tous les points de France où les transactions portant sur les bovidés sont fréquentes, en Normandie et en Bretagne, on se plaint des inconvénients apportés par l'imprécision de la loi de 1933 et de l'incertitude créée par la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation. Les vétérinaires signalent les nombreux litiges qui naissent à cette occasion et l'insécurité qu'ils entraînent.

Nous pensons également qu'il n'est pas juridique de

donner à l'expression « s'il y a lieu » le sens de « si vous le désirez », « si le vendeur le décide », « si l'acheteur le veut » ou « si le juge l'estime nécessaire ».

Nous pensons que la seule interprétation possible de cette expression et de la loi est la suivante :

Il y a lieu à expertise pour engager l'action en rédhibition d'un bovidé tuberculeux vivant. Il n'y a pas lieu à expertise s'il s'agit d'engager l'action en remboursement de la valeur des viandes saisies pour tuberculose, après abatage d'un bovidé vendu pour la boucherie.

Cette interprétation est confirmée par la grande majorité des réponses recueillies à l'occasion d'une enquête ouverte parmi MM. les Directeurs des Services vétérinaires de la zone occupée, qui, du point de vue professionnel aussi bien que du point de vue juridique, apportent des remarques particulièrement judicieuses.

M. le Directeur des Services vétérinaires de la Seine-Inférieure est d'avis que « l'expertise préalable renforce le bien-fondé de l'action en rédhibition ; elle peut éviter les actions mal étayées et les conséquences fâcheuses qui en résulteraient en cas de vente à distance ».

Un autre Directeur des Services vétérinaires admet que l'expertise est obligatoire, mais que plusieurs cas doivent être distingués.

M. Bouillaud, Directeur des Services vétérinaires de la Vendée, nous écrit :

« L'expertise préalable en matière de rédhibition pour tuberculose est un contrôle technique officiel qui me paraît nécessaire pour asseoir un jugement.

« Si le juge a la faculté de s'appuyer seulement sur une simple tuberculation d'achat, les vétérinaires se trouveront progressivement, du fait de l'orientation des juges

dans un sens ou dans l'autre, dans l'une des situations suivantes :

« Ou bien toute tuberculation sera admise par le juge quelles que soient les conditions de contrôle de la réaction. Un laissez-aller progressif fera perdre de sa valeur probante à l'opération et provoquera des abus.

« Ou bien le juge tiendra à ce que les conditions de l'opération soient rigoureusement relatées — c'est la tendance actuelle de la jurisprudence qui semble admettre que c'est à l'intéressé à prendre ses dispositions pour qu'aucune contestation ne puisse s'élever sur la réalité et la sincérité de l'opération. Alors, dans toute tuberculation d'achat, pour mettre son client à l'abri des déconvenues dans un procès éventuel, le vétérinaire sera amené à prendre une série de précautions, non plus seulement pour asseoir son opinion, mais aussi pour se mettre à l'abri de toute critique de la partie adverse ou même du juge. Chaque tuberculation d'achat deviendra une tuberculation d'expertise. Compliquée et onéreuse, elle en arrivera à être facilement abandonnée par l'acheteur, c'est-à-dire généralement le cultivateur.

« Or, il faut penser qu'avec la liberté commerciale rendue par la loi du 7 juillet 1933 aux animaux contaminés, presque toute la prophylaxie antituberculeuse repose sur cette tuberculation d'achat. Il appartient maintenant à l'acheteur de se défendre contre la tuberculose. Il faut bien faciliter cette défense.

« A cette fin, il faut que la tuberculation d'achat reste simple pour se généraliser. En cas de contestation, le recours à l'expertise préalable avec son protocole rigoureux apportera au juge toutes les garanties nécessaires. Elle maintiendra également l'attention du vétérinaire sur la ri-

gueur de ses conclusions qui pourront éventuellement être soumises au contrôle de l'expert. »

Enfin, le mot de la fin nous semble donné par la réponse de M. Moncut, Directeur des Services vétérinaires de l'Yonne, marquée au coin du bon sens juridique :

« J'estime que l'expertise préalable à toute action en réhabilitation est indispensable et doit rester une obligation absolue pour plusieurs raisons :

« Il est nécessaire, dans toute action en justice, de garantir les droits des parties. S'il n'y a pas expertise préalable, le juge s'en remet, pour établir son opinion, au certificat dressé par le vétérinaire de l'acheteur, en dehors de tout contrôle du vendeur ou de son représentant. Les droits du vendeur ne sont pas garantis, car le vétérinaire de l'acheteur n'avait aucun mandat officiel. Il a pu se tromper sur les résultats qu'il a obtenus (je l'ai constaté plusieurs fois) ou il a pu, au cours de la rédaction de son certificat, avoir subi des influences étrangères.

« Enfin, à la fin de l'expertise, l'expert qui a toujours pour mission de concilier les parties, arrive le plus souvent à un arrangement amiable et clôt ainsi la procédure. »

CHAPITRE III

Dans quel délai doit-on provoquer l'expertise ?

Nous allons étudier rapidement cette question qui ne semblait pas devoir prêter à équivoque et qui a pourtant suscité des controverses et des décisions divergentes de la jurisprudence.

En effet, l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 dispose :

« Le délai de garantie est de quinze jours francs à partir du lendemain du jour de la livraison.

« Aucune action principale ou récursoire n'est possible après l'expiration de ce délai qui ne pourra être prolongé à raison de la distance. »

Ainsi il apparaît bien que le délai pour provoquer l'expertise est, aux termes de cet article, de 15 jours.

Cette disposition semble claire et fixe, à notre avis, non seulement le délai pour intenter l'action, mais encore celui dans les limites duquel devait être provoquée l'expertise préalable.

Pourtant certaines décisions que nous allons étudier plus loin admettent que le délai est de 9 jours.

Voici leur raisonnement :

L'article 5 de la loi de 1884 dispose :

« Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera de 9 jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison, excepté pour la fluxion périodique pour laquelle ce délai

sera de 30 jours francs non compris le jour fixé pour la livraison. »

D'autre part, l'article 7 de la même loi stipule que :

« Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur, à peine d'être non recevable, devra provoquer dans les délais de l'article 5, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal... »

Ainsi donc, d'après cette loi de 1884, un délai est fixé pour intenter l'action rédhibitoire, et le délai pour provoquer l'expertise est le même.

Or, le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 renvoyant, pour ce qui touche à l'expertise, à l'article 7 de la loi de 1884, et cet article 7 décidant que la nomination d'experts doit être provoquée dans les délais de l'article 5 de la loi de 1884, il y a lieu de provoquer la nomination des experts dans le délai de 9 jours fixé par cet article.

Ce raisonnement nous semble vicieux.

Nous pensons que le délai pour provoquer la nomination d'experts est de quinze jours, qu'il est le même que le délai de garantie fixé par l'alinéa premier de l'article 6 de la loi de 1933.

La loi de 1933 range la tuberculose bovine dans la liste des vices rédhibitoires dressée par l'article 2 de la loi de 1884 et fixe elle-même les différents délais qui doivent jouer. Elle renvoie pour la procédure d'expertise, à la loi de 1884. Mais dire que la procédure est la même que celle prévue par la loi de 1884, ce n'est pas dire que le délai doit être le même, puisque la loi de 1933 a entendu fixer elle-même dans son article 6 un délai de garantie différent.

Cela est d'autant plus vrai qu'il est faux de dire que

l'article 5 de la loi de 1884 fixe un délai ; il en fixe, en réalité, deux : un délai de 9 jours francs pour toutes les maladies énumérées dans l'article 2 de cette loi, excepté la fluxion périodique, et un délai de 30 jours francs pour celle-ci.

Pourquoi ne dirait-on pas aussi bien : le délai pour provoquer l'expertise en cas de tuberculose bovine doit être de 30 jours car l'article 5 de la loi de 1884 auquel renvoie l'article 7 de la même loi décide que le délai, en ce qui concerne la fluxion périodique, est de 30 jours. A notre sens, le raisonnement serait aussi faux que le premier qui nous est proposé. Il est entièrement arbitraire de choisir dans l'article 5 de la loi de 1884, comme le font certains tribunaux, entre le délai de 9 jours et celui de 30 jours — chacun de ces délais s'appliquant à des maladies différentes — le délai de 9 jours, et d'affirmer que ce délai doit s'appliquer au cas de tuberculose bovine.

Nous pensons donc que le législateur de 1933 nous renvoie, en ce qui concerne les règles générales de la procédure à suivre en matière de tuberculose bovine, à la loi de 1884, articles 7 et 5, mais qu'il n'a pas entendu voir fixer dans ce cas un autre délai que celui qu'il a lui-même établi par la loi spéciale du 7 juillet 1933.

Cela nous paraît tout à fait conforme à ses intentions. Il en aurait été autrement si ce même législateur avait, aux termes de cette loi, décidé que la tuberculose était désormais un vice rédhibitoire et que toutes les dispositions concernant les vices rédhibitoires de la loi de 1884 devaient s'appliquer à elle. Le législateur n'a pas fait cela. Il n'a pas renvoyé purement et simplement à la loi de 1884.

Il a peut-être agi d'une façon malhabile, et a entraîné

des confusions en ne traçant pas une ligne de démarcation précise entre les domaines respectifs de la loi de 1884 et de celle de 1933.

D'ailleurs, cette solution qui nous semble la plus juridique est confirmée par le bon sens.

La longueur des délais, en matière de vices rédhibitoires, est intimement liée au caractère des maladies dont il est question, et ce sont des considérations techniques qui les font varier.

Quelle est, en effet, l'explication juridique qui nous permettra de dire pourquoi, dans le sein même de la loi de 1884, le délai n'est pas le même qu'il s'agisse de l'amygdalite ou de la fluxion périodique ? Pourquoi l'un est-il de 9 jours et l'autre de 30 ? Cette différence ne peut être expliquée que par des considérations techniques tenant aux caractères des maladies envisagées.

Par conséquent, il semble impossible que le législateur qui en 1884 a déjà fait varier la longueur des délais qu'il fixait en considération de la maladie, ait entendu fixer un délai unique pour toutes les maladies qui seraient portées sur la liste des vices rédhibitoires par la suite, en l'espèce une cinquantaine d'années après la promulgation de la loi.

La loi de 1933 n'est pas claire en bien des points ; son interprétation juridique ne conduit pas sur ce point particulier et à notre sens, à des conséquences illogiques.

En résumé, nous pensons que la liste des vices rédhibitoires pour lesquels le délai de 9 jours est accordé à l'acheteur en vue de provoquer l'expertise a un caractère limitatif. Il n'est pas possible, en l'absence d'une disposition formelle de la loi, d'ajouter la tuberculose bovine à cette liste, pas plus que la fluxion périodique.

L'article 6, alinéa 1^{er}, en disposant que « le délai de garantie est de quinze jours francs à partir du jour de la livraison » englobe le délai dans lequel devra être provoquée l'expertise. Il n'apparaît pas que le législateur de 1933 ait entendu établir deux délais différents, en ce qui concerne la tuberculose bovine ; l'un pour la garantie, l'autre pour l'expertise préalable à l'action en réhabilitation.

Après avoir étudié le débat théorique, voyons les décisions de jurisprudence. Plusieurs d'entre elles ont déjà été étudiées.

1^o Décisions ayant admis un délai de 9 jours :

Tribunal civil d'Ussel, 25 mai 1937 (*D. H.*, 1937, 359).

Tribunal de Paix de Bourg-Saint-Maurice (Savoie), 15 octobre 1937 (Décisions des juges de paix, 1938, p. 206).

Tribunal de Paix de Châteaubriant (Loire-Inf.), 17 fév. 1938, *Gazette du Palais*, 1938-1-727).

Tribunal civil de Bordeaux, 27 février 1939 (*Gaz. Pal.*, 1939-1-530).

2^o Décisions ayant admis un délai de 15 jours :

Tribunal civil de Brest, 3 mars 1937 (*Moniteur des Huisiers*, 15 juin 1937, p. 294).

Tribunal civil d'Issoire, 24 avril 1937.

Tribunal de Paix de Clermont-Ferrand (canton S-et-O.), 22 mars 1939 (*Bulletin des décisions des juges de paix*, 1939, p. 388).

Tribunal civil de Clermont-Ferrand, 1^{er} mai 1939, confirmant le jugement du Tribunal de paix de Clermont-Ferrand sus-énoncé.

Tribunal de paix de Ligny-en-Barrois (Meuse), 7 juillet 1939 (Décisions des juges de paix, 1940, p. 82).

Reprenons ces décisions une à une.

Le Tribunal de Bourg-Saint-Maurice estime que le délai

pour provoquer la nomination des experts est de 9 jours et non de 15.

Voici ses attendus principaux :

« Attendu que la loi de 1933 a eu pour but d'ajouter la tuberculose des bovidés à la liste des vices rédhibitoires inscrite dans la loi de 1884 ; que la loi du 7 juillet 1933 dans son article 6 fixe le délai de garantie à 15 jours francs à partir du lendemain du jour de la livraison ; qu'aucune action n'est possible après expiration de ce délai et que, « s'il y a lieu, la procédure d'expertise sera suivie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1884 » ; qu'ainsi le délai pour provoquer l'expertise reste bien de 9 jours (Combinaisons des articles 5 et 7 de la loi du 2 août 1884). »

Dans le même sens, le jugement du Tribunal de Paix de Châteaubriant en date du 17 février 1938 déboute l'acheteur de sa demande avec les attendus suivants :

« Attendu que, pour l'application des formalités de délais en matière d'expertise au cas de tuberculose pulmonaire, c'est donc bien la loi du 2 août 1884 à laquelle l'article 6 *in fine* de la loi du 7 juillet 1933 se réfère expressément, qui doit être seule appliquée, et que le délai par elle édicté doit être observé à peine de nullité de la demande lorsque le demandeur a cru devoir recourir à l'expertise : que si le délai pour intenter l'action est de quinze jours en vertu des dispositions de la loi du 7 juillet 1933, celui pour provoquer l'expertise est de neuf jours, conformément aux dispositions de ces mêmes articles *in fine*. (Articles 5 et 7 combinés de la loi du 2 août 1884.) »

Le Tribunal civil de Bordeaux rend le 27 février 1939 un jugement sur appel d'un jugement du Tribunal de Paix de Blanquefort en date du 18 mai 1938. Il admet éga-

lement que le demandeur n'a que neuf jours pour provoquer l'expertise et non quinze :

« Attendu... qu'il est donc évident que le demandeur n'a pas observé le délai de neuf jours francs, prévu, à peine d'irrecevabilité, par l'article 5 de la loi du 2 août 1884, en matière de vente d'animaux domestiques.

« Attendu que si, aux termes de l'article 6 *bis* de la loi du 7 juillet 1933, l'expertise n'est pas obligatoire, le demandeur pouvant recourir à un autre mode de preuve, du moins a-t-on l'obligation, en cas d'expertise d'un bovidé atteint de tuberculose, d'agir dans le délai de neuf jours sus-indiqué... »

Envisageons maintenant les décisions qui estiment que le délai pour provoquer l'expertise doit être de 15 jours et non de neuf.

Le Tribunal civil de Brest a rendu le 3 mars 1937 une décision en ce sens, en statuant sur l'appel d'un jugement du Tribunal de Paix de Brest (3^e Canton) en date du 26 juin 1936.

Les attendus qui nous intéressent sont les suivants :

« Attendu que la seule obligation qui incombait à l'acheteur M... était d'actionner son vendeur dans la quinzaine de la livraison de la vache (article 6 de la loi du 7 juillet 1933); que de ce chef la vente ayant eu lieu au champ de foire de G... l'assignation au vendeur fut délivrée le 6 juin suivant, d'où régularité complète de la procédure engagée par M... ; que c'est donc à juste titre que le juge de paix du 3^e canton de Brest a déclaré l'action de M... introduite en temps utile et recevable en la forme ;

« Par ces motifs, confirme la décision dont est appel..., etc... »

Le Tribunal civil d'Issoire, dans son jugement du 24

avril 1937, condense sa position sur la question dans la formule suivante :

« Attendu d'ailleurs que la loi du 7 juillet 1933, ayant pour objet de compléter celle du 2 août 1884, ne déroge aux formalités de rigueur prescrites par celle-ci qu'en ce qui concerne l'exercice de l'action rédhibitoire, qu'elle fixe expressément à quinze jours au lieu de neuf jours, et laisse subsister la procédure d'expertise qui logiquement doit avoir lieu dans le même délai de quinze jours. »...

Nous trouvons également le jugement du Tribunal de Paix de Clermont-Ferrand (Canton S.-O.) en date du 22 mars 1939 (*Bulletin des Juges de Paix*, 1939, p. 388):

« Attendu que l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933 ne rend pas l'expertise obligatoire, qu'il indique seulement que, s'il y a lieu à expertise, elle devra être provoquée dans les délais fixés aux articles 5 et 7 de la loi du 2 août 1884... ;

« Attendu... que l'article 6, § 1^{er} de la loi du 7 juillet 1933, dispose que la demande en justice, à peine d'irrecevabilité, doit être formée dans le délai de quinzaine à compter du lendemain du jour de la livraison.

« Attendu que reconnaître à l'expertise un caractère obligatoire équivaldrait à supprimer le délai de quinzaine pour le ramener à 9 jours..., etc... »

Ce jugement a été confirmé par jugement du Tribunal civil de Clermont-Ferrand en date du 1^{er} mai 1939.

Le Tribunal de Paix de Ligny-en-Barrois (Meuse) décide lui aussi que le délai pour provoquer l'expertise est de 15 jours :

« Attendu... que L... C..., avant toute discussion sur le fond, soutient que la demande serait irrecevable en la forme, l'expertise à laquelle a cru devoir recourir H...

n'ayant pas été provoquée dans le délai de 9 jours francs, impartie obligatoirement par les articles 6 de la loi de 1933 et 7 de la loi de 1884, de la combinaison desquels il résulterait que, si le délai pour intenter, en cette matière, l'action rédhibitoire est porté à quinze jours, celui pour provoquer l'expertise reste de neuf jours ;

«... Attendu que la coïncidence des deux délais différents n'est nullement inscrite dans le texte de la loi de 1933, que le défendeur voudrait la déduire du dernier alinéa de l'article 6 de celle-ci ainsi conçu : « s'il y a lieu, « la procédure d'expertise sera suivie conformément aux « dispositions de la loi du 2 août 1884 » ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 7 de la loi de 1884, l'acheteur doit provoquer la nomination d'experts dans le délai de l'article 5, que cet article 5 ne fixe uniquement les délais qui sont à proprement des délais de garantie que pour intenter l'action rédhibitoire ; qu'il résulte donc incontestablement du rapprochement de ces deux textes que les délais pour provoquer la nomination des experts sont les mêmes que ceux pour introduire l'action rédhibitoire... ;

« Attendu que ce délai commun résulte nécessairement de l'économie même de cette loi d'exception faite en faveur des éleveurs et paysans... ; qu'en effet, la présentation d'une requête aux fins de désignation d'experts, constitue le premier acte de procédure..., le second concomitant, étant la citation faite au vendeur d'assister à l'expertise... ; que ces deux actes manifestent suffisamment par leur réunion la volonté de l'acheteur d'exercer, dans les délais strictement limités par la loi, l'action en garantie qui lui est accordée, comme tout acheteur en général, par les articles 1641 et suivants du Code civil ;

«... Attendu que si le législateur avait voulu introduire

une dérogation spéciale à la règle commune, et édicter pour la présentation, le cas échéant, de la requête aux fins de nomination d'experts un délai différent de celui fixé pour l'introduction de l'acte (mesure dont on ne verrait d'ailleurs pas l'utilité), il l'aurait expressément indiqué dans le texte de la loi ;

« Attendu qu'au cours des débats parlementaires, cette question n'a jamais été discutée... »

Il faut citer enfin l'arrêt de la Chambre civile du 23 avril 1941 (*G. P.* 1941-2-262) cité plus haut, qui doit faire jurisprudence. Il est en faveur d'un délai de 15 jours.

Telle est la jurisprudence concernant le délai dans lequel le demandeur doit provoquer la nomination d'experts avant d'intenter l'action en réhabilitation.

CHAPITRE IV

Doit-on admettre la possibilité de faire annuler la vente d'un bovin atteint d'une forme légalement contagieuse de tuberculose ?

L'étude de ce point extrêmement controversé de la loi du 7 juillet 1933 et qui a donné lieu, en doctrine, à des opinions diamétralement opposées, nous semble illustrer cette idée que, dans l'interprétation d'un texte, si spécial et technique soit-il, on peut généralement ramener les explications aux grands principes du droit, et qu'il ne faut jamais faire l'étude d'un texte quelconque de droit, et spécialement d'une loi ressortissant au droit civil, en se cantonnant dans le commentaire des articles eux-mêmes de la loi et dans la lecture des travaux préparatoires. Il faut toujours replacer la loi dans son cadre, le cadre de la législation sur les vices rédhibitoires, en ce qui concerne la loi du 7 juillet 1933, et le cadre plus général formé par les grandes règles du Droit civil, les règles de la compétence, par exemple, en ce qui concerne le point étudié en premier lieu et plus généralement les grandes règles du Droit.

Le Droit n'est formé qu'extérieurement d'une série de dispositions obligatoires et dont chacune formerait un tout autonome ayant son sens plein et indépendant. Adopter cette position serait se condamner à ne pouvoir four-

nir une interprétation correcte d'un texte de droit, aussi spécial, aussi technique soit-il.

Au contraire, dans l'interprétation d'une disposition, il ne faut jamais perdre de vue, à notre avis, que celle-ci n'a un sens que par rapport à la loi dont elle n'est qu'un élément et que cette loi se replace elle-même dans le cadre d'une législation générale. Le Droit, dans cette conception, serait une communauté de règles émanant de sources diverses et qui joueraient l'une par rapport à l'autre un rôle précis, chacune ayant, si l'on peut s'exprimer ainsi, une fonction à assurer dans l'ensemble de l'organisme social.

Par conséquent, les différentes lois ne peuvent être comprises que dans leurs rapports, et non par une étude intrinsèque, comme le fonctionnement de chaque organe ne peut s'expliquer qu'en fonction de l'étude de l'organisme. En effet, les lois, et cela est d'autant plus vrai en droit civil, où la réglementation n'a pas encore totalement effacé le recours aux principes, sont liées les unes aux autres, ne peuvent s'expliquer que les unes par rapport aux autres car elles se font constamment entre elles des références, soit expresses, soit tacites ou renvoient même constamment à des principes non codifiés.

Ainsi, c'est en nous inspirant des considérations exposées ci-dessus que nous tenterons d'apporter une solution aux controverses soulevées par la question que nous allons étudier. Ces controverses qui mettent aux prises aussi bien les représentants du monde de la jurisprudence vétérinaire que ceux de la science juridique sont d'autant plus âpres que la jurisprudence sur la question est très peu fournie. Deux décisions de Tribunaux de Paix et une décision de Cour d'appel en forment l'essentiel. Autant dire que les

diverses opinions peuvent se faire jour et s'opposer sans contrôle puisque aucune décision de la Cour suprême n'est encore venue tempérer l'acuité du conflit.

Position du problème.

Avant qu'une législation spéciale ne vienne la réglementer, la vente des bovins tuberculeux était soumise au droit commun, c'est-à-dire aux prescriptions des articles 1641 à 1649 du Code civil.

Puis intervint la loi du 7 juillet 1933 qui, dans le but de donner des facilités à l'acheteur d'un bovin tuberculeux, soumet la tuberculose bovine à la procédure simplifiée de la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires, en inscrivant la tuberculose sur la liste des vices rédhibitoires dressée par l'article 2 de ladite loi.

Mais une difficulté surgit. La tuberculose, avant la loi de 1933, était une maladie réputée contagieuse et qui tombait sous le coup de l'application de la loi du 21 juin 1898 sur le Code rural (livre III, section II), loi de police administrative et d'ordre public qui a pour but de prévoir des mesures sanitaires destinées à dépister et juguler les maladies contagieuses, à circonscrire les foyers et à empêcher leur diffusion. Cette loi prévoit notamment dans ses articles 31, 32 et 33 des mesures de coercition sévères : abatage des animaux malades, recensement et marque, puis isolement, séquestration et déclaration des autres.

Le législateur de 1933, pensant faire une prophylaxie plus habile et plus efficace, en substituant un régime de collaboration entre l'Etat et les propriétaires de bovins tuberculeux, au régime de contrainte imposé par la loi du 21 juin 1898, supprima les mesures de coercition et régle-

menta, sur d'autres bases et dans la loi nouvelle, les mesures de prophylaxie.

Cependant, il n'était pas possible d'abroger les dispositions de la loi de 1898 dans tous les cas, car certaines formes de tuberculose dites ouvertes sont particulièrement contagieuses et dangereuses. L'inscription de ces formes de tuberculose sur la liste des vices rédhibitoires n'était pas suffisante, car un régime de trop grande liberté, en ce qui les concerne, n'était pas compatible avec l'ordre public. C'est pourquoi les mesures de police sanitaire sont maintenues à leur égard.

A cet effet, le décret du 24 janvier 1934 fixant les conditions de la déclaration des bovidés tuberculeux et pris en application de la loi du 7 juillet 1933 dispose dans son article 1^{er} :

« Est réputée maladie contagieuse et donne lieu à déclaration et à l'application des mesures de police sanitaire la tuberculose des bovidés dans les formes ci-après :

« Tuberculose avancée du poumon ;

« Tuberculose de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus. »

Ainsi, comme nous l'avons exposé dans notre introduction, la situation est totalement changée en matière de tuberculose bovine, depuis 1933.

Avant cette date, toutes les formes de tuberculose donnaient lieu aux mesures sanitaires rigoureuses prévues par la loi du 21 juin 1898 : déclaration, abatage, séquestration et mise à la boucherie.

Aujourd'hui, au contraire, d'une part la tuberculose bovine devient un vice rédhibitoire, avec toutes les conséquences pratiques que cela entraîne ; d'autre part, seules les quatre formes énumérées par le décret de 1934, aux-

quelles il faut évidemment ajouter le cas de tuberculose généralisée, sont réputées légalement contagieuses, restant sous l'application de la loi de police sanitaire du 21 juin 1898, qui met en branle tout un appareil de police et de déclaration.

Dès lors, la question qui se pose est la suivante :

La loi du 7 juillet 1933 ne stipule rien au sujet de ces quatre cas précis de tuberculose. Que faut-il en conclure ?

Sont-ce les dispositions de la loi de 1933 ou celles de la législation antérieure qui vont s'appliquer à ces quatre formes ? Donneront-elles lieu à ouverture d'une action en réhabilitation ou en nullité ? ou bien le demandeur aura-t-il une option entre ces deux actions ? Dira-t-on que la vente d'un bovin atteint d'une forme de tuberculose réputée légalement contagieuse est nulle, l'objet étant illícite ?

La solution donnée à cette question ne présente pas seulement un intérêt théorique. Les conséquences pratiques en sont importantes : si l'on admettait le système de l'option, par exemple, on serait conduit à dire que si l'acheteur ne pouvait plus intenter l'action en réhabilitation, ayant laissé écouler le délai de 15 jours, il lui resterait encore la possibilité d'intenter une action en nullité fondée sur la loi de 1898. Le délai serait de 45 jours en ce cas, ou même plus encore.

Reprenant le plan déjà suivi, nous étudierons les travaux préparatoires de la loi, l'opinion de la doctrine et enfin celle de la jurisprudence. Après quoi, nous concluons.

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

M. Léon Bérard, au cours de son intervention devant la Haute Assemblée, en date du 30 juin 1933, intervention que nous avons déjà étudiée en traitant de la question de l'expertise préalable à l'action en rédhhibition, a été amené à exprimer son opinion sur la question que nous envisageons (*J. O.*, Débats parlementaires, Sénat, 5 juillet 1933, p. 1615), rapportée dans la *Revue de Médecine vétérinaire de Lyon et de Toulouse*, avril 1938, p. 216.

« Avec les articles 4 et suivants, nous arrivons à la partie proprement juridique du projet de loi, qui en est pratiquement de beaucoup la partie la plus importante pour un très grand nombre d'éleveurs...

« Il n'est pas douteux que le projet élaboré par elles (la Commission de l'Agriculture et celle de Législation) avec les amendements qu'elles ont bien voulu y insérer, nous apporte des avantages appréciables en comparaison de la législation en vigueur.

« Actuellement l'action à laquelle peut donner lieu la vente d'un animal atteint de tuberculose est une action en nullité de vente : l'animal est considéré comme chose hors commerce. Le délai de garantie, c'est-à-dire le délai pendant lequel l'acheteur peut assigner le vendeur en nullité de la vente est de trente jours à compter de celui de la livraison. L'action est portée devant le Tribunal civil de l'arrondissement.

« Avec l'article 4, au contraire, la tuberculose bovine serait désormais inscrite parmi les vices rédhibitoires objet et matière de la loi du 2 août 1884.

« Lorsque je dis qu'il s'agissait de nullité et que main-

tenant il s'agira de réhabilitation, ce n'est pas là une pure question de mots : en réalité c'est l'innovation la plus heureuse du projet. Le fondement de la législation touchant à la tuberculose bovine est modifié de fond en comble par les textes que vous apportent nos deux Commissions.

« Je vais vous indiquer très simplement les principales conséquences pratiques de cette innovation... »

Ainsi, dans cet exposé, M. Bérard insiste surtout sur la différence qui sépare la loi de 1933 de la législation sur la tuberculose telle qu'elle découle de la loi du 21 juin 1898.

Auparavant, c'était l'action en nullité de la vente qui s'ouvrait pour l'acheteur, la chose étant considérée comme hors de commerce, tandis que maintenant c'est l'action en réhabilitation.

Mais remarquons que M. Bérard ne précise pas si la nouvelle réglementation s'appliquera également dans le cas de tuberculose réputée légalement contagieuse. Il est vrai qu'au moment où il faisait son exposé, le décret du 24 janvier 1934 concernant les cas de tuberculose légalement contagieux (tuberculose du poumon, de l'intestin, de la mamelle et de l'utérus) n'avait pas encore été pris.

On peut conclure de cet exposé que l'action en réhabilitation est substituée dans tous les cas à l'ancienne action en nullité, l'animal tuberculeux étant à ce moment-là considéré comme chose hors de commerce, — et l'on invoquera à l'appui de cette opinion que M. Bérard ne fait aucune distinction entre les différents cas de tuberculose. On dira alors que l'action en réhabilitation s'applique même au cas où la tuberculose est réputée légalement contagieuse.

On peut, au contraire, soutenir que M. Bérard n'a voulu donner dans son intervention que la solution de principe,

celle qui est la plus importante et joue dans la majorité des cas : l'action en rédhibition est désormais substituée à l'action en nullité ; il n'a pas parlé des cas de tuberculose réputée légalement contagieuse parce que ces cas ne sont qu'une exception, et d'ailleurs le décret qui les a énumérés n'a été pris que par la suite. On pourrait prétendre alors que M. Bérard, dans son discours du 30 juin 1933, n'a pas entendu traiter la question spéciale des cas de tuberculose réputés légalement contagieux, qu'il a seulement voulu mettre l'accent sur l'essentiel de la nouvelle loi. Dans ce cas, on peut admettre que l'action en nullité subsiste seule pour les cas de tuberculose énumérés par le décret du 24 janvier 1934.

On pourrait enfin soutenir une dernière opinion en disant que, dans tous les cas, sans distinction, la loi de 1933 donne à l'acheteur une action en rédhibition, mais qu'en ce qui concerne le cas de tuberculose réputée légalement contagieuse, l'acheteur aurait de plus la possibilité d'intenter une action en nullité basée sur le droit commun du fait que l'animal vendu doit être, comme par le passé, considéré comme hors de commerce. M. Bérard ne traiterait que de la question nouvelle, intéressante, de l'action en rédhibition pour délaissér celle de l'action en nullité de droit commun déjà connue.

Quoi qu'il en soit, le sens du discours de M. Bérard n'est pas très certain et peut donner lieu à controverses. Il n'appuie formellement aucune des thèses en présence. Il est probable que l'auteur ait entendu dire que dans tous les cas de tuberculose, la loi nouvelle substitue l'action en rédhibition à l'action en nullité. C'est le sens que nous donnons à cette expression :

« Lorsque je dis qu'il s'agissait de nullité et que main-

tenant il s'agira de réhabilitation, ce n'est pas là une pure question de mots.... Le fondement de la législation touchant à la tuberculose bovine est modifié de fond en comble.... »

La déclaration faite par M. Beaumont, rapporteur de la Commission d'Agriculture devant le Sénat le 5 mars 1929, est beaucoup plus nette que celle de M. Bérard (*J. O.*, Sénat, n° 133, 1929, annexe au procès-verbal de la séance du 5 mars 1929, p. 47) :

« L'article 6 du texte soumis à vos délibérations bouleverse complètement la procédure actuellement en vigueur pour les ventes de bovins tuberculeux.... Il importe de mettre à la disposition des acheteurs une réglementation leur permettant de restituer tout animal tuberculeux, et cela sans mise en train d'une procédure compliquée, incertaine et coûteuse.

« Il n'existe pas de procédure plus simple, plus économique et plus expéditive que celle prévue par la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires.... Aussi l'adjonction de la tuberculose bovine dans la liste des vices rédhibitoires ne semble pas être susceptible de soulever d'objection.... Il va de soi que *toutes les formes de tuberculose sont justiciables des dispositions dont nous vous proposons l'adoption*. Que la maladie soit reconnue par la constatation de signes cliniques ou par la réaction à la tuberculine, ou par tout autre procédé approuvé, la réhabilitation sera de droit lorsque l'acheteur se sera mis en règle dans le délai prévu par la loi. »

Le 18 juin 1929, M. Beaumont expose à nouveau devant le Sénat :

« La résiliation fera l'objet d'une nouvelle procédure. Au lieu d'un recours à la résiliation par le moyen de la

loi du 23 février 1905 applicable aux animaux atteints de maladie contagieuse, les vendeurs d'animaux atteints de tuberculose, *sous quelque forme que ce soit*, seront justiciables de la loi sur les vices rédhibitoires... En appliquant la loi du 2 août 1884 à la tuberculose, nous croyons faire une bonne chose, parce que la procédure prévue par cette loi est la plus simple, la plus expéditive, la plus économique.... »

Encore plus nette, si cela est possible, est la déclaration faite le même jour par le rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle, M. le Sénateur Leblanc :

« Sous le régime de la loi de 1905 existait l'action en nullité de vente. Le projet de loi réforme sur ce point l'ancien texte : *il n'y aura plus d'action en nullité... il n'y aura plus qu'une action rédhibitoire et une action en réduction de prix.* »

Il se dégage de l'exposé de M. Beaumont que l'action en réhabilitation introduite par la loi de 1933 est valable quelle que soit la forme de tuberculose envisagée, que ce soit un cas simple ou un cas de tuberculose réputée légalement contagieuse aux termes du décret du 24 janvier 1934. Comme l'expose l'orateur, la loi a voulu, dans tous les cas, substituer la procédure simple, expéditive et économique de la loi du 2 août 1884 à celle beaucoup plus compliquée de l'action en nullité qui était la procédure existante sous l'empire de la loi du 23 février 1905.

Mais une question n'est pas résolue : faut-il en conclure pour cela que le législateur de 1933 a supprimé l'action en nullité en cas de vente d'animal atteint d'une forme de tuberculose légalement contagieuse, action de droit commun basée sur le caractère illicite de l'objet de cette vente ?

Rien n'est moins certain, même d'après l'opinion de M. Beaumont qui ne nous donne aucune précision à cet égard.

Au contraire, M. Leblanc est parfaitement affirmatif et nous dit que, tandis que sous le régime de la loi de 1905 il existait une action en nullité de la vente, désormais : « il n'y aura plus d'action en nullité.... il n'y aura plus qu'une action réhibitoire et une action en réduction du prix. »

M. Leblanc est donc formel. Pour lui, l'action en nullité de la loi du 23 février 1905 est complètement supprimée. Cela ne concerne pas, d'ailleurs, une action en nullité qui se fonderait sur un autre texte.

Mais M. Linon, dans sa thèse de Doctorat de droit déjà citée, interprète une déclaration de M. le Sénateur Beaumont en date du 18 juin 1929, comme signifiant, au contraire, que l'action en nullité doit être maintenue dans le cas d'une vente portant sur des bovins atteints d'une forme légalement contagieuse de tuberculose.

Dans cette déclaration, M. Beaumont expose que la liberté est laissée au propriétaire pour tous les cas de tuberculose les moins dangereux, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas réputés contagieux par la loi. Mais il ajoute qu'en ce qui concerne les animaux atteints d'une forme de tuberculose réputée légalement contagieuse, pour eux « les rigueurs de la loi actuelle sont maintenues ». Il montre en effet qu'il est impossible de laisser sortir ou circuler librement des animaux qui répandraient la bacille partout où ils passeraient et porteraient la contagion sur tous les marchés et dans toutes les étables. Et il ajoute *que ces animaux subiront « toutes les obligations déjà indiquées dans la loi actuelle ».*

Cette phrase signifie, pour M. Linon, que l'action en nullité sanctionnant la vente d'un objet illicite sera maintenue lorsque le bovin qui fait l'objet de la transaction sera atteint d'une forme réputée légalement contagieuse de tuberculose.

En résumé, le discours de M. Léon Bérard laisse supposer que dans la législation nouvelle de la loi de 1933, l'action en nullité disparaît dans tous les cas, même dans le cas de tuberculose réputée légalement contagieuse.

Celui de M. Beaumont montre nettement que ladite action en réhabilitation est une action générale qui s'ouvre dans tous les cas de tuberculose sans exception, mais le rapporteur de la Commission de l'Agriculture et du Sénat ne nous dit pas si et pourquoi l'action en nullité de droit commun pour vente d'un objet illicite est supprimée.

M. Leblanc, au contraire, soutient que l'acheteur d'un bovin ne peut plus engager en aucun cas l'action en nullité, en présence des termes de la loi de 1933.

Seul, M. Linon croit pouvoir appuyer son opinion, savoir celle que la loi nouvelle n'a pas supprimé l'action en nullité de la loi de 1898 au cas de tuberculose réputée légalement contagieuse, sur une déclaration un peu équivoque de M. le Sénateur Beaumont.

LA DOCTRINE

Nous allons, suivant l'ordre adopté pour l'étude des autres points litigieux, étudier d'abord l'opinion de MM. les Vétérinaires et Professeurs de Jurisprudence vétérinaire ; après quoi, nous passerons en revue celle des juristes.

M. le Professeur Robin a longuement étudié la question dans un article intitulé : « Sur la procédure en matière de tuberculose bovine » paru dans le *Recueil de Médecine vétérinaire de l'Ecole d'Alfort* (juin 1938).

Il commence par poser nettement le problème :

« On sait que la police sanitaire applique à la tuberculose des mesures différentes suivant la forme de la maladie. Aux termes du premier décret du 24 janvier 1934, pris en application des articles 2 et 18 de la loi du 7 juillet 1933, les prescriptions des articles 31, 32 et 33 de la loi du 21 juin 1898 sont réservées aux formes réputées contagieuses : tuberculose avancée du poumon, tuberculose de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus, alors que les autres modalités anatomo-cliniques échappent aux rigueurs de l'action sanitaire.

Cette distinction s'étend-elle à la Jurisprudence ? Autrement dit, l'acheteur d'un bovin tuberculeux doit-il, avant de se mettre en règle, s'assurer que la maladie est ou non réputée contagieuse ? Est-il obligé d'utiliser, suivant les circonstances, la procédure spéciale aux vices rédhibitoires, comme il est dit aux articles 4, 5 et 6 de la loi du 7 juillet 1933, ou la procédure de droit commun applicable aux maladies contagieuses ?

M. Robin cite d'abord une décision du Tribunal de Paix de Giromagny en date du 6 janvier 1936 (*Journal des Juges de Paix*, mai 1936, p. 196), que nous retrouverons plus loin, qui décide que la tuberculose donne ouverture à deux actions bien distinctes, qui ne peuvent être substituées l'une à l'autre : 1^o une action en nullité de la vente si la tuberculose revêt une forme rentrant dans la catégorie des maladies contagieuses ; 2^o une action en rédhibi-

tion si la tuberculose revêt une forme rentrant dans la catégorie des maladies non contagieuses.

Puis il critique ce jugement.

Il montre l'intérêt que l'on a à exercer un choix judicieux entre l'action rédhibitoire et l'action en nullité car, si l'on exerce à tort l'action rédhibitoire, celle-ci devra être déclarée irrecevable, et il sera trop tard ensuite pour exercer l'action en nullité.

Après avoir reconnu que dans les espèces douteuses, il serait commode de pouvoir exercer simultanément les deux actions car il est très difficile et parfois impossible de préciser sur l'animal vivant si la tuberculose observée est ou non légalement contagieuse, il affirme que la simple lecture de la loi de 1933 suffit à établir que la tuberculose bovine est toujours un vice rédhibitoire.

M. Robin fonde son opinion sur le texte de la loi et sur l'étude des travaux préparatoires.

a) *L'étude du texte de la loi.*

L'idée générale de M. Robin, c'est qu'à aucun moment le législateur n'a fait de distinctions dans la loi de 1933 entre les différentes formes de tuberculose. Celui-ci a donc entendu instituer un régime unique.

Ainsi, expose notre auteur, les dispositions de l'article 4 qui stipulent : « La tuberculose des bovidés est ajoutée à la liste des vices rédhibitoires... Pourront donner lieu à la rédhibition : 1^o les animaux reconnus cliniquement atteints ; 2^o ceux qui auront réagi à l'épreuve de la tuberculine... », n'admettent aucune restriction et prouvent que toutes les formes de la tuberculose sans distinction de localisation ou d'importance sont rédhibitoires.

De même l'article 5 n'établit aucune différence parmi les animaux vendus pour la boucherie et reconnus tuberculeux après abatage.

De même l'article 6 qui règle les questions de délai et de compétence ne fait aucune différence entre les tuberculeuses contagieuses et les autres.

Enfin, l'article 18 de la loi de 1933 stipulant que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 relatives à la tuberculose bovine sont abrogées, doit être interprété en ce sens que, désormais, si la vente a lieu, elle n'est plus nulle de droit.

Mais M. Robin prévoit une objection de ses adversaires, qui soutiennent que l'article 41, § 1, de la loi du 21 juin 1898 stipulant : « L'exposition, la vente et la mise en vente des animaux atteints de maladies contagieuses sont interdites », n'étant pas abrogé par la loi de 1933, reste applicable aux formes légalement contagieuses de tuberculose. En conséquence, la vente d'animaux atteints de cette forme de tuberculose est nulle car ces animaux doivent être considérés comme mis hors de commerce.

A cette objection, M. le P^r Robin répond que sur ce point la jurisprudence, même celle de la Cour de Cassation, est des plus contradictoires (arrêts des 17 juin 1847 et 12 mai 1855 contra arrêt du 6 juillet 1895). Certaines décisions ont exigé pour annuler la vente que l'acheteur prouve la mauvaise foi du vendeur ; d'autres ont annulé même dans les cas où le vendeur était de bonne foi ; des décisions ont rejeté les demandes d'annulation quand le délai de vente n'avait pas fait l'objet d'une condamnation correctionnelle tandis que d'autres décisions annulaient la vente même si cette condition n'était pas réalisée.

D'ailleurs, on a eu l'exemple, à ce moment, de cer-

taines maladies contagieuses (morve, farcin, clavelée) qui étaient en même temps des vices rédhibitoires. Comme on l'a dit : « L'action en nullité et l'action en garantie pour vice rédhibitoire qui, en apparence, constituaient pour l'acheteur deux actions au lieu d'une le laissaient en réalité le plus souvent désarmé et étaient, en outre, une source de difficultés. »

M. Robin continue :

« C'est justement pour supprimer les incertitudes de la jurisprudence qu'ont été promulguées la loi du 31 juillet 1895, puis celle du 23 février 1905. On nous fera difficilement croire qu'en abrogeant les dispositions de cette dernière relative à la tuberculose, le législateur a voulu revenir, pour les formes contagieuses de la maladie, aux complications et aux contradictions issues de l'imprécision de la doctrine concernant l'application de l'article 41, § 1 de la loi du 21 juin 1898 aux ventes faites de bonne foi. »

Il nous montre que même les auteurs qui sont d'accord sur l'existence d'une action en nullité au cas de vente d'un bovin atteint d'une des formes de tuberculose réputée contagieuse, n'arrivent plus à s'entendre quand il s'agit de fixer le délai dans lequel l'action doit être introduite. Certains fixent ce délai à 15 jours, d'autres à 30 jours, d'autres encore à 45 jours tandis que M. Linon pense que l'action en nullité peut être intentée pendant 30 ans.

Il ajoute que « cette conception d'une nullité d'ordre public se concilie difficilement avec certaines dispositions de la loi de 1933, notamment la possibilité de vendre pour la boucherie les bovins tuberculeux, même contagieux (Art. 3 du premier décret du 24 janvier 1934) et surtout avec le droit formellement reconnu aux parties par les articles 4, § 4 de la loi, de déroger par des conventions

particulières aux dispositions légales, et de stipuler que le vendeur sera exonéré de toute garantie.

b) *L'étude des travaux parlementaires.*

M. le P^r Robin reprend les termes des rapports faits par M. Beaumont, rapporteur de la Commission de l'Agriculture du Sénat les 5 mars et 18 juin 1929, ainsi que ceux de la déclaration de M. Leblanc, rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle, et il examine également les explications de M. Léon Bérard, sénateur, données dans la séance du 4 juillet 1933.

La conclusion de son examen, c'est qu'il est aisé de se convaincre « que le législateur, soucieux de simplifier les litiges nés à l'occasion du commerce des animaux tuberculeux, n'a jamais pensé à mettre deux moyens de procédure à la disposition des acheteurs en instance de résiliation. »

Ainsi pour M. le P^r Robin, « les développements théoriques qui tendent à considérer les bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse comme des choses hors commerce, et à en déduire que leur vente est nulle de droit, perdent tout leur intérêt devant cette constatation que le législateur a formellement exprimé sa volonté de déroger au droit commun.

Désireux de réduire à leur plus simple expression les formalités de rescision en matière de tuberculose, il a nettement indiqué, dans les travaux préparatoires et dans le texte même de la loi, que toutes les formes de la maladie seraient rédhibitoires, et que la procédure de la loi du 2 août 1884 leur serait invariablement applicable. »

M. le P^r Verge, dans une consultation écrite donnée

dans le *Bulletin du Syndicat National des Vétérinaires* (mars 1935, p. 207) est d'avis, comme le P^r Robin, et pour les mêmes raisons, que lorsqu'il s'agit de la vente d'un bovidé atteint d'un cas de tuberculose réputé légalement contagieux, cette vente n'est pas entachée de nullité ; elle ne peut donner lieu qu'à ouverture d'une action en rédhhibition conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 7 juillet 1933, cette disposition visant tous les cas de tuberculose sans distinction.

M. le P^r Darraspen est exactement du même avis.

En effet, l'action en nullité basée sur la mise hors de commerce d'un bovin atteint d'une forme réputée légalement contagieuse de tuberculose, ne peut être intentée du fait que l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 est, en ce qui concerne la tuberculose des bovidés, abrogé par la loi du 7 juillet 1933 dans son article 18.

« Sous l'empire de la loi du 23 février 1905 qui frappait de nullité toutes les ventes faites contrairement aux dispositions de la loi du 21 juin 1898, les bovins atteints de tuberculose étaient des choses hors du commerce, dont la vente était inexistante en droit.

« Cette loi ayant un caractère d'ordre public, un pacte spécial ne pouvait la modifier puisque l'on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public.

« La loi du 7 juillet 1933 abroge ces dispositions de la loi de 1905 et soumet la vente des bovins tuberculeux à toutes les prescriptions de la loi du 2 août 1884 qu'elle ne modifie pas. »

Très typique est le changement d'attitude adopté par le Lieutenant-Colonel Chicon qui a étudié spécialement la question, notamment dans plusieurs articles : « La pro-

phylaxie de la tuberculose » (*Recueil de Médecine vétérinaire de l'Ecole d'Alfort*, p. 211) : « Lorsqu'un animal reconnu atteint d'une maladie contagieuse a fait l'objet d'une vente sous condition suspensive, le délai pour intenter l'action court-il du jour de la réalisation de la condition ? » (*Rec. M. V.*, janvier 1938, p. 40) ; « L'action civile dans le cas de vente d'animaux atteints de maladies réputées contagieuses » (*R. M. V.*, février 1938, p. 106) ; « A propos de la vente des bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse » (*R. M. V.*, octobre 1939, p. 623).

Dans ses premiers articles il défend une opinion voisine de toutes celles que nous venons d'étudier, puis à partir de 1939, il admet l'opinion diamétralement opposée, vraisemblablement sous l'influence de l'argumentation juridique apportée par son confrère M. Linon, argumentation que nous exposerons plus loin.

Donc, dans une première étape de sa pensée, M. Chicon, en invoquant des raisons voisines de celles que nous venons d'étudier en commentant l'opinion du P^r Robin, par exemple, arrive à cette conclusion suivante : Dans la législation nouvelle, la tuberculose est devenue, quelle que soit sa forme, un simple vice rédhibitoire (Art. 4 de la loi de 1933) ; en conséquence, la réglementation générale des vices rédhibitoires lui est applicable ; en tant que maladie contagieuse, elle n'est plus l'objet que de mesures administratives ou pénales, mais elle n'a plus un régime spécial. Le principe de l'interdiction de la vente, de l'exposition ou de la mise en vente n'a pas été abrogé par la loi nouvelle, mais la nullité de droit, elle, est supprimée.

Mais, quelques années plus tard, M. Chicon soutenait un point de vue contraire.

Il commence par la critique de la thèse de M. le Pr Robin, analysée plus haut, d'après laquelle le législateur n'a pas voulu mettre à la disposition des acheteurs deux moyens de procédure. M. Chicon pense que le texte de la loi n'est pas probant et que la discussion parlementaire ne nous éclaire guère plus.

En effet, comme l'a dit Giny (*Méthode d'interprétation et sources de droit positif*) :

« Les travaux préparatoires d'une loi ne peuvent être accueillis comme illustration autorisée de son texte et pour son interprétation intrinsèque qu'autant que les idées qu'on y puise ont été exprimées sans contradiction notable, dans les conditions permettant de les attribuer à la volonté le plus souvent collective qui crée la loi et pourvu que le texte de celle-ci ne répugne pas à ce complément d'explication. »

M. Chicon expose dans ce même article que la seule solution juridique est celle exposée par M. Linon : La vente d'un bovin atteint de tuberculose légalement contagieuse doit être considérée comme nulle.

Il se demande quelle est la nature de cette nullité, si elle est d'ordre public ou simplement relative.

La première opinion est celle de Planiol et Ripert (Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, t. 10 ; *La vente*, par Hamel, n° 375) :

« Les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses sont soumises à un régime tout différent de celui qu'appliquent aux vices rédhibitoires le Code civil ou la loi de 1884. Leur nullité n'est inspirée ni par le désir de faire tomber un contrat dans lequel le consentement de l'une des parties a été surpris, ni par une pensée d'équité en faveur de l'acheteur, si la loi considère ces ventes

comme nulles, c'est parce qu'elles portent sur un objet hors du commerce...

« La nullité inspirée par une pensée de salubrité publique est liée à l'ordre public ; aucune convention ne pourrait la supprimer ni en modifier le domaine. »

La seconde opinion a été soutenue par Baudry, Lacantinerie et Saignat.

Pour eux, la nullité de la vente n'est que relative et peut, en conséquence, être couverte par la renonciation expresse ou tacite de l'acheteur après la découverte de l'affection.

Mais la Chambre civile, dans un arrêt du 29 octobre 1924, a fait bonne justice de cette dernière opinion et a estimé que les dispositions de l'article 41 avaient un caractère d'ordre public qui interdit d'y déroger par des conventions particulières. (Voir également Cass. Civ. 28 janvier 1931, *D. H.*, 1931, 162.)

Pour Chicon, un bovin tuberculeux légalement contagieux est donc chose hors commerce. L'acheteur a une option. Il peut exercer soit l'action en nullité, soit l'action rédhibitoire. Et la nullité dont il s'agit ici est une nullité absolue.

Un des intérêts qu'il peut y avoir à admettre l'existence de cette action en nullité, c'est que cette action pourra toujours être exercée, même si l'acheteur a libéré conventionnellement son vendeur de la garantie conformément à l'article 4, dernier alinéa de la loi de 1933. En effet, la vente d'une chose hors de commerce ne peut faire l'objet d'aucune convention valable.

En résumé, pour le Lieutenant-Colonel Chicon, la vente des bovidés atteints de tuberculose légalement contagieuse est entachée de nullité absolue nonobstant toute clause

contraire. Et l'acquéreur a, pour intenter l'action, un délai de 15 jours francs à partir du lendemain du jour de la livraison.

M. Charton, chargé des cours de Jurisprudence à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort, est du même avis mais opine pour un délai de 45 jours, délai qui s'applique indistinctement à toutes les maladies contagieuses.

Nous allons étudier maintenant les différentes opinions émises par les juristes sur la question, et cela en suivant l'ordre chronologique de leurs ouvrages.

Comme M. le Professeur Robin, M. Montariol, dans sa thèse de Doctorat en Droit déjà citée, pense que la vente d'un bovin atteint d'une forme réputée contagieuse de tuberculose n'est pas nulle étant donné la législation actuelle.

Il admet que sous l'empire des lois de 1898 et de 1905 certaines maladies telles que la morve, le farcin et la clavelée étaient considérées à la fois comme vices rédhibitoires et comme maladies contagieuses. L'acheteur pouvait donc intenter à son gré l'action en nullité ou l'action en garantie. Mais il ajoute :

« Dans le cas de tuberculose, la question ne peut se poser puisque cette maladie ne constitue légalement une maladie contagieuse qu'au point de vue de la police sanitaire : En ce qui concerne la vente, c'est un vice rédhibitoire. » Rien n'empêche d'ailleurs une maladie contagieuse, au point de vue scientifique, d'être considérée comme un vice rédhibitoire au point de vue juridique devant régir les rapports de droit privé entre acheteur et vendeur. »

Dans un autre passage, il dit :

« Il ne semble pas que l'ancienne législation doive revivre... et qu'on doive, par conséquent, considérer la vente

comme nulle de droit. En effet, l'article 2 de la loi du 7 juillet 1933 renvoie expressément à l'article 18 de la même loi qui déclare « abrogées les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 relatives à la tuberculose des bovidés ».

M. Linon est d'un avis tout à fait différent de celui de M. Montariol sur la question. Il expose ses idées dans sa thèse de Doctorat de Droit déjà citée et dans plusieurs articles postérieurs parus dans le *Recueil de Médecine vétérinaire* et la *Revue de Médecine vétérinaire*.

L'idée générale de sa thèse, c'est que l'article 41 de la loi du 21 juin 1898, alinéa 1^{er}, énonçant que : « L'exposition, la vente ou la mise en vente d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites » n'étant pas abrogé, il faut en conclure que la vente d'un bovin atteint d'un cas de tuberculose réputé contagieux est nulle d'une nullité absolue. D'ailleurs ce texte n'était pas indispensable car l'application des principes généraux du droit aboutit au même résultat.

Nous allons étudier son raisonnement avec plus de détails.

M. Linon cite d'abord, dans sa thèse, les paroles prononcées par le Ministre de l'Agriculture au Sénat le 18 juin 1939 au sujet de la loi de 1933 :

« La loi actuellement en vigueur est une loi de contrainte ; la loi que nous vous demandons de voter est une loi d'assistance et une loi de salubrité publique. »

Le sénateur Beaumont disait le même jour :

« Liberté est laissée au propriétaire à l'exception des cas de tuberculose ouverte et immédiatement dangereuse.

« Un propriétaire possède des animaux à tuberculose ouverte et immédiatement dangereuse ; ceux-là seront

maintenus en surveillance ; ils subiront toutes les obligations déjà indiquées dans la loi actuelle. Nous ne laisserons pas sortir ou circuler librement des animaux qui répandraient le bacille virulent partout où ils passeraient. Les rigueurs de la loi actuelle sont donc maintenues pour ceux-là...

« Pour les animaux non cliniquement atteints mais réagissants, répondant à la tuberculine, nous laissons au détenteur toute liberté d'action. »

M. Linon continue :

« Ainsi donc le régime de liberté n'est pas absolu et la liberté voulue par la loi a été limitée par la loi elle-même, et plus précisément par le décret du 24 janvier 1934 rendu suivant la volonté du législateur pour l'application de cette loi. »

M. Linon nous montre donc aisément qu'il existe deux régimes de tuberculose différents : un régime de liberté totale pour les bovidés qui ne présentent pas de signes cliniques prévus par le décret du 24 janvier 1934 et un régime de contrainte pour ceux qui sont atteints de ces formes cliniques.

« Les animaux de cette dernière catégorie sont donc l'objet dans un but de protection de l'homme et de leurs congénères, de mesures législatives de coercition et partant d'ordre public ; et cela de par la volonté même du législateur de 1933. »

M. Linon poursuit en se demandant s'il n'y a pas de ce chef dans la loi du 7 juillet 1933, une contradiction interne, et si l'on peut vraiment concilier le principe d'autonomie de la volonté que cette loi introduit en matière de vente et d'échange de bovidés tuberculeux, avec le

régime de contrainte qu'elle impose à certains de ces animaux.

Pour sa part, il ne le croit pas.

En effet, « dans certains cas limitativement fixés par le décret du 24 janvier 1934, la tuberculose bovine est une maladie contagieuse. Le législateur dans un but d'ordre prophylactique exige pour les animaux qui en sont atteints des mesures de coercition destinées à les empêcher de disséminer la maladie.

« Peut-on admettre un instant que ces animaux, qui doivent faire l'objet de la « déclaration » à la mairie de la résidence de celui qui les possède, déclaration transmise à la préfecture (Direction des Services Sanitaires) du département ; qui doivent être séquestrés et maintenus isolés « avant même que l'autorité administrative ait répondu à l'avertissement », puissent être l'objet d'une clause de non-garantie et même d'une vente libre ?

« On ne saurait concilier les contraires. »

M. Linon conclut en étudiant la rédaction même de la loi de 1933 et, à la lumière des principes généraux du droit, il ne pense pas que la lecture des travaux préparatoires aille à l'encontre de cette interprétation que « les animaux atteints, même en l'absence d'un arrêté préfectoral d'infection, ne peuvent être vendus librement dans le commerce, car ils constituent vraiment un objet illicite et, en tout cas, la cause d'une telle vente est illicite ».

Il reprend les idées contenues dans sa thèse dans deux articles publiés postérieurement : « La vente des bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse est-elle nulle ? » (*Recueil de Médecine vétérinaire*, novembre 1938) et « Etat actuel de la jurisprudence en matière de tuberculose bovine » (*Revue de Médecine vétérinaire*, juillet 1939).

Il critique la position prise par M. le Professeur Robin, position que nous avons examinée plus haut, et explique pourquoi son avis personnel diffère de celui de ce professeur.

C'est que, tandis que M. Robin n'a envisagé l'étude de la loi du 1933 qu'en s'appuyant sur les débats parlementaires et, par antithèse, en l'opposant aux dispositions de la législation antérieure, M. Linon lui, a constamment eu présents à l'esprit les principes généraux du droit. En conséquence, une divergence entre les deux opinions est inévitable.

Et M. Linon reprend avec beaucoup de vigueur les arguments exposés dans sa thèse.

« Un bovidé atteint de tuberculose légalement contagieuse, et à ce titre frappé d'interdit par la loi sanitaire, ne peut faire l'objet d'un libre contrat au regard de la loi civile.

« D'une part, ce bovidé placé par le législateur lui-même dans des conditions très spéciales qui l'empêchent de sortir et de circuler librement, enserré dans le réseau étroit des mesures de coercition édictées dans un but d'ordre public et qui sont la survivance de l'ancienne législation (Débats parlementaires du Sénat, 18 juin 1929) (article 2 et 3 du décret du 24 janvier 1934) est vraiment une chose « hors de commerce ».

« Or, une obligation doit avoir un objet licite, ce qui n'est point le fait des choses hors commerce ; d'où il sort que la vente d'une chose hors commerce est viciée dans son principe, elle est nulle d'une nullité absolue. »

M. Linon expose que cette nullité découle de l'application des principes généraux du droit et que, par conséquent, il n'était pas nécessaire que le législateur laissât

subsister l'alinéa 1^{er} de l'article 41 du Code rural, aux termes duquel « l'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites ».

D'autre part, l'article 1133 C. Civ. dispose que :

« La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi. »

Il en résulte que l'obligation résultant de la vente d'un bovidé atteint d'une forme légalement contagieuse de tuberculose est nulle comme contraire à la loi, qui, en l'espèce, est l'article 41 C. Rural précité.

« Or, l'obligation sur cause illicite ne peut avoir aucun effet juridique (Aubry et Rau, 5^e édition, t. V, § 369, p. 349, note 9 *bis*), soit pour l'avenir, soit pour le passé ; à moins que le législateur n'en ait autrement décidé. (*D. H.*, 1935, 128).

Enfin l'article 1131 C. Civ. dispose que :

« L'obligation... sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet ».

Or, la vente du bovidé dont il est question est nulle, car elle est contraire à l'ordre public qui exige l'application de différentes mesures de police sanitaire.

En effet, l'article 4 du décret du 24 janvier 1934 dispose :

« Les animaux visés à l'article 1^{er} (c'est-à-dire ceux qui sont atteints d'une forme légalement contagieuse de tuberculose), ne peuvent sortir de l'exploitation d'origine qu'à destination d'un établissement d'équarrissage ou d'un abattoir régulièrement surveillés. Ils sont accompagnés d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire sanitaire. Ce laissez-passer doit faire retour au préfet du département d'origine (Direction des Services vétérinaires) dans un

délai de cinq jours, avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus et faisant connaître les altérations relevées sur le cadavre ».

Supposons qu'un bovin atteint d'une forme réputée légalement contagieuse de tuberculose fasse l'objet d'une vente.

Deux situations peuvent se présenter :

Ou bien la vente est faite en vue de l'équarrissage ou de la boucherie, conformément à l'article 4 précité ; elle est alors valable au regard de l'article 1131 C. Civ ;

Ou bien elle est faite pour toute autre raison. Dans ce cas, elle est nulle, comme contraire à l'ordre public qui exige la séquestration et l'isolement du sujet considéré.

M. Linon admet très bien, et il aurait mauvaise grâce à le nier, que l'article 18 de la loi du 7 juillet 1933 a abrogé les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 relatives à la tuberculose des bovidés, ce qui a pour conséquence de mettre les bovidés atteints de tuberculose légalement contagieuse dans une situation différente de celle des animaux atteints de maladies réputées contagieuses, en général, au regard de la loi du 23 février 1905.

« Mais le Droit commun subsiste à leur égard, rien dans la loi du 7 juillet 1933, telle qu'elle a été votée, promulguée et publiée n'indiquant que le législateur ait entendu y déroger. »

Ainsi, l'interdiction de la vente des bovidés atteints de tuberculose légalement contagieuse doit être considérée comme conforme à la lettre et à l'esprit de la loi de 1933.

Mais M. Linon ajoute que, aux termes de la loi de 1933, toutes les formes de tuberculose bovine, sans distinction, donnent ouverture à une action en réhibition ou en

remboursement de prix ; par conséquent, l'action en nullité dont nous venons d'affirmer l'existence n'exclura aucune de ces deux actions. Elle se superposera, au contraire, à elles, et l'acheteur jouira d'une véritable option. Vouloir lui interdire cette option, c'est ajouter au texte de la loi de 1933. (Cass. Ch. réunies, 28 mai 1932, *Bulletin des Arrêts*, 1932, n° 98.)

Il est possible que ce cumul d'actions, ainsi que la détermination des délais dans lesquels elles doivent être intentées créent quelques difficultés. La loi est la loi et doit être interprétée, semble-t-il, dans le sens indiqué.

Nous avons tenu à analyser longuement la thèse de M. Linon et son argumentation car, d'une part, elle contient la critique de celle de M. le Professeur Robin, longuement exposée elle aussi, et, d'autre part, c'est certainement une des plus représentatives de toutes celles qui admettent l'action en nullité en notre matière. Enfin l'argumentation est solidement étayée en droit, et c'est pourquoi, parmi toutes les autres thèses qui soutiennent le même point de vue, elle prend une valeur toute particulière.

D'autres juristes soutiennent la même opinion que M. Linon ; certains néanmoins admettent bien l'existence d'une action en nullité, en cas de vente d'animaux atteints d'un cas de tuberculose réputé contagieux par la loi, mais ils pensent que cette action ne se cumule pas avec l'action en réhabilitation ou en remboursement de prix.

P. Renaud, *Répertoire Commaille, note pratique*, 11630 ; avril 1935, p. 172) pense que dans les cas où l'animal est atteint d'une des affections énumérées par l'article 1^{er} du décret du 24 janvier 1934 : tuberculose avancée du poumon, tuberculose de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus,

l'acheteur a à sa disposition une action en nullité qu'il introduira devant le Juge de Paix, le Tribunal civil ou le Tribunal de Commerce, suivant les règles qui président à la compétence ordinaire de ces juridictions.

J. Cadorcet, dans son ouvrage : *Des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses* (Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1937), distingue également en ce qui concerne la tuberculose des bovidés deux situations : s'il s'agit d'un cas de tuberculose considéré comme vice rédhibitoire, on doit appliquer les règles des vices rédhibitoires ; — s'il s'agit, au contraire, d'un cas de tuberculose considéré comme maladie contagieuse, on suit la procédure prescrite par la loi de 1898 (action en nullité de vente).

M. Chauveau, Doyen honoraire de la Faculté de Rennes, formule un avis identique : si la tuberculose affecte une forme de gravité peu accentuée, la tuberculose devient un vice rédhibitoire ; si, par contre, la forme est grave et entraîne une contagion certaine, on doit alors appliquer les règles de la loi de 1898 sur les maladies contagieuses.

M. Henri Lalou, dans ses notes (Cour de Paris, 10 février 1937, *D. P.* 1937-2-7), est d'un avis tout à fait opposé. Pour lui, les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses ne sont plus nulles de droit depuis la loi de 1933 car le texte de la loi du 25 février 1905 : « Si la vente a eu lieu elle est nulle de droit » a été abrogé et n'a pas été reproduit.

M. Lalou admet bien que l'article 41, de la loi de 1898 disposant que « l'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites » n'a pas été abrogé. Mais cela ne change pas ce fait que, pour lui, les formes contagieuses de la tuberculose ne sont plus

l'objet que de mesures administratives ou pénales. Elles n'ont plus de régime civil spécial.

S'opposant à M. Lalou, M. Astruc dans sa thèse de Doctorat : *Essai sur la législation administrative pénale et civile des ventes d'animaux domestiques de boucherie* (Lyon, 1938), prend la position qui est celle de Linon et de M. Chauveau.

Il est d'avis qu'un bovidé atteint d'une forme légalement contagieuse de tuberculose ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une transaction. « Nous sommes en présence d'un cas typique de l'intervention de l'Etat qui, sous le couvert des lois et règlements sanitaires, vient faire échec à la libre volonté des contractants. »

Au contraire, s'il s'agissait d'un cas ordinaire de tuberculose, la vente serait licite, la loi du 7 juillet 1933 ayant simplement rangé la tuberculose des bovidés parmi les vices rédhibitoires.

Enfin, M. Perreau, professeur à la Faculté de Droit de Toulouse, dans son article « Délais d'action en garantie ou nullité dans les ventes d'animaux domestiques » (*Revue de Médecine vétérinaire*, 1938, p. 567), se montre également un partisan convaincu de l'action en nullité dans le cas de vente de bovins tuberculeux, légalement contagieux.

Certains vétérinaires tels que M. Pierre Renard, (*A propos des ventes de bovidés tuberculeux*, thèse, Paris, 1942), soutiennent que la controverse qui est née sur le point de savoir s'il faut admettre l'action en nullité dans le cas de vente d'un bovin tuberculeux légalement contagieux ne présente pas d'intérêt puisque les formes de tuberculose légalement contagieuse sont très difficiles à diagnostiquer sur le vivant. D'autre part, la mise en évidence, à l'abat-

toir, de ces formes de tuberculose, entraîne obligatoirement la saisie des viandes, qui permet dans tous les cas à l'acheteur d'intenter une action en remboursement de prix conformément à l'article 5 de la loi du 7 juillet 1933, cette action en remboursement de prix étant beaucoup plus avantageuse pour l'acheteur qu'une action en nullité.

A cela, nous répondrons que le diagnostic clinique des quatre cas de tuberculose énumérés par le décret du 24 janvier 1934 n'est pas totalement impossible, puisque M. Renard admet lui-même qu'il peut se faire en ce qui concerne la tuberculose de la mamelle.

De plus, mêmes'il était prouvé — ce qui n'est pas — que la question étudiée ne présente aucun intérêt pratique, il n'en resterait pas moins qu'elle présente une grande importance du point de vue théorique, des principes juridiques. On admet bien qu'il existe des pourvois en cassation dans l'intérêt de la loi, et il ne faut pas oublier que la notion de nullité est une notion fondamentale en droit.

D'autre part, si les décisions de jurisprudence ne sont pas très nombreuses sur ce point, elles n'en existent pas moins, comme nous allons le voir. La Cour d'appel de Colmar a été amenée à donner son avis sur cette question. La rareté des décisions de jurisprudence peut s'expliquer par le fait que la loi de 1933 est récente et par cet autre fait que, dans le doute, les acheteurs préfèrent intenter une action en réhabilitation ou en remboursement de prix dont l'existence n'est pas contestée.

Il n'en reste pas moins vrai que la question doit être résolue.

Elle présente, en tout cas, un intérêt pratique : si l'on admet que le délai dans lequel peut être intentée l'action en nullité est celui de 45 jours fixé pour les maladies con-

tagieuses (Loi du 21 juin 1898, art. 41, § 5), comme cela paraît vraisemblable, on accordera encore à l'acheteur qui vient, pour une raison quelconque, de se fermer la voie de l'action en réhabilitation parce qu'il aura laissé écouler le délai de 15 jours prévu par la loi de 1933, la possibilité d'intenter une action en nullité. Il est inutile d'insister sur l'avantage qu'en retirera cet acquéreur.

LA JURISPRUDENCE

Elle est peu fournie.

Elle comporte essentiellement deux jugements de justices de paix de sens contraire et un arrêt de la Cour d'appel de Colmar qui exclut la possibilité d'intenter une action en nullité.

Le Tribunal de Paix de Pont-du-Château, par décision en date du 13 juin 1935, se prononce, pour des motifs identiques à ceux que nous retrouverons dans les attendus de l'arrêt de la Cour de Colmar, contre l'existence d'une action en nullité.

En sens exactement opposé se présente la décision du Tribunal de Paix de Giromagny en date du 6 janvier 1936. (*Journal des Juges de Paix*, mai 1936, p. 196.)

Elle est particulièrement intéressante et solidement motivée :

« Attendu qu'antérieurement à la loi du 7 juillet 1933, la tuberculose bovine ne figurait que dans la liste des maladies réputées contagieuses mentionnées à l'art. 29 de la loi du 21 juillet 1898 et n'était pas, par conséquent, considérée comme vice rédhibitoire aux termes de la loi du 2 août 1884, modifiée le 23 février 1905 ;

« Attendu que la loi du 7 juillet 1933 (à laquelle a fait

suite le règlement d'administration publique paru au *Journal Officiel* du 17 novembre 1925) a eu comme première conséquence de maintenir dans son article 2 la tuberculose bovine dans la liste des maladies contagieuses, mais seulement lorsqu'elle atteint le degré de gravité ultérieurement décrit par le premier décret du 24 janvier 1934 (*J. O.* du 30 janvier 1934 avec le rectificatif du 7 février 1934 lequel spécifie « qu'est réputée maladie contagieuse » et donne lieu à déclaration la tuberculose avancée du poumon, ainsi que la tuberculose de l'intestin, de la mamelle « et de l'utérus » ;

« Attendu que la loi du 7 juillet 1933 a eu comme deuxième conséquence d'ajouter, dans son art. 4, la tuberculose bovine à la liste des vices rédhibitoires contenue dans l'article 2 de la loi du 23 février 1905, mais seulement lorsqu'elle se présente sous les formes moins graves, estimées non contagieuses, qui sont d'abord spécifiées dans les 2^e et 3^e § de l'article 4 de la loi du 7 juillet 1933, puis précisées à nouveau dans le deuxième décret du 24 janvier 1934 (*J. O.* du 30 janvier 1934), lequel mentionne « que » seront considérées comme atteints de tuberculose et pourront donner lieu à réhabilitation les animaux reconnus « atteints et ceux ayant réagi à l'épreuve de la tuberculine » pratiquée par voie sous-cutanée », lequel vise, en somme, toutes les formes de tuberculose autres que celles expressément déclarées contagieuses, par le premier décret du 24 janvier 1934 ;

« Attendu que la tuberculose bovine peut... donner lieu... à deux actions bien distinctes... : 1^o Si la tuberculose revêt une forme rentrant dans la catégorie des maladies contagieuses (premier décret du 24 janvier 1934), à une action en nullité de vente, que le législateur accorde au

dernier acheteur pour faire prononcer la nullité de droit d'une transaction considérée comme contraire à l'intérêt général, puisqu'elle porte sur un animal atteint d'une maladie contagieuse qui le met hors de commerce; 2° si la tuberculose revêt une forme rentrant dans la catégorie des maladies non contagieuses (deuxième décret du 24 janvier 1934), à une action en réhabilitation ou à une action en remboursement de prix que le législateur accorde à tout acheteur pour protéger ses intérêts particuliers, ladite action basée sur l'article 6 de la loi du 7 juillet 1933, soumise aux conditions contenues dans les articles 4, 5 et 6 de ladite loi...

« Attendu, d'autre part, que les deux actions dont s'agit, non fondées sur la même cause juridique, n'ont pas non plus le même objet, puisqu'en cas de saisie totale, la première tend à obtenir la nullité de la vente, ce qui conduit à la restitution intégrale du prix versé, tandis que la seconde tend au remboursement du prix de vente diminué de la valeur de la dépouille (loi du 7 juillet 1933, art. 5, § 2).

« Attendu donc que ces deux actions, entièrement distinctes, ne peuvent être substituées l'une à l'autre...

« Par ces motifs...

« Déclarons... non recevable l'action en remboursement de prix que Salomon Lévy a intentée... »

Les deux derniers attendus sont peut-être les plus importants car ils montrent clairement que, tout en admettant l'existence d'une action en nullité, cette décision prend une position très différente de celle de Chicon, par exemple, car elle affirme que l'action en nullité exclut aussi bien l'action en réhabilitation que l'action en remboursement de prix.

M. Chicon, au contraire, admettait que cette action se superposait aux autres. La différence est donc considérable.

Il nous reste à examiner l'arrêt de la Cour de Colmar en date du 23 novembre 1938 (*G. P.*, 1939-1-289), dont les attendus essentiels sont les suivants :

« Attendu qu'aux termes de la loi du 7 juillet 1933 : « Seront considérés comme atteints de tuberculose et pourront donner droit à réhabilitation : 1° les animaux reconnus cliniquement atteints ; 2° ceux qui auront réagi à l'épreuve de la tuberculine » (art. 4) ; « Pour les animaux vendus pour la boucherie et reconnus tuberculeux après abatage, le vendeur n'est tenu qu'au remboursement des viandes saisies » (art. 5), et « les actions en réhabilitation ou en remboursement du prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile du vendeur qui statuera sans conciliation préalable », et « aucune action principale ou récursoire n'est possible après l'expiration du délai de garantie de 15 jours francs » (art. 6) ;

« Attendu que la réhabilitation est, par définition, l'action d'annuler la vente d'une chose comportant des défauts dont l'acquéreur ignorait l'existence ; que la demande de Coblenz tendant à faire déclarer nulle pour cause d'erreur la vente d'une vache tuberculeuse (qu'il prétend avoir achetée comme vache saine parce que la maladie n'était pas apparente), était donc bien l'action en réhabilitation pour cause de tuberculose bovine prévue par la loi du 7 juillet 1933, et pour laquelle l'art. 6 de cette loi attribue compétence exclusive au juge de paix du domicile du vendeur, non point par référence à la loi du 23 février 1905 dont Coblenz prétend tirer argument, mais en termes exprès et impératifs ;...

« Mais attendu qu'il faut admettre que le législateur de 1933, en prescrivant un ensemble de règles en vue de réaliser une prophylaxie de la tuberculose, a entendu faire œuvre utile ; que son geste serait demeuré vain si, lorsqu'il instituait une procédure spéciale, rapide, peu coûteuse, et qui doit être suivie devant une juridiction déterminée, il avait laissé ouverte la voie de droit commun et permis ainsi à l'acheteur d'une vache tuberculeuse d'user à son gré de l'une ou de l'autre voie judiciaire, en considérant la tuberculose soit comme un vice rédhibitoire, soit comme une maladie contagieuse, suivant qu'il agirait avant ou après le délai de garantie de quinzaine fixé par l'article 6 de la loi ; que les travaux préparatoires de la loi du 7 juillet 1933, ainsi d'ailleurs que les termes catégoriques de l'article 6 sus-visé ne permettent point de douter de l'intention du législateur de ne pas créer ou de maintenir une dualité de régime mais de faire une loi qui régisse toute la matière ;

«... Par ces motifs,

« Déclarons Coblentz recevable mais mal fondé en son appel ; l'en déboutons en confirmant le jugement entrepris... »

Ainsi, pour cet arrêt, les dispositions de la loi du 7 juillet 1933 seule régissent la matière de la vente et de l'échange des bovins tuberculeux. Et il ne faut pas reconnaître d'action en nullité en cette matière.

CONCLUSION

Pour notre part, nous trouvons les arguments de la Cour de Colmar peu convaincants.

Celle-ci nous dit qu'il n'est pas possible d'admettre

l'existence d'une action en nullité parce qu'elle ferait double emploi avec les actions en réhabilitation et en remboursement de prix.

Le législateur de 1933 n'aurait pas voulu ruiner son œuvre en même temps qu'il la créait, en laissant à l'acheteur la possibilité d'intenter une action en nullité ou une action en garantie à son gré, l'action en nullité pouvant s'engager dans un délai beaucoup plus long que l'autre.

Du moment qu'il a prescrit l'emploi d'une procédure spéciale, rapide et peu coûteuse, c'est qu'il a voulu bannir l'emploi de la procédure de l'action en nullité, générale, longue et onéreuse.

Pour nous, il ne fait aucun doute que le législateur ait entendu faire œuvre utile. Mais ce qui importe, c'est moins ce qu'aurait entendu faire le législateur de 1933, que ce qu'il a fait ; c'est moins l'interprétation qu'il aurait voulu voir donner à la loi de 1933, que celle qui s'impose, en l'état actuel de la législation concernant la tuberculose des bovidés.

Il est un fait certain, contre lequel rien ne peut prévaloir, c'est que le législateur de 1933 n'a pas cru devoir abroger l'article 41 de la loi du 21 juin 1898, alinéa 1^{er}, aux termes duquel : « L'exposition, la vente ou la mise en vente d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites. »

Ce texte, selon nous, frappe d'une nullité d'ordre public, les ventes dont il est question.

Il est difficile, en effet, de soutenir qu'il est abrogé par l'article 18 de la loi de 1933 qui dispose :

« Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi. »

En effet, les dispositions de l'article 41 de la loi de 1898

et celles de la loi de 1933 n'ont rien de contradictoire, les unes ayant pour effet principal d'interdire la vente d'animaux atteints de maladies contagieuses, les autres ayant pour objet essentiel de donner une action rédhibitoire à l'acquéreur d'un bovin tuberculeux.

Et, si l'on voulait soutenir que l'article 41 est abrogé tacitement, encore faudrait-il montrer qu'il existe une incompatibilité entre les deux dispositions. Mais rien, dans la loi, ne s'oppose à ce qu'une action en nullité se superpose, dans les cas de tuberculose légalement contagieuse, à l'action rédhibitoire.

Les deux actions ne font d'ailleurs pas double emploi, leurs conditions d'exercice étant différentes (délai pour intenter l'action, charge de la preuve, etc...). La tuberculose contagieuse présentant des dangers particuliers pour la santé publique, il n'est pas illogique de paralyser les transactions portant sur des animaux atteints de cette affection par la mise à la disposition de l'acquéreur de deux actions différentes, obéissant à des règles différentes.

D'ailleurs, il ne s'agit peut-être pas là d'un oubli de la part du législateur, puisqu'il prend soin de confirmer indirectement cette interprétation, en stipulant lui-même dans l'article 2 de la loi de 1933, que :

« Les maladies contagieuses et qui donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures de police sanitaire sont : ... la tuberculose des bovidés dans certaines conditions. »

Ces mesures de police sanitaire sont prévues précisément par la loi du 21 juin 1898 (art. 31 et 32).

De plus, nous pensons, comme M. Liñon, qu'il n'était nullement nécessaire que le législateur laisse subsister cette disposition de la loi du 21 juin 1898 pour que l'on puisse

affirmer l'existence d'une action en nullité. Il résulte, en effet, d'une part de l'étude des débats parlementaires du Sénat en date du 18 juin 1929 et d'autre part des dispositions du décret du 24 janvier 1934, que le bovidé atteint d'une forme réputée légalement contagieuse de tuberculose doit être considéré comme une chose hors de commerce et ne peut faire l'objet d'une transaction, la vente d'une chose hors de commerce étant nulle d'une nullité absolue ; l'obligation qui naîtrait d'une telle vente aurait, sans aucun doute, un objet illicite.

A notre sens, le tort de tous les auteurs qui refusent la possibilité d'intenter une action en nullité en notre matière, c'est, comme nous l'exposons dans notre introduction, de s'en tenir à l'étude de la loi du 7 juillet 1933, aux déclarations de certains rapporteurs de la Chambre ou du Sénat.

Il faut, au contraire, se demander, non ce que certains rapporteurs ont voulu ou pensé faire, mais quel est le droit actuel qui découle de la loi du 7 juillet 1933, compte tenu de toute la législation actuelle, et notamment de celle concernant la nullité, réglementée par le Code civil, de l'obligation sur cause illicite.

Nous avons critiqué l'arrêt de la Cour de Colmar, rapporté ci-dessus, et dit que le jugement du juge de paix de Giromagny faisait, à notre avis, une meilleure application des principes juridiques.

Pourtant cette décision nous montre qu'au sein des partisans de l'action en nullité, il existe une divergence, si bien que nous avons trois solutions au problème envisagé.

1^{re} Solution :

L'action en nullité n'existe pas en ce qui concerne la tuberculose des bovidés. Il faut s'en tenir à la procédure indiquée par la loi du 7 juillet 1933 (Robin, Verge, Chicon dans sa première opinion, Montariol, Lalou, Tribunal de Paix de Pont-du-Château, Cour de Colmar).

2^e Solution :

L'action en nullité existe dans les cas de tuberculose légalement contagieuse, mais cette action exclut l'action en réhabilitation ou en remboursement de prix et ne se cumule pas avec elle (Cadocet, Chauveau, Tribunal de Paix de Giromagny).

3^e Solution :

L'action en nullité se cumule avec l'action en réhabilitation ou l'action en remboursement de prix. L'acheteur jouit donc d'une véritable option (Chicon dans sa deuxième opinion, Linon, Perreau).

Pour notre part, nous pensons que la troisième solution est la bonne car, comme l'a si clairement exposé M. Linon, la loi du 7 juillet 1933, lorsqu'elle déclare dans son article 4 :

« La tuberculose des bovidés est ajoutée à la liste des vices rédhibitoires prévue par l'article 2 de la loi du 2 août 1884, modifiée par l'article 2 de la loi du 23 février 1905... » ;

lorsqu'elle déclare dans son article 6 :

« Les actions en réhabilitation ou en remboursement de prix après abatage seront portées devant le juge de paix du domicile de vendeur, »

ne fait aucune distinction entre les cas de tubercu-

lose légalement contagieux et les autres. Elle accorde l'action en réhabilitation ou en remboursement de prix dans les deux cas.

Comme le dit M. Linon : « Cet acheteur n'est pas obligé d'engager l'action en nullité, et non point l'une ou, suivant le cas, l'autre des deux actions ci-dessus, s'agissant d'un bovidé atteint de tuberculose légalement contagieuse. C'est véritablement ajouter au texte de la loi du 7 juillet 1933 que l'interpréter ainsi, c'est donc interpréter faussement ce texte : Cass. Ch. réunies, 28 mai 1932 (*Bulletin des arrêts*, 1932, n° 98). Je répète à ce propos ce que j'ai déjà écrit... à savoir que la décision du Tribunal de Paix de Giromagny, du 6 janvier 1936, paraît renfermer une erreur en considérant que l'action en remboursement de prix s'applique seulement dans les cas de tuberculose non légalement contagieuse. Dans l'espèce soumise au tribunal, l'action du demandeur était à mon avis recevable, qu'elle fût en remboursement de prix ou en nullité de vente. »

Cette divergence entre les partisans de l'action en nullité fait le jeu de leurs adversaires qui ne peuvent eux-mêmes pas montrer pourquoi la loi de 1933 n'a pas abrogé le § 1^{er} de l'article 41 de la loi du 21 juin 1898 et comment il se fait que les principes de la nullité posés par le Code ne jouent pas en la matière.

Une autre difficulté surgit. Les partisans de l'action en nullité ne sont pas tous d'accord sur le délai dans lequel cette action doit être intentée.

Quelques-uns, peu nombreux, comme Chicon, pensent que le délai est de 15 jours : « Nous opinons pour le délai de quinze jours, bien que le législateur ait indiqué qu'il s'agit d'un délai de garantie. Les difficultés de preuve mi-

litent en faveur d'un court délai. D'autre part, l'article 6 paraît bien formuler un principe général en stipulant qu'aucune action principale ou récursoire n'est possible après l'expiration de ce délai. »

Mais ces arguments ne sont guère décisifs.

D'abord celui-ci : « Les difficultés de preuve militent en faveur d'un court délai », ne nous montre pas pourquoi il faut dire que le délai est de 15 jours et non de 45 ; cet argument n'a d'ailleurs rien de juridique. Ensuite l'alinéa 2 de l'article 6 ne s'applique certainement pas à l'action en nullité dont il n'est pas question dans la loi de 1933 ; il concerne l'action en garantie.

D'autres auteurs, et ce sont les plus nombreux (Astruc, Perreau, Charton) pensent que le délai n'est pas de 15 jours, mais de 45 jours.

M. Perreau, notamment, invoque ce fait que si l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 fixait le délai à 30 jours en ce qui concerne la tuberculose, il ne peut plus en être ainsi aujourd'hui puisque cette disposition a été abrogée par l'article 18 de la loi du 7 juillet 1933. En conséquence, « on peut penser que, désormais, le délai de 45 jours s'applique indistinctement à toutes les maladies contagieuses ».

Enfin, M. Linon pense que le délai est le délai général des actions en nullité, c'est-à-dire celui de 30 ans.

Il est permis d'hésiter entre le délai de 45 jours et celui de 30 ans, en l'absence d'une décision de la Cour de Cassation.

Cependant, et du moment qu'il s'agit d'une action en nullité de la vente pour objet et pour cause illicite, nous opinons également, et à défaut de dispositions contraires, pour le délai de 30 ans, délai de droit commun. Et nous

reprendrons volontiers, sur ce point, les arguments de M. Linon :

« Il s'agit d'une nullité radicale qui, de ce chef, pourra être invoquée par tout intéressé, ne sera pas susceptible de confirmation et qui, en principe, ne sera pas éteinte par la prescription.

« En fait, l'acheteur seul aura intérêt à l'invoquer. Mais dans quel délai le pourra-t-il ?

« De ce qu'il a théoriquement devant lui un temps particulièrement long puisque, s'il n'est pas illimité, il est au moins de 30 ans, il ne s'ensuit pas que l'acheteur ne doit pas engager son action dans un délai relativement court. En effet, si la tuberculose, vice rédhibitoire, est présumée antérieure à la vente, ici il n'en est plus de même et c'est à l'acheteur qu'incombe de prouver que l'animal litigieux était atteint antérieurement à la vente de la forme de la maladie dont il se plaint. Et il fera d'autant plus aisément la preuve de l'antériorité de la maladie à la vente qu'il interviendra dans un délai plus bref. Avec le temps, cette preuve peut même devenir impossible.

« Mais peu importe, croyons-nous, qu'il engage son action dans le délai de quinze jours comme certains le pensent, dans le délai de quarante-cinq jours, de l'avis de quelques autres ; qu'il actionne son vendeur avant ou après l'expiration de ces délais, l'acheteur n'en devra pas moins, semble-t-il, avoir gain de cause, s'il apporte la preuve que la maladie, sous la forme où elle est légalement contagieuse, existait antérieurement à la vente. »

Il est un autre point de la loi du 7 juillet 1933 qui donne lieu à des difficultés.

En effet, l'article 4 de cette loi dispose :

« Seront considérés comme atteints de tuberculose et pourront donner lieu à rédhibition :

« 1^o Les animaux reconnus cliniquement atteints ;

« 2^o Les animaux qui auront réagi à l'épreuve par la tuberculine exclusivement pratiquée suivant les procédés approuvés par le Comité consultatif des Epizooties ou qui auront été reconnus tuberculeux par tout autre procédé approuvé par ledit comité. »

La vaccination des animaux par le Bacille bilié de Calmette et Guérin (B. C. G.), dans le but de les prémunir contre l'atteinte de la tuberculose, est aujourd'hui de pratique courante. Or, il se trouve que ces animaux vaccinés et qui, par conséquent, sont beaucoup plus résistants que les autres à l'infection tuberculeuse, réagissent à l'épreuve de la tuberculine comme des animaux tuberculeux, du fait qu'on leur a inoculé une souche très atténuée de bacille tuberculeux.

La loi n'ayant pas prévu le cas de ces animaux vaccinés par le B. C. G., il résulte que, sans aucun doute possible, ces animaux rentrent dans le cadre de l'article 4 cité ci-dessus et doivent donner lieu à rédhibition, comme s'ils étaient tuberculeux. En effet, le texte ne fait aucune distinction, parmi les animaux réagissant à la tuberculine, entre ceux qui réagissent parce que prémunis et ceux qui réagissent parce que tuberculeux.

Nous ne nous attarderons pas sur cette question qui, si elle soulève de nombreux problèmes du point de vue vétérinaire, ne saurait soulever le moindre problème juridique, la formule de la loi étant parfaitement claire et formelle.

On notera seulement quelques remarques et suggestions qui se dégagent des lettres envoyées par MM. les

Directeurs des Services vétérinaires, à l'occasion de l'enquête que nous avons ouverte parmi le monde vétérinaire.

Tous regrettent, en général, la lacune de la loi, mais sont bien obligés d'admettre que, si l'on veut faire une catégorie spéciale d'animaux réagissant à la tuberculine et qui comprendrait les animaux vaccinés par le B. C. G., il faut alors prendre toute une série de dispositions qui viendront étroitement réglementer les conditions de la vaccination, ses effets légaux, les procédés de marque qui permettront d'identifier les animaux. Sinon, toutes les fraudes seront possibles, et qui prouvera que tel animal réagit à la tuberculine parce qu'il a été effectivement vacciné par le B. C. G. ? Qui empêchera un vendeur de mauvaise foi de faire vacciner un animal déjà malade et de prétendre, par la suite, que, si celui-ci réagit à l'épreuve par la tuberculine, il s'agit là de l'effet du B. C. G. ?

Donc, modifier la loi sur ce point, c'est nécessairement réglementer les conditions de la vaccination et de l'identification des animaux vaccinés.

Conclusion générale.

Au terme de cette thèse, nous proposerons les conclusions suivantes :

Nous distinguerons plusieurs points de vue.

Comment doit-on, à notre sens, interpréter les points litigieux de la loi du 7 juillet 1933 ?

1^{er} Point : La question de la juridiction compétente en matière commerciale.

Pour les raisons que nous avons longuement exposées, et contrairement à la jurisprudence et à la doctrine dominante, nous pensons qu'il résulte de l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 ainsi que de l'application des principes généraux en matière de compétence, que le tribunal de commerce est compétent lorsqu'il s'agit d'une action en réhabilitation ou en remboursement de prix concernant une vente de nature commerciale. L'article 6 § 3 de la loi du 7 juillet 1933 ne contredit pas cette affirmation.

Bien entendu, si les deux parties ne sont pas commerçantes, la théorie jurisprudentielle des « actes mixtes » devra recevoir application.

2^e Point : La question de l'expertise préalable à l'action en réhabilitation.

Bien que la doctrine soit extrêmement divisée sur ce point, et que la jurisprudence des tribunaux civils et de

la Cour de Cassation se prononce actuellement nettement dans le sens du caractère facultatif de cette expertise, nous pensons, au contraire, que tout conduit à admettre la nécessité de cette expertise : l'analyse des travaux préparatoires aussi bien que l'étude des textes.

Cette interprétation nous semble la plus juridique.

Au point de vue pratique, admettre le caractère facultatif de l'expertise, c'est créer une série de difficultés inextricables, comme l'ont bien montré MM. Linon et Charton (*Recueil de Médecine vétérinaire d'Alfort*, novembre 1942, p. 298). C'est alors le règne de l'arbitraire : on ne sait pas qui décidera s'il y a lieu à expertise ou non ; les conditions qui permettront de dire qu'il y a lieu à expertise ou non, quelle est l'autorité qui décidera de la procédure à suivre. D'autre part, il sera impossible au juge d'apprécier le caractère de l'expertise puisque l'affaire sera jugée dans tous les cas après expiration du délai dans lequel devait être provoquée la nomination des experts.

Les avis émis par MM. les Directeurs des Services vétérinaires sont d'ailleurs probants à cet égard.

3^e Point : La question du délai pour provoquer l'expertise.

Nous pensons que le délai pour provoquer l'expertise est le même que le délai de garantie, c'est-à-dire 15 jours aux termes de l'article 6 de la loi.

Contrairement à une partie de la jurisprudence, il nous semble, en effet, que la durée de ce délai doit être cherchée dans la loi de 1933 et non dans celle de 1884.

D'une part, la loi de 1884 fixe non pas un, mais deux délais ; et, dans ces conditions, il est tout à fait arbitraire

de choisir l'un plutôt que l'autre et d'affirmer qu'il doit s'appliquer dans le cas de la tuberculose.

D'autre part, la durée des délais, en matière de vices rédhibitoires, est essentiellement liée au caractère de la maladie envisagée et il paraît étrange d'appliquer à la tuberculose un délai que le législateur avait fixé, il y a cinquante ans, en tenant compte du caractère des maladies considérées à cette époque comme vices rédhibitoires.

Sous le régime de la loi de 1884, le délai pour provoquer l'expertise est toujours le même que le délai de garantie (9 ou 30 jours selon l'affection envisagée). La seule différence que l'on puisse relever entre les deux délais, c'est que seul le délai de garantie est susceptible d'augmentation, — à raison des distances, par exemple.

Pourquoi donc décider, contrairement à ce qui est la règle constante sous l'empire de la loi de 1884, que le délai d'expertise de la loi de 1933 ne doit pas être le même que le délai de garantie ? Ainsi, on est conduit à dire que l'un d'eux est fixé par la loi de 1933 et l'autre par la loi de 1884. Cette solution, peu logique, se justifie mal au point de vue juridique.

En réalité, si la loi de 1933 renvoie à celle de 1884 en ce qui concerne la procédure d'expertise, d'un point de vue général, cela ne signifie nullement que le délai pour provoquer la nomination des experts est le même dans les deux cas car la loi de 1933 n'est pas un calque servile.

A notre sens, si la loi de 1933 ne contient pas une disposition formelle stipulant que le délai pour provoquer l'expertise est de 15 jours, c'est que, se référant à une règle constante, en matière de vices rédhibitoires, elle admet implicitement que ce délai est le même que celui de garantie.

4^e Point : Le point de savoir si la vente d'un bovin atteint d'une forme légalement contagieuse de tuberculose peut faire l'objet d'une action en nullité.

Nous avons résolu cette question en appliquant les principes généraux du Code civil, frappant d'une nullité absolue d'ordre public l'obligation qui a une cause illicite.

Nous avons conclu, comme M. Linon, que dans ce cas l'acheteur avait toujours à sa disposition une action en nullité de vente pour objet et cause illicite qu'il pouvait intenter pendant un délai de 30 ans.

Cette conclusion s'imposerait, à notre avis, même en l'absence d'une disposition telle que l'article 41 de la loi du 21 juin 1898 non abrogé. La nullité serait alors une conséquence de l'application de l'article 1131 du Code civil.

Quelles modifications serait-il bon, à notre humble avis, d'apporter à la loi et à la jurisprudence ?

Premier point.

Il serait désirable, selon nous, que la jurisprudence ne considère plus que le juge de paix est toujours compétent, en ce qui concerne l'action en garantie née de la loi de 1933, même s'il s'agit d'une vente à caractère commercial. Un revirement de la jurisprudence sur ce point nous semble très souhaitable, car toutes les décisions rendues dans le sens de l'arrêt de la Cour de Colmar en date du 23 novembre 1938 ne semblent pas faire une exacte application des principes.

Le Tribunal de Paix du canton Est de Pau nous semble fournir une décision beaucoup plus juridique dans son jugement du 26 octobre 1937.

Quant au législateur, il ne semble pas qu'il ait manqué de clarté en rédigeant l'article 6 § 3 de la loi du 7 juillet 1933, qui marque une extension de la compétence normale du juge de paix. Il ne peut être tenu pour responsable d'une interprétation défectueuse des principes de la compétence commerciale.

Serait-il opportun d'attribuer au juge de paix la compétence commerciale sur ce point particulier ?

Nous ne le pensons pas, et cela pour des raisons toujours valables exposées par M. l'Avocat général Bénard dans son discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Caen le 3 novembre 1881 :

« S'il est vrai qu'en matière civile l'établissement des justices de paix ait rapproché le juge du justiciable, il en serait autrement en matière commerciale. En effet, les transactions civiles sont d'une tout autre nature que les transactions commerciales, et les procès qui surgissent entre commerçants ont une tout autre origine que ceux qui s'élèvent entre non-commerçants. Les relations civiles naissent du rapprochement des intéressés, alors que les relations commerciales vivent de leur éloignement. De là, il résulte que, si le plus souvent deux personnes plaissant ensemble habitent le même pays, le même canton, la même ville ou la même commune, non moins habituellement deux commerçants en procès résident dans deux villes différentes, dans deux pays éloignés l'un de l'autre. Il ne peut donc, dans la plupart des cas, en matière commerciale, à la différence de ce qui se passe en matière civile, y avoir proximité entre le juge et le plaideur que pour un seul des justiciables. Si l'un au moins doit se déplacer, n'est-il pas plus facile et plus avantageux pour lui de se rendre au siège du tribunal de commerce, toujours

ou presque toujours situé au centre des communications ferrées, plutôt qu'au siège d'une justice de paix souvent placée en dehors de toute voie d'accès facile ?

« J'ajoute, Messieurs, que les intérêts des commerçants ne sont pas généralement répandus dans tous les cantons ruraux, mais sont ordinairement groupés dans les centres commerciaux dotés de tribunaux consulaires ; et que le projet de loi n'aurait pour résultat que de dépouiller ces tribunaux au profit des juges de paix du canton, dans lequel ils siègent eux-mêmes, changeant le juge sans le rapprocher.

« Ainsi donc, ou le juge ne sera pas plus proche, ou s'il est plus rapproché pour l'un des plaideurs, il sera d'un accès plus difficile pour l'autre. »

Deuxième point.

Si vraiment l'expertise présente juridiquement un caractère obligatoire, comme nous avons essayé de le montrer, il serait très désirable que la jurisprudence consacre ce caractère et ne rende pas des décisions dans le sens de celles des Tribunaux civils d'Arras, de Brest, de Tulle ou de Bordeaux analysées plus haut. Mais le dernier mot a été dit par la Cour suprême (Civ. 23 avril 1941 et Req. 7 mai 1941), suprême autorité en la matière.

Est-il trop osé d'espérer un revirement de sa jurisprudence qui, du même coup, supprimerait les problèmes multiples et insolubles engendrés par l'interprétation actuelle ?

N'est-il pas également vain de prier le législateur, qui est le véritable responsable de nos embarras, d'exprimer clairement sa pensée et de solliciter de sa bonté la suppression de ces cinq petits mots : « s'il y a lieu », qui ont fait tant de mal.

Troisième point.

A défaut de disposition expresse de la loi, l'interprétation des textes nous a conduit à penser que le délai dans lequel l'acquéreur devait provoquer la nomination des experts était de quinzaine.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est orientée en ce sens depuis l'arrêt de la Chambre civile en date du 23 avril 1941, rendu sur pourvoi formé contre un jugement du Tribunal de Paix de Châteaubriant. Ce délai est-il fixé rationnellement, compte tenu des caractères de la tuberculose bovine ? Doit-il être modifié ? La réponse à cette question ne peut être donnée que par les techniciens.

Quatrième point.

S'il faut reconnaître à l'acheteur d'un bovin tuberculeux réputé légalement contagieux, la possibilité d'intenter une action en nullité qui se superposera à l'action en rédhhibition ou en remboursement de prix, il faut, sur ce point encore, souhaiter une modification profonde de la jurisprudence actuelle représentée surtout par l'arrêt de la Cour de Colmar en date du 23 novembre 1938.

Le législateur n'a nullement à intervenir, en ce qui concerne cette question, la nullité étant utile à l'acheteur qui a laissé écouler le délai de 15 jours qui lui permettait d'intenter l'action en garantie, et cette nullité résultant des principes généraux posés par le Code civil.

Mais il serait peut-être bon que le législateur réglemente les conditions de la vaccination des bovidés et établisse une marque officielle permettant de les identifier, s'il entend les faire échapper à la rédhhibition, ce qui nous paraîtrait tout à fait logique.

Nous concluons donc que la loi doit être un moyen et non une fin. Plutôt que de la laisser à l'interprétation des

juristes, il est préférable de la modifier et de la rendre plus pratique de façon que son ambiguïté ne compromette pas le but du législateur, c'est-à-dire de faire rationnellement de la prophylaxie contre l'un des plus grands fléaux de l'humanité ; car nous souhaitons qu'une telle prophylaxie, à l'élaboration de laquelle des praticiens ont présidé, j'ai nommé les vétérinaires, n'aboutisse pas à un résultat négatif.

D'un point de vue très général, il semble acquis aujourd'hui que la loi du 7 juillet 1933 n'a pas donné les résultats escomptés.

Son caractère de contrainte n'est peut-être pas assez accentué, ainsi qu'il semble ressortir de l'enquête que nous avons ouverte.

Sans aller jusqu'à dire avec un spécialiste de la question, M. Bouillaud, Directeur des Services vétérinaires de la Vendée :

« La loi du 7 juillet 1933 ne réussira jamais à éteindre autant de foyers qu'elle en crée », nous reprendrons les paroles prophétiques de M. le Professeur Leclainche :

« Avec d'excellentes intentions, le Sénat a péniblement élaboré toute une procédure nouvelle, substituée ou superposée aux procédures spéciales déjà appliquées aux autres vices rédhibitoires. Le moins que l'on puisse dire de cette innovation, c'est qu'elle comporte la perspective de centaines de procès, avant que la jurisprudence ait fixé l'interprétation toujours incertaine des textes nouveaux, même savamment rédigés. On en eût fait l'économie sans inconvénient en adoptant la procédure antérieure. »

Vu : *Le Président*,
L. DE LA MORANDIÈRE.

Vu, LE 10 MARS 1943,
Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER,
Le Recteur
de l'Académie de Paris,
GILBERT GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET REVUES VÉTÉRINAIRES.

Recueil de Médecine vétérinaire.

Avril 1935. « La prophylaxie de la tuberculose. » Chicon.

Mai 1935. « A propos de l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1933, » Chicon.

Décembre 1935. « Les ventes et échanges de bovins tuberculeux. » Robin.

Janvier 1936. « La réhabilitation des animaux tuberculeux », Chicon.

Juin 1938. « Sur la procédure en matière de tuberculose bovine. » Robin.

Octobre 1938. « A propos de l'expertise préalable dans l'action réhabilitatoire pour tuberculose. » Chicon.

Novembre 1938. « La vente des bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse est-elle nulle ? » Linon.

Septembre 1939. « En matière de tuberculose bovine, le juge du fond peut-il ordonner une expertise comme mesure d'instruction ? » Chicon.

Octobre 1939. « A propos de la vente des bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse. » Chicon.

Novembre 1942. « Sur le caractère nécessaire ou facultatif de l'expertise préalable à l'action réhabilitatoire en matière de tuberculose bovine. » Charton.

Revue de Médecine vétérinaire.

15 mars 1934 et 15 mai 1934. « La loi du 7 juillet 1933 dans ses rapports avec la législation sur la police sanitaire, l'inspection des viandes et la jurisprudence commerciale vétérinaire. » Conte.

1934. « La loi du 7 juillet 1933. — Commentaires sur la jurisprudence commerciale. » Darraspen.

Avril 1938. « La loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et la jurisprudence. » Linon.

Octobre 1938. « Délais d'action en garantie ou nullité dans les ventes d'animaux domestiques. » Perreau.

Mai 1939. « La loi du 7 juillet 1933 sur la tuberculose bovine et les tribunaux. »

Juillet 1939. « Etat actuel de la jurisprudence en matière de tuberculose bovine. » Linon.

Mai-juin 1942. « Sur le délai de garantie et l'expertise préalable en matière de tuberculose bovine, vice rédhibitoire. » Linon.

Bulletin du Syndicat National des Vétérinaires, mars 1935. Consultation pour le Syndicat National des Vétérinaires.

Syndicat National des Vétérinaires de France et des Colonies. Congrès de Paris, 10, 11, 12 décembre 1936. — *Rapports* sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

M. Richart, Directeur des Services vétérinaires de la Seine-Inférieure, — La prophylaxie de la tuberculose bovine. — Application de la loi du 7 juillet 1933 et des textes consécutifs. *Rapport pour le Congrès du Syndicat National en 1939*.

Pierre Renard, Docteur-Vétérinaire. — *A propos des ventes de bovidés tuberculeux*. Paris, 1942.

OUVRAGES ET REVUES JURIDIQUES.

Journal officiel.

Gazette du Palais.

Dalloz. *Recueil périodique et Recueil hebdomadaire*.

Bulletin des Décisions des Juges de Paix.

Aubry et Rau. *Droit civil français*, 5^e édition.

Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, en 14 volumes.

Lalou. Note sur un jugement du Tribunal civil de Parthenay du 9 avril 1937. *Dalloz périodique*, 1938-2-79.

Solus. *Cours de Procédure civile*. Paris, 1942.

Montariol. « La garantie dans les ventes de bovidés tuberculeux. La loi du 7 juillet 1933. » *Thèse* pour le doctorat en droit. Toulouse, 1935.

Rapp. « De la garantie dans les ventes d'animaux domestiques. » *Thèse* pour le doctorat en droit. Strasbourg, 1935.

Linon. « Essai sur la législation française des tuberculoses animales. » *Thèse* pour le doctorat en droit. Toulouse, 1936.

Astruc. « Essai sur la législation administrative, pénale et civile des ventes d'animaux domestiques de boucherie. » *Thèse* pour le doctorat en droit, Lyon, 1938.

Alex. Hunault. « Traité de la tuberculose des bovidés (vice rédhibitoire et maladie contagieuse). » *Formulaire*. Rennes, 1942.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
1 ^o Législation concernant les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses	3
2 ^o La loi du 7 juillet 1933.....	10
CHAPITRE PREMIER. — Quel est le tribunal compétent pour les litiges de nature commerciale ?.....	21
Etude des travaux préparatoires de la loi.....	22
La Doctrine	26
La Jurisprudence	40
Les Tribunaux de Paix	40
Les Tribunaux civils	43
Les Cours d'Appel	43
La Cour de Cassation.....	44
Conclusion	46
CHAPITRE II. — L'expertise préalable à l'action en rédhi- bition est-elle obligatoire ou facultative ?	56
Etude des travaux préparatoires de la loi.....	57
La Doctrine	61
La Jurisprudence.....	67
Les Tribunaux de Paix	70
Les Tribunaux civils	79
La Cour de Cassation.....	86
Conclusion	93
CHAPITRE III. — Dans quel délai doit-on provoquer l'exper- tise ?.....	98

CHAPITRE IV. — Doit-on admettre la possibilité de faire annuler la vente d'un bovin atteint d'une forme légalement contagieuse de tuberculose ?	108
Position du probolème.....	110
Les travaux préparatoires.....	113
La Doctrine	119
a) L'étude du texte de la loi.....	121
b) L'étude des travaux parlementaires.....	124
La Jurisprudence	140
Conclusion	144
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	154
BIBLIOGRAPHIE	163

Poitiers. — Société Française d'Imprimerie et de Librairie.
